

**Conseil Municipal de la Ville de Montpellier**

---

**Séance ordinaire du  
Mardi 17 juillet 2018**

---

**PROCES-VERBAL**

---

## **Ordre du jour du Conseil municipal**

**Séance ordinaire du Mardi 17 juillet 2018  
18h00 - Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

1. Exercice 2018 - Affectation des résultats 2017
2. Exercice 2018 - Création et modification d'Autorisations de Programme
3. Exercice 2018 - Budget Supplémentaire 2018 de la Ville de Montpellier
4. Nouveau projet de renouvellement urbain - Quartiers Mosson et Cévennes - Avenant au protocole de préfiguration - Autorisation de signature
5. Languedoc Mutualité  
Permis de construire PC 34172 17 V0333  
Extension de la clinique médico-chirurgicale Beau Soleil  
Permis de construire PC 34172 17 V0332  
Construction de L'EHPAD Les Violettes  
  
Désignation d'un membre du conseil municipal  
pour délivrer ces deux permis de construire  
(Article L. 422-7 du code de l'urbanisme)
6. Ville de Montpellier - Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Montpellier - Autorisation de signature
7. FONCIER - Quartier MOSSON  
Régularisation foncière  
Acquisition de la salle Louis FEUILLADE à la SERM (parcelle LR 276)
8. MONTPELLIER NOUVEAU GRAND COEUR  
Agrément de candidature  
FDI PROMOTION

## Opération MODERN ART - Anciennes archives départementales

### 9. MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

10. Mise à disposition des salles à titre gratuit dans les maisons pour tous
11. Règlement de fonctionnement des temps périscolaires des écoles municipales de la Ville de Montpellier
12. Nouveau règlement de fonctionnement des ALSH municipaux suite au changement de rythme scolaire - Rentrée 2018-2019
13. Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier concernant l'accès au programme ÉcoMétropole de l'Écolothèque
14. Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) - Groupe scolaire Germaine Richier - Création de places conventionnées
15. Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) - Création et transfert de places municipales conventionnées - Secteur Port Marianne
16. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations pour l'année 2018-2019
17. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs pour l'année 2018-2019
18. Transformation du site du Conservatoire Candolle en école primaire (quartier Centre)
19. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique JEUNESSE - Exercice 2018
20. Bourse Initiatives Jeunes 2018 - Participation de la Ville
21. SKATEPARK DE GRAMMONT - QUARTIER PORT MARIANNE  
Réhabilitation complète du site dédié aux activités de glisses urbaines  
Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions
22. Cœur de Ville en Lumières 2018- Partenariat avec les écoles professionnelles ESMA, ART FX, ENSAM, E-ARTSUP, ACFA Multimédia et Objectif 3D
23. Dotation Politique de la Ville 2018 - Convention cadre d'attribution des subventions entre l'Etat, Montpellier méditerranée métropole et la Ville de Montpellier
24. Attribution de subventions à l'association Foot Citoyen
25. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

26. Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés  
Modification de la périodicité de la redevance annuelle
27. Convention entre le CGIAR (Groupe consultatif pour la Recherche Agricole Internationale) et la Ville de Montpellier - Réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux  
(Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant)
28. Convention entre le CIRAD et la Ville de Montpellier  
Réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux  
(Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant)
29. Convention Ville - Montpellier Méditerranée Métropole - Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault- Autorisation de signer
30. Culture et Patrimoine  
Attribution de subventions à des associations culturelles  
Exercice 2018
31. Attributions de subventions dans le cadre des thématiques SANTE et DROITS DES FEMMES - Exercice 2018
32. Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Compléments à la délibération V2017-452
33. Diagnostic global d'entrée relatif à l'expérimentation de la certification des comptes - Rapport d'observations définitives - Synthèse à l'assemblée délibérante
34. Apurement annuel des régies - Exercice 2018
35. Admission en non valeur - Exercice 2018
36. Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier
37. Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Ville de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole
38. Rapports annuels des délégataires de service public relatifs à l'exercice 2017 - Réception par la collectivité et analyse par la Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public
39. Prise en charge des frais de mission et de représentation dans le cadre d'un mandat spécial - Agents et élus – Approbation
40. Pose d'une horloge sur la façade de la Maison Pour Tous Marie Curie  
Autorisation de déposer une Déclaration Préalable de travaux
41. AFFAIRE RETIREE

42. Convention d'occupation temporaire du domaine public des locaux 2 place Pétrarque - Université du Tiers Temps - Avenant n°1
43. Convention d'occupation précaire et révocable - Copropriété "Les Jardins d'Anne"
44. Restauration Eglise Sainte-Croix de Celleneuve - Demande de subvention à la DRAC
45. Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, Et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation et l'attribution d'un marché de service de « Transport de personnes pour les agents en situation de handicap de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. »
46. Modification du tableau des effectifs
47. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe - Convention - Autorisation de signature
48. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction Organisation Etudes Evaluation - Convention - Autorisation de signature
49. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction des Finances - Modification - Autorisation de signature
50. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique - Modification - Autorisation de signature

## Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

---

**Séance ordinaire du mardi 17 juillet 2018**

---

### Procès-verbal

---

**Convoqué le mardi 10 juillet 2018, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le mardi 17 juillet 2018 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents excusés:**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL.

**Absents:**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.

**M. le Maire :** Bravo les Bleus. Inutile de vous dire que ce Conseil va être sportif. Je vais proposer à Fabien ABERT de venir me rejoindre à la tribune pour l'appel en l'absence de Maud BODKIN qui a eu un petit souci au genou qui est en train d'être réglé.

*Fabien ABERT procède à l'appel.*

Merci Monsieur ABERT. On note aussi l'arrivée de Julie FRÊCHE et Sabria BOUALLAGA qui nous ont rejoints. Le quorum est largement atteint.

Vous savez que, souvent, la tradition de ce Conseil municipal appelle à honorer quelques citoyens ou citoyennes de cette Ville qui œuvrent pour la Ville, chacun dans leur domaine ; cela peut être des sportifs, des chefs d'entreprise, des artistes. C'est le cas aujourd'hui, puisque le Conseil municipal a souhaité faire citoyenne d'honneur Madame Sylvie LEONARD-SEIGNERET qui a commis, notamment, ce magnifique ouvrage sur le Street Art à Montpellier. C'était une façon de l'honorer et d'honorer aussi toute cette production de culture et d'art qui se trouve dans notre Ville. Je suis très heureux de la retrouver à la tribune et de lui dire quelques mots. La Ville de Montpellier a d'ailleurs acquis un certain nombre d'ouvrages que nous offrirons tout à l'heure à chacun d'entre vous.

Montpellier regorge de talents multiples dont les parcours sont très divers, dont les nombreuses qualités font de ces artistes de véritables ambassadeurs de la ville. Aujourd'hui, j'ai le plaisir d'honorer une professeure d'arts plastiques, artiste peintre, écrivaine : Madame Sylvie LEONARD-SEIGNERET ; originaire de Montmartre, ce quartier historique de la peinture, de l'art, de la culture. C'est ce quartier parisien qui vous a donné l'amour pour les arts. Il a abrité une myriade d'artistes (TOULOUSE-LAUTREC, VAN GOGH, MODIGLIANI, Pablo PICASSO) auxquels nous rendons un hommage particulier au musée Fabre durant tout l'été.

Après avoir exercé le métier d'animatrice puis celui d'institutrice, vous devenez professeure d'arts plastiques de collège et de lycée en région parisienne. Vous rejoignez ensuite l'IUFM de Montpellier pour exercer la fonction de formatrice en arts visuels pendant 15 ans. C'est sur les terres montpelliéraines que vous exprimez pleinement vos nombreux talents artistiques : dans votre peinture à l'encre, vos portraits basés sur la spontanéité permettent d'entrer furtivement dans la personnalité de vos modèles ; dans l'écriture, vous aimez transmettre au jeune public. Votre collection d'ouvrages d'initiation artistique « Petites Histoires de l'art » permet d'entrecroiser l'art avec l'histoire de l'humanité, de mettre en corrélation une artiste et une œuvre dans le flot des événements et des idées qui traversent notre époque. Il en est de même avec les petites histoires d'artistes que vous publiez sur votre site Internet.

Vous partagez aussi votre envie de faire découvrir Montpellier et son histoire sous des angles nouveaux. En 2011, vous coécrivez le « Petit Guide de Montpellier » avec Didier MILLOTTE qui permet de découvrir notre ville de façon ludique au travers de ses lieux et de son histoire millénaire. Publié en 2017, votre roman « Marie de Montpelhièr – la terre, la chair, et le sang » – car vous l'avez écrit à l'occitane donc je le prononce en occitan – nous renvoie à la fin du XII<sup>e</sup> siècle pour découvrir le destin romanesque de la dernière descendante des Guilhem. Votre dernier ouvrage « Montpellier Street Art » nous offre une magnifique déambulation à la découverte du monde des artistes urbains.

Je vous remercie très sincèrement au nom de tous les élus présents dans cette assemblée de mettre en lumière cette facette artistique de Montpellier qui figure parmi les villes leaders de cet art brut et singulier et de son reflet sans concession de notre société.

En 2009, vous avez écrit « Ulteřia ! Sur les chemins de Compostelle ». Ulteřia est une expression latine utilisée par les pèlerins qui peut se traduire par : aidez-nous à aller toujours plus loin et toujours plus haut. Ce soir, au nom du Conseil municipal de Montpellier – de Montpelhièr –, de tous les Montpelliérains et de toutes les Montpelliéraines, je tiens à vous remercier de votre participation multiple pour montrer le dynamisme de notre Ville et je tiens à vous remercier particulièrement de votre aide pour que Montpellier aille toujours plus loin et toujours plus haut.

Voici le livre dont vous aurez, chacun, un exemplaire tout à l'heure et je vais vous remettre la médaille de citoyenne d'honneur de la Ville de Montpellier.

*Applaudissements.*

**Mme LEONARD-SEIGNERET :** Monsieur SAUREL, Mesdames et Messieurs les conseillers, je vous remercie énormément de l'honneur que vous faites à mon travail. Ce livre, je l'ai fait parce que je l'ai cherché. J'ai cherché un livre sur le Street Art à Montpellier convaincue qu'il en existait beaucoup et je me suis aperçue qu'il n'y en avait pas. Je me suis dit : je vais essayer de le faire. J'en profite pour remercier tous ceux qui m'ont accompagnée dans ce projet un peu fou, un peu risqué et qui, parfois, a pris l'allure d'une épopée parce que beaucoup de mes amis, m'ont accompagnée, m'ont aidée, m'ont apporté quelques pépites photographiques, m'ont encouragée. Je remercie aussi particulièrement mon éditeur qui a pris le risque de se lancer dans l'aventure et qui regrette beaucoup de ne pas pouvoir être là car il est à une Foire du livre à Anvers.

Je voudrais dédier cette médaille aux artistes ; ces artistes qui, souvent, très anonymement ont donné à notre Ville un supplément d'âme, d'humour, d'esprit, de beauté, d'humanisme. Dans cet art qui est à la fois très populaire, très familier et totalement méconnu, je me posais de nombreuses questions sur ces artistes dont je voyais l'œuvre : qui sont-ils ? Comment travaillent-ils ? Pourquoi font-ils cela ? Pourquoi Montpellier est une ville tellement dynamique et vivante dans l'art urbain ? En essayant de résoudre ces questions par enquête, par rencontre, par découverte, j'ai décidé de les écrire pour ouvrir des fenêtres sur cet art de la rue, pour créer un lien entre les artistes et les habitants de Montpellier ainsi que pour redonner un peu de sa noblesse à cet art qui est souvent confondu avec un art assez trash qui abîme les immeubles. Il se passe dans cette Ville, comme dans d'autres capitales, d'autres grands spots du Street Art, beaucoup de moyens d'expression très aboutis, très généreux, qui parlent toujours d'humanité aux gens, aux passants.

Je voulais redonner leur place à ces artistes car on a tendance à considérer que, parce que c'est un art populaire, c'est un art inférieur mais j'aimerais rappeler que c'est le seul l'art qui a, depuis 50 ans, couvert la planète. Les impressionnistes, c'était trois bistros dans le 9<sup>ème</sup> arrondissement. Là, tous les Street artistes du monde communiquent par Internet. C'est un univers où il y a une émulation énorme c'est-à-dire que chacun essaye d'être meilleur que le précédent, peut-être aussi de faire des choses plus risquées mais en tout cas des choses plus remarquables. Il y a cette espèce de grand réseau mondial dans ce mouvement que l'on a tendance à considérer comme secondaire alors qu'en réalité, depuis 50 ans, ce mouvement a couvert la planète et plusieurs générations. Je ne citerai qu'Ernest PIGNON-ERNEST, fondateur de ce mouvement, qui est un homme de 70 ans, qui va encore très bien et qui fait des choses magnifiques.

Je vous remercie beaucoup. Je vous remercie, Monsieur le Maire, pour cet honneur que vous avez fait à mon travail, aux artistes et à la Ville de Montpellier.

*Applaudissements.*



**M. le Maire :** Merci. Je vais demander à Isabelle MARSALA, adjointe à la culture, de venir avec nous. Ensemble, nous allons vous remettre ce petit bouquin qui est « Montpellier, citoyenne du monde ». Nous avons souhaité faire figurer sur la couverture la danse car si j'avais dû matérialiser une des 31 communes, j'aurais certainement fait 30 autres jaloux et je ne pouvais pas le faire uniquement sur Montpellier. Nous avons donc choisi la danse et l'art car la culture est un langage universel. Merci beaucoup.

Nous allons passer à quelques informations. La première : je voudrais féliciter l'équipe de France qui est championne du monde de football.

*Applaudissements.*

Depuis 20 ans, nous attendions cela et ça a été réalisé dimanche soir de façon magistrale. Ainsi, nous avons positionné sur la place Georges-Frêche, deux fois un grand écran : une fois pour la demi-finale contre la Belgique et une autre contre la Croatie en finale. La première fois, 10 000 Montpelliérains sont venus et la deuxième, 15 000. C'est l'occasion pour moi de remercier tous les services de la Ville et en particulier la police municipale de Montpellier.

*Applaudissements.*

De remercier les services de la Métropole, remercier la Police nationale, remercier les services de secours et remercier les services du Protocole de la Ville de Montpellier qui ont poussé la précision du geste jusqu'à prévoir des tuyaux d'arrosage pour que les gens ne fassent pas de malaise eu égard à la chaleur et aux conditions atmosphériques véritablement très chaudes. Merci à TaM qui a modifié son réseau afin de pouvoir libérer, par la coupure des lignes de tram, la place Georges-Frêche et qui a installé de façon parallèle un certain nombre de réseaux de navettes.

Merci aussi à tous les bénévoles qui ont été présents. Merci également aux Montpelliéraines et aux Montpelliérains qui ont été d'une grande sagesse (une vitre brisée) contrairement à d'autres villes où il y a eu des déprédations importantes ; ici, cela n'a pas été le cas : d'abord sur la place Georges Frêche puis dans le centre historique que nous avons entouré de tous nos soins, sur la place de la Comédie où l'ambiance qui régnait était bon enfant et très agréable. Les Montpelliéraines et les Montpelliérains ont vécu ce moment de liesse et de joie, ce moment incroyable de cohésion nationale, en respectant Montpellier, pas en cassant les vitrines des commerçants. Je tiens à le préciser et à remercier chacune et chacun.

Deuxième information : vous allez voir que, parfois, dans l'histoire des événements, les choses se font avec le sourire. J'ai reçu, le 25 juin, une lettre de Madame la Ministre de la Culture de Croatie qui m'a demandé d'être le pays invité pour la Comédie du livre 2020. J'ai trouvé que la proposition était adéquate. L'an prochain, ce sera la Suisse et en 2020, la Croatie. Nous lirons une ville de la Méditerranée. L'an prochain, ce sera Barcelone. Nous verrons en 2020 quelle sera la ville.

Voilà les informations que je voulais vous donner.

### *Adoption de l'ordre du jour*

**M. le Maire :** Je vous propose d'adopter l'ordre du jour du Conseil municipal de ce jour. L'affaire 41 est retirée. L'ordre du jour comporte 49 affaires. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à

l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**M. le Maire :** L'adoption du procès-verbal du 28 juin est reportée à la séance prochaine.

Vous avez également pris connaissance de la synthèse des décisions. Pas de demande d'intervention ?

Le prochain Conseil municipal aura lieu le 27 septembre à 18 heures.

### **1. Exercice 2018 - Affectation des résultats 2017**

L'instruction budgétaire et comptable M57 précise que l'affectation du résultat de l'exercice clos du budget doit faire l'objet d'une délibération du Conseil municipal.

Les résultats de l'exercice 2017 sont retracés dans la délibération en date du 28 juin 2018 portant adoption du Compte Administratif 2017.

Le résultat de clôture 2017 en fonctionnement est de 44 373 852.72 euros. Il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2018 :

- Pour 26 852 023,43 euros en section de fonctionnement
- Pour 17 521 829,29 euros en section d'investissement

Le besoin de financement 2017 de la section d'investissement est de 14 378 190.01 euros. Il sera constaté sur l'exercice 2018.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter l'affectation des résultats de l'exercice budgétaire 2017.

**Max LEVITA :** Cette affaire consiste simplement à constater les résultats de clôture de l'exercice 2017 que vous avez déjà voté en compte administratif. Vous relevez donc que le résultat de clôture en fonctionnement est de 44 millions. On vous propose de l'affecter sur l'exercice 2018 :

- 26 852 023,43 euros en section de fonctionnement
- 17 521 829,29 euros en section d'investissement.

**M. le Maire :** Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

*Monsieur Christian DUMONT entre en séance.*

## **2. Exercice 2018 - Création et modification d'Autorisations de Programme**

Le montant des Autorisations de Programme s'élève à ce jour à 474 141 016 euros.

Dans le cadre du Budget Supplémentaire 2018, il est proposé au Conseil municipal d'approuver :

- L'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2017I05 relative à l'extension de la crèche Thérèse Sentis pour un montant de 200 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 1 644 680 euros ;
- La création d'une Autorisation de Programme n°2018P08 pour les travaux de transformation du site du conservatoire en école primaire pour un montant de 8 600 000 euros ;
- La création d'une Autorisation de Programme n°2018P09 pour la création d'un restaurant scolaire et d'une bibliothèque au sein du groupe scolaire Armstrong/Bon pour un montant de 1 800 000 euros ;
- La création d'une Autorisation de Programme n°2018P10 pour la création d'un restaurant scolaire au sein du groupe scolaire Condorcet pour un montant de 800 000 euros ;
- La création d'une Autorisation de Programme n°2018P11 pour le Jardin des Héros pour un montant de 1 170 000 euros.

Le montant des autres Autorisations de Programme reste inchangé.

Le montant des Autorisations de Programme s'élèvera ainsi au budget supplémentaire 2018 à 486 711 016 euros.

Le détail des Autorisations de Programme est annexé à la présente délibération.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- Approuver l'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2017I05 relative à l'extension de la crèche Thérèse Sentis pour un montant de 200 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 1 644 680 euros ;
- Approuver la création d'une Autorisation de Programme n°2018P08 pour les travaux de transformation du site du conservatoire en école primaire pour un montant de 8 600 000 euros ;
- Approuver la création d'une Autorisation de Programme n°2018P09 pour la création d'un restaurant scolaire et d'une bibliothèque au sein du groupe scolaire Armstrong/Bon pour un montant de 1 800 000 euros ;
- Approuver la création d'une Autorisation de Programme n°2018P10 pour la création d'un restaurant scolaire au sein du groupe scolaire Condorcet pour un montant de 800 000 euros ;
- Approuver la création d'une Autorisation de Programme n°2018P11 pour le Jardin des Héros pour un montant de 1 170 000 euros ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

**Max LEVITA :** Ce soir, je vous propose d'augmenter l'autorisation de programme relative à l'extension de la crèche Thérèse-Sentis de 200 000 euros portant ainsi le montant d'autorisation de programme à 1 644 680 euros.

Parallèlement, de créer quatre autorisations de programme :

- travaux de transformation du site du conservatoire rue de Lisbonne en école primaire pour un montant de 8 600 000 euros ;
- la création d'une autorisation de programme pour la création d'un restaurant scolaire et d'une bibliothèque au sein du groupe scolaire Armstrong/Bon (école qui est au Petit-Bard) pour un montant de 1 800 000 euros ;
- la création d'une autorisation de programme pour la création d'un restaurant scolaire au sein du groupe scolaire Condorcet, place Albert-Ier, pour un montant de 800 000 euros ;
- la création d'une autorisation de programme pour le Jardin des Héros pour un montant de 1 170 000 euros.

Dans cette délibération figure l'ensemble des opérations qui sont inscrites dans le plan pluriannuel d'investissement pour les années à venir.

**M. le Maire :** Qui demande la parole ? Je mets aux voix l'affaire 2. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Rabii YOUSSEUS entre en séance.*

### **3. Exercice 2018 - Budget Supplémentaire 2018 de la Ville de Montpellier**

Depuis le vote du Budget Primitif 2018 adopté le 21 décembre 2017, il convient d'ajuster certains crédits dans le cadre du Budget Supplémentaire.

Le Budget Supplémentaire permet en outre de reprendre les reports de crédits ainsi que le résultat de l'exercice 2017.

Le Budget Supplémentaire du Budget Principal s'élève à 93 602 079.22 euros.

- Section d'investissement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 59 849 857.79 euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	Recettes d'investissement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2018
----------	---------------------------	---------	------------------------	---------------

900	SERVICES GENERAUX		90 000.00	90 000.00
903	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS, LOISIRS		9 000.00	9 000.00
904	SANTE ET ACTION SOCIALE		-451 000.00	-451 000.00
905	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT		2 384 547.00	2 384 547.00
921	TAXES NON AFFECTEES		17 521 829,29	17 521 829,29
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	24 995 160.00	- 15 827 019.93	9 168 140.07
926	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		-1 679 000.00	-1 679 000.00
951	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		32 806 341.43	32 806 341.43
Total		24 995 160.00	34 854 697.79	59 849 857.79

Chapitre	Dépenses d'investissement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2018
900	SERVICES GENERAUX	4 242 149.18	417 154.00	4 659 303.18
901	SECURITE	413 965.77	47 800.00	461 765.77
902	ENSEIGNEMENT FORMATION PROFESSIONNELLE APPRENTISSAGE	9 406 913.22	-2 778 397.50	6 628 515.72
903	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS, LOISIRS	2 756 892.80	-142 800.00	2 614 092.80
904	SANTE ET ACTION SOCIALE	789 259.57	-1 319 160.00	-529 900.43
905	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	10 242 695.47	3 729 156.00	13 961 851.47
906	ACTION ECONOMIQUE	142 081.14	2 553 000.00	2 695 081.14
907	ENVIRONNEMENT	144 842.13		144 842.13
921	TAXES NON AFFECTEES		399 116.00	399 116.00
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES		14 437 000.00	14 437 000.00
001	SOLDE D'INVESTISSEMENT REPORTE		14 378 190.01	14 378 190.01
Total		28 138 799.28	31 711 058.51	59 849 857.79

- Section de fonctionnement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 33 752 221.43 euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	Recettes de fonctionnement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2018
930	SERVICES GENERAUX		373 440.00	373 440.00
933	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS, LOISIRS		465 571.00	465 571.00
934	SANTE ET ACTION SOCIALE		-207 000.00	-207 000.00
935	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT		135 000.00	135 000.00
940	IMPOSITIONS DIRECTES		3 564 362.00	3 564 362.00
941	AUTRES IMPOTS ET TAXES		131 923.00	131 923.00
942	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS		725 239.00	725 239.00
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES		1 711 663.00	1 711 663.00
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		26 852 023.43	26 852 023.43
Total		0.00	33 752 221.43	33 752 221.43

Chapitre	Dépenses de fonctionnement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2018
930	SERVICES GENERAUX	78 150.00	636 813.00	714 963.00
931	SECURITE		100 000.00	100 000.00
932	ENSEIGNEMENT FORMATION PROFESSIONNELLE APPRENTISSAGE	401 934.00	-702 722.00	-300 788.00
933	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS, LOISIRS	940 414.00	528 076.00	1 468 490.00
934	SANTE ET ACTION SOCIALE	293 662.00	42 500.00	336 162.00
935	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT		520 000.00	520 000.00
936	ACTION ECONOMIQUE	10 500	57 100.00	67 600.00
941	AUTRES IMPOTS ET TAXES		-32 547.00	-32 547.00
943	OPERATIONS FINANCIERES		-249 000.00	-249 000.00
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS		-1 679 000.00	-1 679 000.00

953	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		32 806 341.43	32 806 341.43
Total		1 724 660.00	32 027 561.43	33 752 221.43

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le Budget Supplémentaire 2018 par chapitre en section d'investissement et en section de fonctionnement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

**Max LEVITA :** Merci bien. Rassurez-vous, je vais être plus rapide que d'habitude. Le budget supplémentaire prend en compte les résultats de l'exercice précédent (2017). On ajuste quelques crédits, on affecte le résultat de clôture de l'exercice 2017. Ceci nous permet de baisser le montant de l'emprunt prévisionnel de 6 400 000 €. De la même manière, nous intégrons dans le budget supplémentaire les quatre autorisations de programme dont je viens de vous parler.

Ce budget supplémentaire vient accroître notre épargne nette de 35 % et permet d'atteindre un volume de dépenses d'équipement de 120 millions d'euros.

C'est un budget de 93 millions :

- en fonctionnement, 33 millions ;
- en investissement, 59 millions.

Cela fait un total de 93 600 000 €.

Sur le slide suivant, vous avez les véritables opérations. Les nouvelles propositions en dépenses s'élèvent à 900 000 € ; en investissement, elles s'élèvent à 17 332 000. Ne soyez pas effrayés par ce chiffre : à l'intérieur, il y a 15 millions qui sont simplement des modifications des discussions sur nos emprunts.

Au total, nous étions, au budget primitif, à 462 millions. On ajoute 93 millions. Cela fait donc un total de 556 200 000 €.

Cela nous permet de retracer la chaîne de l'épargne qui vous permet de noter une amélioration en ce qui concerne notre épargne de gestion qui augmente de 8 % ; notre épargne brute, comme nos intérêts ont diminué, qui augmente de 10 % ; quant à l'épargne nette, elle augmente de 35,6 %.

On fait un petit focus sur les recettes de fonctionnement. Nous en avons pour 6 900 000 qui sont dues à des opérations : le fisc nous a donné des notifications qui s'élèvent à 4 500 000 ; vous avez une amélioration sur la dotation globale de fonctionnement ; la dotation de solidarité urbaine ; la dotation nationale de péréquation, etc. Cela vous permet de vérifier : pour les impôts locaux, nous avions prévu dans le budget primitif, 193 millions. Au total, nous sommes à 196 millions. Il y a un écart favorable 3 500 000 soit une différence d'appréciation de 1,8 %. Notre service des finances a été particulièrement efficace dans ses prévisions.

Il y a certains détails qui vous sont fournis : 1,7 million de reprises de dotations financières ; 200 000 pour des remboursements de frais, etc. Au total, 6,9 millions de résultat.

Concernant les résultats reportés, ce tableau exige une certaine concentration. Je demande de le regarder avec une certaine attention. Résultats 2017 : nous avons 44 millions ; en investissement - 14 400 000. Nous le reportons. Cela n'a pas été fait en 2017 et il faut donc le faire en 2018 mais, bien sûr, il faut le financer. Je vous propose donc de le financer de la manière suivante : 14 400 000 doivent être financés en recettes. Il faut ajouter 3 100 000, c'est la différence entre 28 millions de dépenses d'investissement reporté et 25 millions de recettes d'investissement reporté. Cela fait 17 500 000. Par soustraction, il nous reste 26 900 000 à affecter au fonctionnement.

J'espère avoir été clair mais comme disait BERNANKE, le Président de la Fed [Réserve Fédérale des Etats-Unis] : si vous m'avez compris, c'est que je n'ai pas été clair.

En propositions nouvelles de fonctionnement, nous avons :

- 600 000 de dépenses d'entretien et de bois et forêts dont 400 000 au titre des intempéries de février 2018 que nous allons essayer de faire passer pour les sortir du périmètre. Dans le contrat financier qui a été signé avec la Préfecture, cela devrait être accepté ;
- 200 000 pour des frais d'actes ;
- 200 000 pour les événements sportifs. Là aussi, comme il y a un jumping international, on devrait arriver à le faire sortir du périmètre ;
- 100 000 pour des sécurisations d'espace lors de manifestations.

Résultat : nous avons un autofinancement de 31 100 000 que nous pouvons affecter en amortissement. Comme nous pouvons les diminuer de 1 700 000, nous pourrions virer 32 800 000 à la section d'investissement. À quoi vous ajoutez les reports de 2017 qui sont des dépenses qui n'ont pas été faites en 2017 mais qui sont reportées en 2018 dont, par exemple, 700 000 de subvention dans le cadre de la gestion transitoire du MoCo. Elle n'a pas été versée en 2017, elle le sera en 2018.

En investissement, on vous propose 17 600 000 d'opérations nouvelles mais, dans cette somme, il y a :

- 15 millions que je vous propose de consacrer à des réaménagements de dette. Suivant les taux d'intérêt, on transforme certains emprunts. Je vous en demande l'autorisation pour ce montant.
- 2 millions de recettes pour des programmes d'aménagement des ensembles des PAE Saint-Lazare et Marqueroise. En principe, nous les avons mis en place mais dorénavant, c'est transféré à la Métropole. Comme nous avons commencé des travaux, le solde, soit 1 800 000, sera reversé à la Métropole ;
- 600 000 € de vente à tempérament des terrains dans la Zac République. En comptabilité des collectivités locales, on n'aime pas beaucoup les ventes à tempérament ; cela donne lieu à un traitement un peu compliqué qui est expliqué dans le texte que vous avez sous les yeux.

L'excédent de fonctionnement capitalisé : 17 500 000.

Cela nous donne un autofinancement de 31 millions ce qui nous permet de diminuer notre emprunt de 6 400 000. Je vous rappelle que nous avons prévu un emprunt au BP 2018 de 58 millions. Nous reportons 25 millions de 2017 qui n'ont pas été utilisés. Nous diminuons l'emprunt de 31 400 000. Notre emprunt 2018 sera de 52 200 000.



Le budget d'investissement : 14 400 000 €. Propositions nouvelles : 17 300 000 €. Je vous rappelle que dans les 17 millions, il y a les 15 millions. Vous avez projeté le détail : la construction des Halles Laissac, reversement à la Métropole du PUP, PAE, travaux de mise en sécurité du mur pour l'école Marie Curie. Nous reportons 14 millions d'investissement qui sont les ventes à tempérament de la ZAC, le remboursement de taxes d'urbanisme, etc.

Cela nous donne : en dépenses, nous avons inscrit 89 millions d'euros ; les dépenses d'équipement du BS, 2 500 000 ; report d'équipement, 28 millions. Au total, en 2018, nous avons inscrit 120 millions d'investissements dans notre budget.

On ajoute les opérations du plan pluriannuel d'investissement dont je vous ai parlé à la deuxième affaire. Nous reportons le début des opérations qui n'ont pas été réalisées en 2017 et qui sont reportées en 2018. Vous avez le fonds de concours 3M à 5 500 000 ; la construction du groupe scolaire Ovalie, 4,9 millions ; le groupe scolaire Euromédecine, 1,5 million, etc. pour atteindre les 28 millions d'opérations reportées.

Au total, ce budget supplémentaire est dans la trajectoire de gestion vertueuse que nous avons fixée pour ce mandat. Il poursuit les objectifs que vous avez fixés, Monsieur le Maire, à savoir d'avoir en permanence des marges de manœuvre et de ne pas actionner le levier fiscal. Ce budget complète le budget primitif que vous avez voté. Il est dans la ligne directe de ce que nous faisons depuis notre élection. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur LEVITA.

*Applaudissements.*

Qui veut s'exprimer ? Monsieur DELAFOSSE. Monsieur LANNELONGUE.

**Michaël DELAFOSSE :** Merci. Juste une phrase. Merci de la présentation. Lors du compte administratif, on avait constaté ensemble que seulement 58 % des investissements étaient réalisés. Formulons le vœu que ce taux sur 2018 sera plus important puisque l'engagement pour l'investissement permet de soutenir l'économie locale. Je pense que c'est un vœu commun.

**M. le Maire :** Oui, c'est un vœu commun. Vous savez, cela ne m'a pas fait plaisir de reporter les Archives. C'est un investissement important qui le sera d'autant plus maintenant parce que – je ne l'ai pas dit en information mais vous l'avez lu dans la presse – nous avons gagné au tribunal ce qui signifie que les squatteurs ont deux mois pour sortir du site. Au-delà de ces deux mois, nous pourrions actionner la force publique pour récupérer notre bien commun. Inutile de vous expliquer que lorsque nous entrerons dans les locaux, nous ferons une expertise détaillée du lieu comme Georges FRECHE en son temps l'avait fait lorsqu'il avait récupéré les squats du centre-ville qu'il a pu ensuite aménager. Évidemment, lorsque nous avons des dossiers comme celui-là, c'est compliqué de tout réaliser. Je partage votre opinion sur le fait de remplir notre devoir d'investissement au maximum de nos possibilités.

Monsieur LANNELONGUE.

**Gérard LANNELONGUE :** Monsieur le Maire, chers collègues, il y a peu de choses à dire sur ce Budget supplémentaire. On remarque encore une fois que les ratios financiers sont très bons puisqu'il y a une épargne qui augmente et un recours à l'emprunt qui baisse. Max LEVITA l'a dit, il n'y a rien à rajouter, ce sont de très bons ratios qui augurent d'ailleurs de ce que l'on pourra faire dans le futur.

En revanche, c'est vrai que sur les investissements – on l'avait déjà signalé sur le Budget primitif – il y a eu quelques rajouts. Pour moi, aujourd'hui, et pour nous, il y a quand même un manque d'ambition sur les deux types de budget que sont, d'une part, la sécurité et, d'autre part, la propreté de la Ville. Je crois qu'il y aura un effort particulier à faire. Je sais que vous le faites au travers de la brigade que vous avez mise en place pour gérer le problème des incivilités mais force est de constater qu'aujourd'hui, il y a indiscutablement un effort à faire sur ces deux domaines. Voilà ce que nous avons à dire là-dessus.

**M. le Maire :** Merci Monsieur LANNELONGUE mais là, tout d'abord, c'est du fonctionnement et pour une part, c'est la compétence métropolitaine. Maintenant, j'entends ce que vous dites et nous allons tout faire pour augmenter la qualité des services.

Concernant la sécurité, nous avons recruté 50 policiers supplémentaires comme promis depuis le début ; nous avons augmenté les zones de vidéosurveillance ; nous avons un plan d'aménagement de nouvelles caméras tous les ans ; nous avons mis un PC mobile en place et j'ai obtenu de l'État 25 policiers nationaux supplémentaires qui arriveront en septembre. Je remercie le Ministre de l'Intérieur, Gérard COLLOMB, qui dans le cadre de la PSQ (Police de sécurité du quotidien), nous a octroyé cet effectif en sachant que l'ancien gouvernement nous avait proposé 25 policiers municipaux et que le lendemain, il en avait retiré 23. Souvenez-vous, cela avait d'ailleurs créé un certain nombre de quolibets sur l'attitude du Ministre qui était alors Monsieur CAZENEUVE. Nous avons la sixième police municipale de France ; ce qui n'empêche pas de travailler en meilleure cohérence avec l'ensemble des services de sécurité dans la ville. Cela fera partie de la Police de sécurité du quotidien que nous mettrons en place dès le mois de septembre.

Sur la propreté, je suis désolé mais j'ai fait la Ville le matin à 7 h 30 et elle est propre. Après, qu'il y ait des goulamas qui la salissent, ce n'est pas acceptable et surtout qu'ils considèrent que l'espace public est leur dépotoir. Ça, ce doit être totalement éradiqué. Nous avons mis en place les procès-verbaux pour les infractions. L'espace public est commun ; il appartient à tous les Montpelliérains. Il doit être respecté, aussi bien pour les violences que pour la saleté qui est une forme de violence. Là-dessus, nous allons augmenter le tir.

Enfin, le Budget supplémentaire que nous vous proposons s'intègre dans le contrat financier que nous avons passé avec l'État. Je rappelle que l'État a souhaité mettre en place ce type de contrat avec les collectivités pour faire diminuer globalement la dette de la Nation. Il a proposé un plafond de 1,2. Nous avons beaucoup discuté avec l'État. Nous avions un terreau favorable, celui de ne pas avoir augmenté les taux d'imposition pendant cinq exercices et d'autre part d'avoir une démographie exponentielle. C'est ainsi que nous avons pu obtenir 1,5 ; ce qui, pour la Ville, est une bonne chose.

Nous avons signé le contrat financier avec l'État. Dans le Sud de la France, nous avons été les premiers ; Bordeaux l'avait fait mais pas sur les mêmes bases. Je ne fais pas la course pour adopter les mesures du gouvernement mais, dans mon programme, il y avait marqué 0 % d'augmentation des taux et il y avait stop à la fiscalité. Nous avons stoppé l'hémorragie fiscale de Montpellier qui consistait à toujours emprunter, toujours augmenter les taxes dans des trips impossibles. C'est la raison pour laquelle nous avons réinjecté un peu de rationnel sur deux bases simples : Montpellier n'est pas une ville riche ; ce n'est pas non plus une ville pauvre, c'est une ville modeste. Ce n'est pas une ville riche. Nous n'avons pas de grosses industries. Nous n'avons pas Airbus. Nous n'avons pas de métallurgie, de sidérurgie qui crée des emplois pérennes. Il y a donc deux façons de procéder : rendre du pouvoir d'achat aux Montpelliérains en jugulant l'augmentation des taux

d'imposition et deuxièmement, en créant de l'emploi. Comment fait-on pour créer de l'emploi à Montpellier ? On favorise les niches qui portent cette création d'emplois ; la French Tech en a été une.

Je rappelle une énième fois – parce que je lis et j'entends tellement de bêtises que je suis obligé de revenir aux principes de base – : l'ancien gouvernement avait un ministre de l'Economie qui s'appelait Emmanuel MACRON. J'entends, là aussi, des bêtises immenses : le Président de la République aujourd'hui, était ministre du gouvernement Hollande. On peut me l'expliquer comme on veut. L'histoire, ça ne se refait pas. C'est lui qui a déclenché tout l'épisode de la French Tech initié par Monsieur MOURE à l'Agglomération et poursuivi et obtenu par nous (Max LEVITA puis Chantal MARION). Comment a-t-on fait pour obtenir le label French Tech qui a boosté les entreprises, les start-up, le numérique, la santé, les ICC (industries culturelles et créatives) ? Nous avons transformé l'Agglomération en Métropole car si nous n'avions pas été une Métropole jamais l'État, le gouvernement, nous aurait attribué le label French Tech. En effet, les neuf premières collectivités qui ont été dotées de ce label sont neuf Métropoles. C'est simple. Nous essayons d'utiliser le maximum de niches comme celles-là : la culture, la santé, la médecine du futur, le numérique, tout ce qui concerne les industries créatives, le cinéma, l'image ; tout cela est créateur d'emplois. C'est pour cela qu'il faut développer ce côté-là de la personnalité de Montpellier. On peut y rajouter toute la recherche, toute innovation, dans les domaines médicaux mais pas seulement : l'écologie, l'environnement et tout ce qui concerne les sciences du vivant. Notre rôle, c'est de booster tout ce tissu afin qu'il crée de l'emploi.

J'aimerais aussi, à terme, créer de l'industrie à Montpellier ou dans la Métropole ou pas loin de la Métropole de Montpellier. L'industrie, aujourd'hui, est propre. J'en ai fait l'expérience lors de la campagne des élections régionales. J'ai visité des tas d'usines en Midi-Pyrénées notamment les sous-traitants d'Airbus qui arrivent à faire des prouesses et qui ne détériorent pas l'environnement et l'écologie ainsi que l'écosystème. Je pense que l'on peut tout à fait implanter de l'industrie dans la métropole de Montpellier. Le frein que nous avons, c'est le foncier. À passer des contrats avec les Agglomérations voisines – et c'est le but de l'opération –, on peut peut-être installer, ici ou là, de nouvelles entreprises, de nouvelles industries et de nouveaux parcs d'activités. C'est en tout cas le vœu que je formule car Montpellier n'a pas vocation à tout prendre pour elle. D'ailleurs, quand bien même elle le souhaiterait, elle n'en est pas capable parce que notre territoire est contraint en termes d'espace et de foncier.

Notre contrat, nous le respectons. D'autres ont fait d'autres choix mais ils paieront des amendes parce que le contrat financier avec l'État engage les collectivités dans les voies de la sagesse en termes de budget et dans la participation à l'effort national pour les finances nationales. Il y a donc un système de retenue qui est prévu si les contrats ne sont pas signés. Les Présidents et Présidentes de ces institutions assumeront les conséquences. Nous, vis-à-vis de ce problème, nous sommes ultra-limpides. Nous sommes d'autant plus limpides que nous sommes l'une des seules grandes collectivités à avoir signé avec l'État le contrat de certification des comptes où la Cour des comptes a toute latitude pour contrôler notre fonctionnement, l'utilisation de l'argent public. Nous sommes l'une des rares collectivités à avoir signé ce qu'on appelle le « full démat », la dématérialisation de nos services pour qu'ils puissent être davantage transparents vis-à-vis de l'autorité organisatrice nationale. Cela faisait partie du programme ; de notre programme : la transparence financière et démocratique. C'était le premier point, nous l'avons mis en place. Qui dit mieux ? Qui fait mieux ?

Est-ce qu'il y a des questions à poser à Max LEVITA ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstentions : 11 voix (Nancy CANAUD, Michaël DELAFOSSE avec la procuration d'Hervé MARTIN, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE avec la procuration de Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Françoise BONNET).

#### **4. Nouveau projet de renouvellement urbain - Quartiers Mosson et Cévennes - Avenant au protocole de préfiguration - Autorisation de signature**

Les quartiers de la Mosson et des Cévennes figurent parmi les douze quartiers politique de la Ville identifiés sur Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire. Dans la mesure où ils concentrent à la fois des problèmes spatiaux et des difficultés sociales, ces deux quartiers ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Ainsi, un protocole de préfiguration a été signé le 16 décembre 2016 par l'ensemble des partenaires concernés, pour mettre en œuvre un programme d'études devant aboutir à la formalisation d'une convention de renouvellement urbain, qui déterminera les conditions de mise en œuvre opérationnelle et le partenariat financier sur chacun des deux quartiers identifiés par l'ANRU :

- le quartier de la Mosson reconnu d'intérêt national (PNRU)
- le quartier des Cévennes reconnu d'intérêt régional (PRIR)

Le protocole de préfiguration est à ce jour engagé à 75 %, pour aboutir en 2019 à la formalisation et validation des conventions de renouvellement urbain sur chacun des deux quartiers concernés.

S'agissant de l'avancement du programme pour le quartier de la Mosson, 14 études et missions sur les 18 identifiées dans le protocole sont en cours ou achevées. La procédure de dialogue compétitif avec trois équipes pluridisciplinaires préalablement retenues s'est déroulée de novembre 2017 à mars 2018. L'équipe lauréate sera retenue avant l'été 2018, pour définir avec les partenaires le futur projet urbain. Le prestataire de l'étude de sécurité et sûreté publique sera prochainement désigné. Les consultations des trois dernières études (politique intercommunale de peuplement, étude hydraulique et étude de sols) viennent d'être lancées ou le seront avant la fin de l'année 2018.

S'agissant du programme d'intérêt régional à développer sur la copropriété des Cévennes, 6 études et missions sur les 9 identifiées dans le protocole sont en cours ou achevées. Les prestataires de l'étude de sécurité et sûreté publique et de l'étude commerciale seront prochainement désignés. Une mission d'étude préalable puis de maîtrise d'œuvre de conception-réalisation portant recomposition urbaine sera lancée d'ici l'été 2018.

Le protocole de préfiguration, d'une durée de 24 mois, arrivera à son terme en décembre 2018. Les dernières études seront livrées en fin d'année 2018, en même temps que la clôture du protocole. Aussi, afin d'être en capacité de solliciter les soldes des subventions de ces études auprès de l'ANRU et de percevoir les paiements, il est proposé de proroger le protocole de préfiguration au 31 décembre de la quatrième année durant laquelle s'effectuera le solde de la dernière opération. L'avenant joint à la présente délibération, vient ainsi modifier l'article 11 relatif à la durée du protocole initial.

L'avenant intègre par ailleurs, la demande de préfinancement faite à l'ANRU, à hauteur de 6 514 785 € soit 20 % du coût total de l'opération, pour la réhabilitation de la résidence sociale Lou Cap Dou Mail, sous la maîtrise d'ouvrage d'ACM Habitat et dont le démarrage anticipé avait été acté dans le protocole de préfiguration.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'avenant au protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**M. le Maire :** Il s'agit du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes. C'est un avenant au protocole qui donne un an supplémentaire en sachant que nous discuterons du protocole du dossier ANRU avec Chantal MARION, adjointe à l'urbanisme, avec ACM habitat, avec la Préfecture de l'Hérault, les services de l'État, à l'automne où nous serons dans les arbitrages des grandes orientations d'aménagement du quartier Mosson. Qui demande la parole ? Monsieur DOMERGUE et Madame CANAUD.

**Jacques DOMERGUE :** Je vais laisser la parole à Madame CANAUD. Je voulais simplement poser une question. Ce quartier, si mes informations sont encore exactes, devrait voir disparaître le stade de football qui est un point d'attractivité et d'activité sur le quartier de la Mosson. Ma question est la suivante : le projet d'aménagement que vous menez est-il un projet ANRU comme il était prévu initialement ou va-t-il prendre en compte le fait que ce quartier sera encore plus déshérité ?

**M. le Maire :** Je vais répondre à la question mais pas à celle que vous m'avez posée que je n'ai pas comprise dans le fond. Madame CANAUD. Je répondrai aux deux en même temps.

**Nancy CANAUD :** Monsieur le Maire, mes chers collègues, on continue à répondre aux interrogations de Monsieur DOMERGUE. Je voulais savoir si, dans ce projet, on va continuer à mettre en permanence de l'argent dans ces quartiers sensibles qui méritent qu'on les soutienne, qui sont des zones ghettoïsées, sinistrées. Je voudrais savoir si vous avez un projet ambitieux pour essayer de ramener la vraie mixité c'est-à-dire dans le logement particulier ; pourquoi pas prévoir un tiers de logements sociaux, un tiers de logements intermédiaires et un tiers de logements privés et en même temps, privilégier l'environnement, la sécurité, l'école. Il y a toute une démarche pour ces quartiers. Je vois que l'on continue, depuis de nombreuses années, à rajouter et rajouter avec un résultat qui, tout de même, ne donne pas toujours... Je sais que c'est compliqué, que c'est difficile, qu'on a laissé s'installer ces quartiers mais je ne vois pas comment, si c'est pour mettre un coup de rénovation sans changer profondément l'environnement et les structures de cette zone, on pourra arriver à une amélioration.

**M. le Maire :** Sur la question de Madame CANAUD : vous voulez que je rase la Paillade ?

**Nancy CANAUD :** Non, pas du tout, Monsieur le Maire, c'est peut-être une vision, commencer petit à petit à se dire que l'on va y arriver.

**M. le Maire :** C'est le but de l'ANRU. Un dossier ANRU sert à ça. Ça sert à faire du renouvellement urbain sur les quartiers politique de la Ville. C'est la politique de la Ville. Le dossier

ANRU que nous allons proposer sert à cela. Oui, il faut injecter de l'argent dans les quartiers politique de la Ville. C'est une question qu'on ne doit même pas se poser. Il y a eu des urbanismes, des politiques de logement ; nous héritons de cela. Il n'est pas pensable d'expliquer que nous allons supprimer d'un coup de baguette magique ces quartiers. Ce serait d'ailleurs une faute majeure. En revanche, il faut améliorer les choses et on le fait par la qualité de vie, par l'espace public, par les équipements publics.

Je réponds à Monsieur DOMERGUE : qui utilise aujourd'hui le stade de la Mosson ? Quelques supporters qui sont issus du quartier et les joueurs de l'équipe pro. Vous avez déjà joué au stade de la Mosson ? Qui ici y a déjà joué ? Moi, j'ai joué. J'ai tiré un penalty à MARTINI et j'ai mis une tête sur un petit centre de Michel MEZY pour m'amuser mais, qui a joué sur le stade de la Mosson ?

*[Propos hors micro de Jacques DOMERGUE]*

**M. le Maire :** Justement, Monsieur DOMERGUE, il faut le transformer en point d'activité. Il faut le transformer en activité.

*[Propos hors micro de Jacques DOMERGUE]*

**M. le Maire :** La solution, je l'ai déjà expliquée ici et à la Métropole et je vais vous la réexpliquer : lorsque le stade de la Mosson prendra ses quartiers dans le quartier Cambacérès, nous avons deux solutions en sachant que le trait de périmètre du dossier ANRU, je les fais passer derrière. C'est moi qui l'ai fait avec les services de l'État. Nous l'avons dessiné derrière le stade de la Mosson et le complexe nautique Neptune. Il y a deux solutions : la première, nous démolissons le stade ; celui-ci est bâti en zone rouge du PPRI c'est-à-dire en zone inondable. Si vous détruisez le stade, vous ne pouvez plus après, reconstruire sur le périmètre ; c'est fini. Vous mettez du gazon et des arbres. Si vous récupérez la structure du stade et que vous avez un accord intelligent avec les services de l'État, vous gérez la partie épandage naturelle de l'eau et, dans les parties supérieures, vous installez des plateaux pour recevoir les entreprises. Quel est le premier besoin de la Mosson ? C'est l'emploi. Vous avez une zone franche qui est saturée. Il est possible, aujourd'hui, de faire là une zone dans laquelle les entreprises pourront s'installer. Les plateaux dans le stade sont tout à fait réalisables techniquement. Cela a déjà été fait ailleurs, en Angleterre, dans d'autres stades.

Monsieur LARUE, vous n'avez pas demandé la parole mais je vous la donne.

**Alex LARUE :** Sur la Paillade, je rejoins votre commentaire sur la nécessité d'y implanter des emplois. Après, il y a toujours des effets pervers sur les zones franches. Je connais beaucoup de confrères ou d'autres professionnels, notamment libéraux, qui se sont implantés à la Paillade pour bénéficier de zones franches, qui ne recrutent pas forcément des gens des quartiers, qui bénéficient d'avantages fiscaux assez importants voire considérables et il y a un vrai effet pervers là-dessus. Je ne sais pas dans quelle mesure, le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville de Montpellier peut avoir un levier là-dessus mais je crois qu'il faut être assez précautionneux là-dessus et il faut pousser les projets qui ont une démarche positive et surtout pas permissive d'un point de vue fiscal car finalement on y perd tous. Là-dessus, je pense qu'il faudra travailler collectivement pour trouver des solutions pour inciter les implantations qui ont un vrai impact positif sur les quartiers.

**M. le Maire :** Je suis d'accord avec vous : les zones franches permettent l'évasion fiscale quand elles sont utilisées de façon perverse. En revanche, il y a des entreprises qui ont joué le jeu. Il y a des entreprises qui ont embauché des jeunes de la Mosson et qui ont déployé leur effectif. C'est un peu laissé à la discrétion du chef d'entreprise qui utilise la loi pour la pervertir ou dans l'esprit de

l'intérêt général.

C'est pour cela que la zone franche – j'en ai discuté avec le Président de la République – n'est pas une bonne solution pour ce réinvestissement économique des quartiers mais il faut le faire à partir de dispositifs qui sont en cours de mise en place au gouvernement et sur lesquels je reviendrai un peu plus tard.

Monsieur DELAFOSSE.

**Michaël DELAFOSSE :** Il faut effectivement des moyens pour ces quartiers qui sont en difficulté. C'est un enjeu d'égalité républicaine. Il y avait de très bonnes idées dans le rapport Borloo mais il y a une chose sur laquelle nous étions intervenus lors du précédent Conseil municipal : c'est l'égalité au service public. C'est regrettable que la piscine Neptune, à l'image de la piscine olympique d'Antigone, ne soit pas ouverte l'après-midi à tout le public du quartier.

**M. le Maire :** Je n'ai pas eu vent des modifications des horaires par rapport à l'an passé.

**Michaël DELAFOSSE :** Notre remarque était justement liée à ce qui s'est produit l'an passé. On ne va pas nier les difficultés et on ne va pas polémiquer ou instrumentaliser les difficultés mais il apparaît un enjeu d'égalité pour les habitants de ce quartier. La situation de l'an passé n'était pas satisfaisante. Si la piscine olympique d'Antigone est ouverte l'après-midi – ce qui est très bien –, il faut aussi que le centre Neptune puisse être accessible aux habitants. C'est cela que nous avons pointé. Si vous nous dites que pour les vacances scolaires, le centre sera accessible à tous l'après-midi, ce sera très bien. Actuellement, la situation pose question pour les habitants. Il y a une demande. Nous n'espérons qu'une chose : que ces horaires évoluent dans l'esprit que nous défendons c'est-à-dire l'égalité entre la piscine olympique et Neptune à une demi-heure près peut-être.

**M. le Maire :** On ne peut pas comparer le complexe Neptune et la piscine olympique d'Antigone. C'est la raison pour laquelle nous injectons 13 millions de travaux qui n'avaient jamais été faits depuis 50 ans à la Paillade sur le complexe Neptune. Ces millions injectés n'ont pas seulement pour but de favoriser l'entraînement des nageurs de haute compétition de Philippe LUCAS mais bel et bien de créer un deuxième bassin pour les enfants de la Paillade parce que quand vous parlez d'égalité, personne ne s'est ému que les enfants de la Paillade aillent nager à Cournonterral parce qu'il n'y avait pas, avant Philippe LUCAS, de créneaux qui étaient à leur disposition. Ça, personne ne l'a jamais dit ici. Moi, je vous le dis. Les enfants de la Paillade n'avaient pas assez de créneaux pour nager dans la piscine Neptune. Des conventions avaient été passées avec les universités lorsque le centre de la Motte Rouge a fermé pour cause d'obsolescence. Dans le mandat précédent, des accords ont été passés avec l'université et tous les créneaux qui ont été donnés aux étudiants qui n'allaient plus à la piscine de la Motte Rouge, qui était sous la responsabilité de l'université, ne pouvaient être utilisables par les enfants du quartier et des écoles. Là, oui, l'égalité républicaine, vous auriez pu en parler.

L'investissement est programmé et les travaux commencent. Les travaux de réhabilitation du centre Neptune, c'est moi qui les lance. Les travaux de mise en sécurité pour les inondations du stade, c'est moi qui les lance. Monsieur MOURE avait, d'ailleurs, à l'époque pensé qu'il fallait faire quelque chose pour le stade puisqu'il avait programmé 50 millions d'euros. Aujourd'hui, le système que nous avons trouvé pour le stade est très équilibré ; la Métropole ne perd pas la main tout en donnant sa juste place au privé. C'est un montage nouveau.

Ensuite, je voudrais quand même revenir sur la Mosson. Je ne vais pas énumérer tout ce que nous avons fait depuis le début du mandat mais si on parle d'égalité républicaine, nous allons parler de la salle Louis Feuillade. Je me suis battu comme un forcené pour faire annuler la délibération qu'avait prise Madame MANDROUX et que je n'avais pas votée dans la majorité précédente. Cette salle était destinée à être cédée à une association : Fethi TABET, Musique sans frontières ; Fethi TABET que j'aime bien et l'association, je la respecte. Ce n'est pas le problème. C'est un problème d'égalité républicaine. C'est un problème de persistance de la République sur le Grand Mail. Là, vous n'étiez pas de cet avis, Monsieur DELAFOSSE ; vous avez voté pour. Moi, j'ai annulé la délibération avec le Préfet et j'en fais une Maison pour tous, pour tous les Pailladins, les Montpelliérains, les habitants de la Ville.

*[Propos hors micro de Michaël DELAFOSSE]*

**M. le Maire :** Oui, vous la voterez mais dans le mandat précédent, vous avez voté le contraire.

*[Propos hors micro de Michaël DELAFOSSE]*

**M. le Maire :** N'essayez pas de faire de la politique politicienne. Monsieur DELAFOSSE, ne mentez pas.

*[Propos hors micro de Michaël DELAFOSSE]*

**M. le Maire :** Je ne mens pas. Je vous donne les délibérations. Ne mentez pas. Vous êtes capable de beaucoup mieux.

*[Propos hors micro de Michaël DELAFOSSE]*

**M. le Maire :** Si vous mettiez toute votre énergie au service du bien, vous seriez formidable.

*[Propos hors micro de Michaël DELAFOSSE]*

**M. le Maire :** Oui, mais moi je le fais, Monsieur DELAFOSSE. Sur la salle Louis Feuillade, nous allons faire un projet formidable. D'ailleurs, je suis convaincu que vous partagez ce point de vue et je suis sûr que vous le voterez parce que vous aimez le cinéma, vous aimez les activités culturelles. C'est donc un lieu qui va être destiné à la culture, aux cultures urbaines mais qui sera dans le giron de la Ville. Évidemment, cela nous demande à nous beaucoup de travail parce qu'il faut des employés, de la sécurité, de la vidéosurveillance. C'est beaucoup plus facile de dire à un Président d'association, fut-il excellent : Tiens, débrouille-toi avec. Ce n'est pas comme cela que l'on fait avec la Paillade. Ce n'est pas comme cela qu'on fait avec Montpellier. Il faut mettre les mains dedans et se mouiller.

*[Propos hors micro de Bernard TRAVIER]*

**M. le Maire :** Je ne prends pas part au vote ; Monsieur ASSIE, Monsieur COTTE, Monsieur EL KANDOSSI, Madame LEVY-RAMEAU, Madame MIRALLES non plus. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Quand je pars dans des envolées, j'oublie. Merci Monsieur TRAVIER. Ce sont des envolées parce que, vous savez, le jour où j'ai été élu adjoint à l'urbanisme, il y a une élue, qui n'est plus ici, qui a dit : un dentiste à l'urbanisme ! Un jour, il y a un grand pont qui a critiqué un acteur de la vie



politique et qui lui a dit : un guichetier de la SNCF. Il ne faut jamais dire cela aux gens, voyez-vous. Il ne faut jamais dire à quelqu'un, « tu n'y arriveras pas », parce que là, il trouve en lui-même des forces que lui-même ne connaissait pas. Il ne faut jamais dire cela. Il faut respecter le travail. Je suis fier d'avoir ce métier-là car grâce à lui, j'ai touché un peu à tout. D'abord, je connais un peu les matériaux, les températures de fusion des métaux, le ciment. J'ai travaillé sur le plâtre, le bois, la résine, la céramique, la cire. Cela m'a aidé pour l'urbanisme. Je vais vous donner, Monsieur DOMERGUE, un exemple incroyable : lorsque nous avons restauré la statue de Louis XIV sur la place royale du Peyrou, elle avait été corrodée par le temps, les eaux de pluie, la pollution. Les monuments historiques se traitent comme des corps d'hommes et de femmes : on fait des prélèvements, des analyses et on émet des thérapeutiques. Là, nous avons fait des prélèvements sur la statue, nous les avons envoyés à Lyon pour analyse et on nous a préconisé de mélanger de la poudre de bronze avec du polyméthacrylate de méthyle. Qui connaît ici le polyméthacrylate de méthyle à part moi ? Et oui, c'est la résine. Ça s'appelle la résine et cela nous permet de faire une patine sur la statue qui la rend pérenne.

Je ne veux pas donner de leçons. Je ne suis pas professeur d'université. Je n'ai pas fait l'ENA, je n'ai pas fait les grandes écoles. Rien du tout. Je ne veux pas de place. Je ne veux pas de rue. Je ne veux rien. Ça me suffit de voir vos visages éclairés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 7 voix (Rémi ASSIE, Gérard CASTRE de par la procuration donnée à Bernard TRAVIER, Robert COTTE de par la procuration donnée à Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU de par la procuration donnée à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES de par la procuration donnée à Sophia AYACHE, Philippe SAUREL.)

### **5. Languedoc Mutualité**

**Permis de construire PC 34172 17 V0333**

**Extension de la clinique médico-chirurgicale Beau Soleil**

**Permis de construire PC 34172 17 V0332**

**Construction de L'EHPAD Les Violettes**

**Désignation d'un membre du conseil municipal  
pour délivrer ces deux permis de construire  
(Article L. 422-7 du code de l'urbanisme)**

Languedoc Mutualité a déposé deux permis de construire sur le site de l'ancienne gendarmerie situé rue de la Taillade, référencés :

- sous le numéro PC 34172 17V0332 pour la création de l'EHPAD Les Violettes ;

- sous le numéro PC 34172 17 V0333 pour l'extension de la clinique Beau Soleil par la construction d'un bâtiment de consultations et de laboratoires.

De par son activité professionnelle privée, Monsieur le Maire peut être intéressé à ces projets au

sens de l'article L. 422-7 du code de l'urbanisme qui fixe les dispositions suivantes : « *si le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale est intéressé au projet faisant l'objet de la demande de permis ou de la déclaration préalable, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, le conseil municipal de la commune ou l'organe délibérant de l'établissement public désigne un autre de ses membres pour prendre la décision* ».

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de désigner, conformément aux dispositions de l'article L. 422-7 du code de l'urbanisme, un autre membre du conseil municipal, pour signer les permis de construire déposés sous la raison sociale Languedoc Mutualité et enregistrés sous les numéros PC 34172 17 V0332 et PC 34172 17 V0333.

**M. le Maire :** Je ne prends pas part au vote, Madame LEVY-RAMEAU et Monsieur LEVITA non plus. C'est Monsieur LEVITA qui est désigné pour signer le permis de construire. Il faut donc organiser le vote. C'est Monsieur LEVITA qui fait voter à main levée. Monsieur LEVITA, faites voter.

**Max LEVITA :** Est-ce que vous avez compris ? Je vous propose de me désigner pour signer les permis de construire concernant l'EHPAD Les Violettes. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ?

**Jacques DOMERGUE :** On ne parle pas ?

**Max LEVITA :** Si tu veux parler, il n'y a pas de problème.

**M. le Maire :** Monsieur DOMERGUE, sur la Mutualité, allez-y.

**Jacques DOMERGUE :** Je ne suis pas salarié de la Mutualité, donc je peux parler. Je trouve que ce permis de construire est bienvenu parce que depuis le départ des cliniques du centre-ville (Saint-Roch et bientôt la clinique Saint-Jean), la Mutualité reste l'un des rares sites semi-publics sur le centre-ville avec les hôpitaux publics du CHU. Il me paraît donc important que cet établissement puisse se développer. C'est la raison pour laquelle la reconversion des terrains – qui étaient avant ceux de la gendarmerie, je crois – et l'extension de la Mutualité au-delà de la rue qui a été créée me paraissent des moyens de permettre à cet établissement de jouer ce rôle pour équilibrer la répartition des établissements de santé sur la Ville puisque les nouveaux établissements s'installent surtout sur le nouveau Montpellier c'est-à-dire la zone Sud-Est plutôt que les zones Nord qui restent, je le répète ici, des zones sinistrées. Quand j'étais directeur de lycée, nous en étions victimes. Le CHU en est également victime puisque l'accessibilité de ces établissements est de plus en plus difficile en raison des difficultés de circulation et d'accès que nous rencontrons à Montpellier.

Je me permets également une digression pour vous dire que conformément au combat que j'avais mené à l'époque sur le doublement de l'A9 en disant que celui-ci ne réglerait rien aux problèmes de circulation à Montpellier ; malheureusement, ceux qui rentrent sur Montpellier le matin ou qui en sortent le soir, ont pu constater que rien n'était changé. Le seul avantage – pour 800 millions d'euros, ça fait beaucoup – c'est que les camions qui transitent ne le font pas sur cette portion de boulevard urbain.

Il faut donc continuer à développer le système de circulation sur la Ville. La panne du lien est un

gros problème pour la ville parce qu'il faudra maintenant s'occuper des quartiers Nord pour les desservir correctement sinon, ils ne pourront pas se développer.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur DOMERGUE. Je vais demander maintenant à Chantal MARION de vous répondre sur le permis de la Mutualité. Je ne prends pas la parole sur ce sujet même si ça me brûle. C'est comme cela. Je ne le ferai pas.

En revanche, j'aimerais vous parler d'un petit détail que vous avez indiqué dans votre propos et qui n'a rien à voir avec la Mutualité. Savez-vous combien il passe de camions par jour sur l'A9 ? Dites un chiffre. 14 000.

*[Propos hors micro]*

La solution, c'est le feroutage. Merci au contournement Nîmes – Montpellier de nous apporter une ligne mixte fret/voyageur qui sort 70 % du trafic en termes de fret sur la voie extérieure du centre de Montpellier. Madame MARION.

**Chantal MARION :** Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues. Merci, Monsieur DOMERGUE, de l'intérêt que vous portez à cette clinique. Vous l'avez dit, c'est très important. C'est la seule clinique qui est restée en centre-ville. Il y a deux choses qui sont également importantes : au niveau de l'urbanisme, cette clinique Beau Soleil a un avantage énorme c'est que suivant la politique de Philippe SAUREL, on construit la ville sur la ville donc on peut voir très nettement, quand on regarde la clinique Beau Soleil, le travail qu'a fait le premier architecte LEENHARDT, ensuite l'architecte MICHEL et maintenant le troisième architecte qui construit au-dessus. C'est vraiment construire la ville sur la ville pour maintenir cette clinique au centre-ville.

Celle-ci est importante avec la création d'un EHPAD également. Il va y avoir ce qu'on appelle des commerces de santé dans cette clinique Beau Soleil et évidemment des centres de soins agrandis avec une passerelle qui passera au-dessus pour rejoindre l'extension de la clinique. Celle-ci est en dehors de la ZAC Beau Soleil. Cette dernière est le renouvellement de tout ce quartier où était la gendarmerie que nous avons eue pour un euro symbolique contrairement à la ZAC EAI sur laquelle nous allons renouveler tout le quartier en créant de la mixité, des commerces, des logements. La mixité est importante car cela fera renaître le quartier avec cette clinique Beau Soleil que beaucoup de Montpelliérains portent dans leur cœur et qui restera là.

**M. le Maire :** Merci Madame MARION. Je ne prends pas la parole sur l'extension mais sur la transaction. L'occasion est trop belle. Le tènement sur la gendarmerie de l'avenue de Lodève : un euro symbolique ; l'EAI : 19 millions d'euros. Évidemment, nous nous sommes engagés à faire ce qu'il fallait en termes de logements mais le delta est gigantesque. Je ne vais donc pas revenir là-dessus mais sachez tout de même que l'ensemble qui nous permet de faire une série d'opérations sur la zone, et en particulier de logements, de commerces, d'activités, c'est une transaction faite avec l'État, sous l'ancien gouvernement, et je remercie Manuel VALLS puisque c'est avec lui que je l'ai fait, pour un euro symbolique. C'est une belle transaction. Merci Madame MARION.

Monsieur DELAFOSSE, vous voulez parler.

**Michaël DELAFOSSE :** La transaction de la gendarmerie avenue de Lodève, cela veut dire que le 1,7 million de dépollution sera à la charge de l'État ?

**M. le Maire :** Il y a une partie des frais qui est répartie dans le contrat que nous avons passé. Cela

dépend de ce que nous faisons. Pourquoi est-on arrivé à avoir des prix comme ceux-là ? Parce que nous nous sommes engagés à faire du logement social.

**Michaël DELAFOSSE :** Le 1,7 million de dépollution, qui le paye ? L'État. Vous confirmez que ce sera l'État ?

**M. le Maire :** Monsieur FINA.

**Michaël DELAFOSSE :** Qu'on le note au PV.

*[Propos hors micro]*

**M. le Maire :** 19 millions d'euros ; vous nous avez coûté cher.

**Michaël DELAFOSSE :** Délibération que vous avez votée, comme l'a rappelé Midi-Libre de manière très juste.

**M. le Maire :** Dites-moi, Monsieur DELAFOSSE, vous nous avez coûté 19 millions d'euros. Il faut que les Montpelliérains le sachent. 19 millions d'euros sur l'EAI.

**Michaël DELAFOSSE :** 1,7 million. Qui va payer ? Dites-nous.

**M. le Maire :** Attendez.

*[Propos hors micro]*

**M. le Maire :** La ZAC du coteau : 13 millions.

*[Propos hors micro]*

**M. le Maire :** 13 + 19, combien ça fait ? 32 millions. C'est cher.

**Michaël DELAFOSSE :** Bien sûr. 1,7 million d'euros. Vous dites que c'est à la charge l'État. Dont acte.

*[Échanges hors micro]*

**Max LEVITA :** Je demande donc de voter cette affaire n°5. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Je vous remercie de votre confiance.

Il est proposé de procéder à cette désignation à main levée. La candidature de M. LEVITA est proposée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Chantal LEVY-RAMEAU de par la procuration donnée à Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL.)

M. LEVITA est élu à l'unanimité des voix exprimées.

**M. le Maire :** Merci Monsieur LEVITA. C'est un vote unanime.

## **6. Ville de Montpellier - Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Montpellier - Autorisation de signature**

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'entreprendre le réaménagement du quartier de la Pompignane.

La Ville de Montpellier a décidé :

- par délibération n°49 en date du 25 février 2016, d'élaborer un projet d'aménagement et d'organiser pendant la durée de cette élaboration, une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées, concertation dont le bilan a été tiré par délibération n°313 en date du 29 septembre 2016 ;
- par délibération n°314 en date du 29 septembre 2016, de mettre en œuvre ce projet d'aménagement et de désigner la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en qualité de Concessionnaire d'aménagement et de lui confier, les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.

L'opération d'aménagement a notamment pour objet de permettre la réalisation de nouveaux équipements publics ou l'adaptation de ceux existants aux futurs besoins des habitants.

Un certain nombre de ces équipements étant de compétence métropolitaine (voiries, assainissement, eau potable, réseau de chauffage, ...), Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Montpellier ont décidé que ce soit la commune, dans le cadre de l'opération Pompignane, qui réalise la totalité des équipements nécessaires à l'aménagement de cette opération.

De ce fait, la commune de Montpellier s'est vue transférer par convention la maîtrise d'ouvrage de la Métropole sur les équipements relevant en principe des compétences de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Cette convention, signée le 23 août 2016, a approuvé, préalablement par délibération du Conseil de Métropole n°13983 en date du 21 juillet 2016, et par délibération du Conseil Municipal n°2016/276 en date du 20 juillet 2016, le transfert de maîtrise d'ouvrage. Ce transfert se limite, à l'intérieur de l'opération d'aménagement concédée, aux équipements suivants :

- Equipements situés dans les secteurs couverts par une procédure de Zone d'Aménagement Concertée restant à créer ;
- Equipements à réaliser au titre de conventions de Projets urbains partenariaux (PUP), ou situés dans le périmètre de secteurs de PUP approuvés par la Métropole.

Depuis la signature du traité de concession de l'opération de la Pompignane, le cabinet CASTRO DENISSOF ASSOCIES, lauréat du marché d'architecte-urbaniste sur ce secteur, a mis à jour et en cohérence son projet d'aménagement avec l'environnement urbain existant. Le projet présenté a notamment permis de donner un cadre à l'émergence de nouveaux projets immobiliers apparus au sein du secteur « Pinville Nord » et de mener des études sur la requalification des espaces et équipements publics à réaliser.

Ces derniers vont, d'une part, permettre d'accueillir dans les meilleures conditions possibles la population additionnelle prévue dans le cadre des différents projets en cours de développement et, d'autre part, rationaliser la trame viaire et les accès circulables en lien avec le « plan Campus technologique » en limite du périmètre.

Une fraction de la trame viaire se situe en dehors du périmètre initial d'intervention : il est donc envisagé de modifier les limites de la concession afin d'intégrer l'ensemble des équipements de desserte. Par ailleurs, certaines assiettes foncières en dehors du périmètre de la concession vont bénéficier des équipements publics concernés et les opérateurs concernés devront donc être signataires des conventions de PUP prévus.

En conséquence, il convient à présent de modifier par avenant la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Montpellier du 23 août 2016, afin, suivant les modalités précisées dans le projet d'avenant tel qu'annexé à la présente :

- D'étendre le transfert de compétence au nouveau périmètre opérationnel (cf. annexe 1 modifiée jointe au projet d'avenant) ;
- De préciser le mode de financement, le montant prévisionnel des travaux, hors ingénierie et frais sur travaux, y compris les travaux préparatoires et préliminaires, les raccordements aux réseaux extérieurs et le phasage des réalisations qui passe de 20 165 000 € HT (valeur octobre 2016) à 23 650 000 € HT (valeur mai 2018) ;
- D'étendre le principe de reversement par la Métropole des recettes de PUP à la Ville et son aménageur à l'ensemble des terrains concernés par les équipements publics de la concession d'aménagement (cf. périmètre annexe 2 jointe au projet d'avenant).

L'avenant modifiant la convention est conclu à compter de la date de signature par les deux parties et prendra fin au plus tard à la date de clôture de la concession d'aménagement envisagée ou par la résiliation de la convention.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la mise en œuvre sur un périmètre élargi du transfert de compétence de la Métropole à la commune pour le programme d'équipements publics de l'opération d'aménagement d'ensemble dans les conditions décrites dans le projet d'avenant tel qu'annexé à la présente ;
- D'approuver les termes de l'avenant n° 1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage du 23 août 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier, tel qu'annexé à la présente ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n° 1 précité ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL.)

**7. FONCIER**  
**Quartier MOSSON**  
**Régularisation foncière**  
**Acquisition de la salle Louis FEUILLADE à la SERM (parcelle LR 276)**

Par convention en date du 14 novembre 1963, la SERM a reçu de la Ville de Montpellier la charge d'aménager la Zone à Urbaniser en Priorité de la Paillade, devenue le quartier Mosson. Le cahier des charges prévoit que « les terrains acquis destinés à recevoir les ouvrages, réseaux, installations et bâtiments nécessaires à l'équipement général et l'usage collectif feront l'objet de cession au profit des collectivités locales ou des établissements publics intéressés une fois ces équipements réalisés ».

La parcelle cadastrée LR 276 située 410 avenue de Barcelone, d'une superficie de 1 529 m<sup>2</sup>, a été aménagée par la SERM en 1989.

Cette parcelle comporte la salle Louis Feuillade, bâtiment d'une contenance d'environ 795m<sup>2</sup>.

A l'occasion de l'ambitieux programme d'aménagement dont ce bien fait l'objet, installation de la maison pour tous, réagencement des salles de cinéma et de spectacles, des salles associatives ou espaces communs, il s'est avéré que la régularisation foncière entre la SERM et la Ville, afin que cet équipement intègre le patrimoine communal, n'est jamais intervenue.

Il est donc proposé, en exécution des accords contractuels de la concession du 14 novembre 1963, de procéder à cette régularisation et que la Ville acquière la pleine propriété de la salle Louis Feuillade.

France Domaine a émis le 4 juin 2018 un avis estimant la valeur du bien à 510 000 € (cinq cent dix mille euros). Néanmoins, s'agissant d'une remise d'équipement public prévue initialement au titre de la concession, cette acquisition sera réalisée à l'euro symbolique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'acquérir auprès de la SERM la parcelle cadastrée LR 276 située 410 avenue de Barcelone, d'une superficie de 1 529 m<sup>2</sup> au prix d'un euro symbolique ;
- De confier la rédaction de l'acte de vente à Maître Bonnary aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que toute dépense afférente sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville, chapitre 905 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**8. MONTPELLIER NOUVEAU GRAND COEUR**  
**Agrément de candidature**  
**FDI PROMOTION**  
**Opération MODERN ART - Anciennes archives départementales**

La Ville a confié à la SA3M une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier nouveau Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2013 et notifiée le 10 décembre 2013.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SA3M propose d'agréer la candidature de FDI PROMOTION en vue de la cession des parcelles situées 40 rue PROUDHON à MONTPELLIER, cadastrées :

- CD 816;
- CD 817

Cette cession permettra la mise en œuvre, sur ces tènements fonciers, d'un projet d'immeuble collectif comprenant 36 logements (dont 8 logements sociaux) ainsi que 2 locaux d'activités et/ou commerces en pied d'immeuble.

Dénomination du Candidat

FDI PROMOTION  
501 rue Georges Méliès – CS 10006 – 34078  
MONTPELLIER Cedex 3

Localisation :

40 rue PROUDHON  
34 000 MONTPELLIER

Parcelles cadastrées : CD 816 d'une surface de 2 387 m<sup>2</sup>  
CD 817 d'une surface de 14 m<sup>2</sup>

Construction d'un immeuble collectif de 36 logements dont (8 logements sociaux) et 2 locaux d'activités et/ou commerces

Surface de plancher projetée :

3 077 M<sup>2</sup>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'approuver la candidature de FDI PROMOTION en vue de la construction d'un immeuble collectif de 36 logements (dont 8 logements sociaux) et 2 locaux d'activités et/ou commerces ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)



Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Véronique DEMON, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU de par la procuration donnée à Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL.)

## **9. MONTPELLIER GRAND COEUR**

### **Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités**

#### **Attribution de subventions**

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Cette action a été instaurée par les délibérations du 29 mai 2012 (n°2012/284), du 17 juin 2013 (n°2013/237) et renforcée par la délibération du 07 mai 2015 (n°2015/151) élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération du 20 juillet 2017 (n°V2017/207), elle a été prolongée de 4 ans, à savoir 50% de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021. Les autres éléments du dispositif restent inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), et hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux, le solde étant versé après finalisation de l'ensemble de ceux-ci et vérification de leur conformité avec l'autorisation délivrée.

Ainsi, les subventions suivantes sont attribuables :

<b>Enseigne TABAC « LE MARIGNY », bar tabac</b> Gérante : Mme Catherine BELLIER 17 rue du Faubourg de la Saunerie  <i>6 000 € de subvention travaux plafonnée</i> <i>700 € de subvention MOE</i> <i>192 € de subvention travaux pour mise en accessibilité P.M.R.</i>	
<b>Montant de la subvention :</b>	<b>6 892,00 €</b>
<b>Enseigne « ROSEMARY », SARL WALTIS, restauration</b> Gérant : M. Louis CIPRIANI 3 rue des Sœurs Noires  Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés (total de subvention de 6 216 €) : <i>6 000,00 € de subvention totale travaux plafonnée</i> <i>216,00 € de subvention travaux pour mise en accessibilité P.M.R.</i>	
<b>Montant de la subvention :</b>	<b>3 108,00 €</b>
<b>Enseigne « MOBIL BOARD », EURL MOBY BLUE, location d'articles de loisirs</b> Gérant : M. Christian MOULON 8 rue de la République  Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés (total de subvention de 5 690 €) : <i>5 390 € de subvention totale travaux</i> <i>300 € de subvention totale MOE</i>	
<b>Montant de la subvention :</b>	<b>2 845,00 €</b>
<b>Enseigne « PEP'S », association éducatrice et sportive pour enfants</b> Gérante : Mme Perrine POLENNE 6 place Roger Salengro (droite)  Solde de la subvention : <i>3 400 € de subvention travaux totale</i>	
<b>Montant de la subvention :</b>	<b>1 700,00 €</b>

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ce dossier, le versement de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 14.545 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 905;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### **10. Mise à disposition des salles à titre gratuit dans les maisons pour tous**

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2018/2019, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 7 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2 540 €

Les associations concernées sont :

**MPT RICOME** : Saudade : 245€ ; Service d'orientation et de médiation pour l'insertion sociale : 455€ ; Croix rouge Française : 490€ ; Via Voltaire : 110€ ; Association pour l'emploi et le développement des entreprises-boutique de gestion : 140€ ; Centre d'information sur les droits de la femme et de la famille : 880€ ; Accompagnement de parcours pour adultes et jeunes : 220€.

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 4 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 880€.

Les associations concernées sont :

**MPT GUILLERME** : Association vivre ensemble en citoyens au quartier des Cévennes : 55€.

**MPT MERCOURI** : Eurogrece : 220 €.

**MPT CAMUS** : Etoile Hissenji : 110 € ; Comité d'organisation du forum sportif et culturel : 495€.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 59 voix

Contre : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Caroline NAVARRE.)

## **11. Règlement de fonctionnement des temps périscolaires des écoles municipales de la Ville de Montpellier**

Par délibération du 22 juin 2017, le conseil municipal a adopté le règlement de fonctionnement modifié des temps périscolaires dans les écoles municipales de la Ville de Montpellier, pour l'année scolaire 2017-2018.

Conformément aux dispositions du Décret du 27 Juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques, la Ville de Montpellier a mis en expérimentation, en partenariat avec l'Education Nationale, une scolarisation sur 4 jours dans trois groupes scolaires, pendant l'année scolaire 2017-2018.

A l'issue de cette expérimentation, les Conseils d'école se sont prononcés, dans leur grande majorité, pour une scolarisation sur 4 jours, et cette position a été validée par l'Education Nationale.

Il convient donc de modifier le règlement de fonctionnement des temps périscolaires pour prendre

en compte les nouveaux rythmes de scolarisation sur 4 jours, sans modifier les tarifs et les modalités de réservation de la restauration scolaire et des accueils périscolaires.

Les principales adaptations concernent les horaires scolaires et périscolaires qui découlent de la scolarisation sur 4 jours (lundi, mardi, jeudi et vendredi), avec notamment une matinée scolaire plus longue (8h30-12h) et une pause méridienne également allongée à deux heures (12h-14h) pour permettre un double service de restauration. L'après-midi, la classe se poursuit jusqu'à 16h30 et est suivie d'une heure d'accueil gratuite, recentrée en élémentaire sur les acquisitions scolaires fondamentales avec la mise en place d'une étude surveillée et en maternelle sur des activités adaptées à l'âge et au rythme des enfants. Les accueils payants du matin et du soir, permettent une amplitude de prise en charge des enfants de 7h45 à 18h30, sans changements.

Les propositions des conseils d'école qui avaient la possibilité d'opter pour des horaires scolaires dérogatoires (8h45-12h et 14h-16h45) ont également été prises en compte.

L'ensemble de ces dispositions s'inscrit dans la cohérence du Projet Educatif de Territoire (PEdT), adopté par délibération du Conseil municipal du 28 Juin 2018.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter le règlement de fonctionnement des temps périscolaires de la Ville de Montpellier modifié selon ces nouvelles modalités ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Michaël DELAFOSSE :** Nous nous étions exprimés lors du débat sur le PEDT. Comme les 10 000 ou 20 000 familles, nous avons reçu ce courrier. Je voudrais juste reprendre notre position : nous aurions souhaité que les parents d'élèves puissent s'exprimer sur le choix que vous avez fait de vous appuyer sur les conseils d'école. Dont acte. D'autres villes avaient fait un autre choix.

D'autre part, nous nous retrouvons à perdre une subvention d'1,9 million d'euros qui était ce qu'on appelait le « fonds d'amorçage ». Nous ne l'aurons plus. C'était tout de même des moyens supplémentaires pour affirmer la priorité éducative.

Le troisième point, je vais le lier à la délibération – si vous m'y autorisez – 32 qui sont les tarifs des centres de loisirs que nous ne voterons pas favorablement. Le mercredi matin, les familles qui n'ont pas d'autre solution de garde paieront pour le tarif minimum (tarification sociale) – dont acte – tout de même 6 euros ; 4 euros puisque c'est pondéré à 60 % pour faire garder son fils ou sa fille dans le centre de loisirs. Il y a actuellement 1 300 places. Il est probable qu'il y ait beaucoup de familles montpelliéraines, parce qu'elles sont en activité ou à temps partiel, qui auront besoin du centre de loisirs. Qu'avez-vous prévu si le flux des inscriptions est plus important que les 1 300 places disponibles ? Le mercredi matin aura, pour les familles, un coût qui, porté sur quatre mercredis matins, sera élevé. Cela portera préjudice aux familles modestes. J'ai pris un exemple sur la tarification sociale mais évidemment pour les familles qui n'en bénéficient pas, ce sera plus important.

**M. le Maire :** Qui demande à s'exprimer ? Je rappelle que les conseils d'école à 95 % – donc les

parents d'élèves qui en font partie – ont voté pour la réforme des 4 jours. On peut dire ce que l'on veut ; lorsque le gouvernement que vous souteniez, Monsieur DELAFOSSE – ou plutôt le ministre que vous souteniez – nous a imposé...

*[Propos hors micro]*

**M. le Maire :** Non, les rythmes, c'est Monsieur HAMON qui les a mis en place, vous le savez bien ; celui qui a démissionné une semaine avant la rentrée scolaire.

*[Échanges hors micro]*

**M. le Maire :** Nous demandions un an pour mettre les choses en place ; le gouvernement l'a refusé. On nous a dit : faites voter les conseils d'école. Nous avons proposé, avec Isabelle MARSALA, de ramener les TAP sur le vendredi. Les conseils d'école, à qui nous avons proposé cette solution, ont voté autre chose. Nous avons respecté les votes des conseils d'école. Nous respectons aujourd'hui les 95 % des conseils d'école qui ont voté pour la réforme des 4 jours. C'est simple.

**Audrey LLEDO :** Merci. Juste trois mots parce que je me rappelle le moment où sont passés les temps périscolaires. Je parle d'expérience puisque j'étais une des premières étudiantes de la ville de Montpellier à avoir signé un contrat non pas avec la Ville mais avec une association pour donner des cours pendant ces temps périscolaires. Je me rappelle encore vous dire qu'on n'a pas de matériel, qu'on est un seul encadrant pour 25 enfants ; c'est dangereux et illégal. « Non, Mademoiselle LLEDO, vous racontez n'importe quoi ». Quand je me retrouve avec 26 enfants de moins de 6 ans alors que je suis seule et pas diplômée du BAFA, je trouve cela dangereux. Je note aussi que Monsieur DELAFOSSE est prêt à tout pour 1,9 million d'euros. Sacrifier le rythme des enfants et aller à l'encontre de l'avis des parents montpelliérains, pour 1,9 million d'euros, c'est tout de même salement moche. Merci.

**M. le Maire :** Je mets aux voix l'affaire 11. Qui est contre ? Six contre. Qui s'abstient ?

*[Propos hors micro]*

**M. le Maire :** Elle est République en Marche, Madame HART ou pas ? Elle ne peut pas voter contre les mesures du gouvernement.

*[Propos hors micro]*

**M. le Maire :** J'ai été exclu pour moins que ça.

*[Propos hors micro]*

**M. le Maire :** Je plaisante.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 56 voix

Contre : 6 voix (Michaël DELAFOSSE avec la procuration d'Hervé MARTIN, Julie FRÊCHE avec la procuration de Clare HART, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Françoise BONNET)

Abstention : 0

## **12. Nouveau règlement de fonctionnement des ALSH municipaux suite au changement de rythme scolaire Rentrée 2018-2019**

La Ville de Montpellier dispose de 21 centres de loisirs municipaux (4 Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) élémentaires, 4 ALSH maternels, 13 ALSH mixtes).

Ils sont répartis sur l'ensemble du territoire communal et peuvent accueillir 1 306 enfants âgés de 3 à 12 ans les mercredis et pendant les vacances scolaires. Les activités proposées aux enfants sont destinées à leur épanouissement par des jeux, des activités à caractère sportif et culturel.

Le changement des rythmes scolaires à la rentrée 2018-2019, passage à la semaine à 4 jours, nécessite d'adapter le règlement de fonctionnement des ALSH municipaux à compter de septembre 2018. Il est notamment nécessaire de mettre en œuvre l'ouverture des ALSH sur la journée complète du mercredi.

Le nouveau règlement de fonctionnement propre aux ALSH est joint en annexe de la présente délibération.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le règlement de fonctionnement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) municipaux ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 56 voix

Contre : 6 voix (Michaël DELAFOSSE avec la procuration d'Hervé MARTIN, Julie FRÊCHE avec la procuration de Clare HART, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Françoise BONNET)

Abstention : 0

## **13. Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier concernant l'accès au programme ÉcoMétropole de l'Écolothèque**

Le programme ÉcoMétropole vise à promouvoir auprès des communes de la Métropole un programme de sensibilisation et d'éducation à l'environnement et au développement durable pour les enfants. L'Écolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole se propose d'accompagner les équipes d'animation des communes qui ont un projet EEDD dans leurs structures d'accueil en proposant de véritables parcours ludiques et éducatifs qui visent l'autonomie des équipes. Le programme ÉcoMétropole vise la mutualisation de moyens au service des communes dans le cadre d'une véritable coopérative de services et l'élaboration d'un projet commun d'éducation à l'environnement et au développement durable sur le territoire métropolitain.

La convention vise donc à définir les engagements réciproques entre l'Écolothèque et la Ville de Montpellier dans le programme ÉcoMétropole, en vue de permettre aux enfants, sur les temps périscolaires et en ALSH municipaux ainsi qu'à leurs animateurs, de recevoir un appui

pédagogique, selon un calendrier défini et dans le cadre d'un projet pédagogique adapté.

L'Écolothèque s'engage à :

- Accueillir dans la mesure des places disponibles les animateurs de la commune aux « Ateliers pédagogiques de l'Écolothèque » ;
- Accompagner les animateurs dans la mise en place d'un projet d'animation et de sensibilisation à l'environnement et au développement durable. Un calendrier de deux à trois interventions d'une à deux heures, de l'Écolothèque, sera établi ;
- Ouvrir l'accès aux ouvrages de sa médiathèque, sa pédagogothèque, sa photothèque, ses mallettes ou supports pédagogiques dédiés à l'environnement ;
- Proposer une animation de réseau par la mise en partage des connaissances et des expériences des communes sur l'interface dédiée de son site web.

La Ville de Montpellier s'engage à :

- Communiquer son projet d'animation et d'environnement à l'Écolothèque en vue de l'inscription au programme ÉcoMétropole sur des critères de faisabilité, de pertinence pédagogique et environnementale et de recherche de pérennité du projet ;
- Fournir les conditions matérielles de réalisation du projet ;
- Faciliter la participation des animateurs aux ateliers pédagogiques en leur libérant le temps nécessaire à raison d'une à trois séances de 2h30 dans l'année ;
- Participer à la dynamique du réseau métropolitain par ses contributions, la valorisation de son expérience en matière de sensibilisation des enfants aux préoccupations environnementales.

Le protocole de partenariat est souscrit à titre gracieux. Chaque entité assume le financement et l'organisation des trajets des personnels relevant de sa structure. La Ville de Montpellier supporte le budget d'acquisition des matériaux, les consommables et dépenses afférentes à l'activité mise en œuvre sur la commune.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention de partenariat 2018-2019 ;
- de dire que cette dépense sera imputée sur en section de fonctionnement, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**14. Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)  
Groupe scolaire Germaine Richier  
Création de places conventionnées**



Le secteur des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) destiné aux enfants âgés de 3 à 12 ans est en constante évolution en fonction des variations démographiques des quartiers. Les capacités d'accueil existantes sur le secteur Croix d'Argent ne permettent plus de répondre aux besoins des familles des quartiers « Les Grisettes » et « Ovalie ».

Afin d'ajuster l'offre de loisirs au développement de ces quartiers, il est proposé, à la rentrée scolaire 2018, la création de 24 places maternelles et 24 places élémentaires sur le groupe scolaire Germaine RICHIER. Ces 48 places s'ajoutent aux 2 523 places existantes réparties sur l'ensemble de la Ville.

Le financement municipal s'effectue sous la forme de participations forfaitaires fixées par le conseil municipal d'un montant respectif de 3,05€ par journée enfant pour les maternelles et de 2,29€ par journée enfant pour les élémentaires.

Les modalités du financement municipal ainsi que les obligations du gestionnaire de l'ALSH seront précisées par convention en vue d'une ouverture à compter du 1er septembre 2018.

Cette action fera l'objet d'un avenant et sera intégrée au Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018, ce qui permettra à la Ville de recevoir à ce titre, une participation financière de la CAF à hauteur de 55% maximum du financement municipal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser la création des places conventionnées sur le Groupe Scolaire Germaine Richier ;
- De prévoir le financement municipal de cette nouvelle action, par le biais d'un avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018 ;
- D'autoriser, Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**15. Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)  
Création et transfert de places municipales conventionnées  
Secteur Port Marianne**

Le secteur des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (A.L.S.H.) destiné aux enfants âgés de 3 ans à 12 ans est en constante évolution en fonction des variations démographiques des quartiers. Afin d'ajuster l'offre de loisirs au développement du secteur Port Marianne, il est proposé, à la rentrée scolaire 2018, la création de 12 places élémentaires sur ce secteur.

Pour ce faire et afin d'offrir les meilleures conditions d'accueil possibles aux enfants, l'A.L.S.H.

maternel géré par la Ville et actuellement installé sur l'école André MALRAUX sera transféré sur l'école Michel de l'HOSPITAL qui se situe à proximité. Cet A.L.S.H. maternel transféré sera dénommé A.L.S.H. Michel de l'HOSPITAL

Du fait de ce transfert, l'A.L.S.H. élémentaire également géré par la Ville verra sa capacité d'accueil augmenter de 12 places dans des locaux adaptés sur l'école André MALRAUX.

Cette action sera inscrite par avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018 et, à ce titre, permettra à la Ville de recevoir une participation financière de la CAF à hauteur de 55% maximum du financement municipal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser le transfert de l'A.L.S.H. maternel de l'école André MALRAUX sur l'école Michel de l'HOSPITAL ;
- D'autoriser la création des 12 places conventionnées ;
- D'autoriser le changement de nom de l'A.L.S.H. maternel : A.L.S.H. Michel de l'HOSPITAL;
- D'autoriser, Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

## **16. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations pour l'année 2018-2019**

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-15 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de

l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

<b>ASSOCIATIONS</b>	<b>ADRESSE</b>	<b>Ecole mise à disposition</b>	<b>Avantage en nature</b>
A.C.L.E Association des Cévennes pour le développement des loisirs éducatifs	183, rue de l'Aqueduc 34080 Montpellier	Julie Daubié	1 445 €
CARTHAGE atelier musique	53, Avenue des Hauts de Foncaude 34990 Juvignac	Julie Daubié	1 020 €
Gammes – Alisé Accompagnement scolaire (C.L.A.S)	6, rue Saint Barthélémy 34000 Montpellier	Jean Zay	660 €
Montpellier Dojo d'Aïkido Traditionnel	2, rue Parlier 34000 Montpellier	Jean Zay	510 €
Les Voix'Zines chorale	8, rue Saint Cléophas 34070 Montpellier	Marceline Desbordes-Valmore	350 €
Compagnie Tempo Théâtre	49, rue de la Figairasse 34070 Montpellier	Winston Churchill	1 950 €
La Maison du Judo	93, avenue du faubourg Boutonnet 34090 Montpellier	Jean Sibelius	1 975 €
Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée	136, rue del Miéjour 34070 Montpellier	Jean Moulin	638 €
A.R.E.C.R.E.E. Association Récréative de l'Ecole d'Estanove	24 rue du Lavandin 34070 Montpellier	Winston Churchill	510 €
Hérault Sport	Esplanade de l'Egalité Zac PIERRE Vives - BP 7250 34080 Montpellier	Denis Diderot	540 €

Secourisme Sauvetage Montpelliérain	109, rue François Henry d'Harcourt appt 22 34080 Montpellier	Jacques Brel	1 800 €
AEHPI LR Association pour l'épanouissement des Hauts Potentiels Intellectuels en Languedoc Roussillon	438, rue Foncarrade Résidence la Fontaine bat C 34070 Montpellier	Paul Langevin	1 320 €
U.F.O.L.E.P (Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique) multisport	Maison des sports Nelson Mandela 66 esplanade de l'égalité 34080 Montpellier	Giuseppe Garibaldi	645€

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus ;
- d'approuver les subventions en nature mentionnés sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée à la Réussite éducative et au quartier Hôpitaux-Facultés, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 60 voix

Contre : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

Abstention : 0

**17. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs pour l'année 2018-2019**

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations gestionnaires de centres de loisirs en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-15 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école, en lieu et place du Maire.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit.

Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association. Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et la maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

Il est donc proposé de mettre à disposition des associations listées ci-dessous les locaux scolaires indiqués, pour des montants de subvention en nature valorisables tels que précisés dans le tableau suivant :

<b>Association gestionnaire d'ALSH</b>	<b>Adresse de l'association</b>	<b>Ecole</b>	<b>Subvention en nature</b>
ACLE	183, allée de l'Aqueduc 34 080 MONTPELLIER	Daubié	4 050,00 €
Eveil en mouvement	88, rue Antoine Laurent Jussieu 34 090 MONTPELLIER	Teresa	4 500,00 €
Vacances évasion	394 rue Léon Blum 34 000 MONTPELLIER	Florian	14 585,00 €
Vacances évasion	394 rue Léon Blum 34 000 MONTPELLIER	Simon	13 320,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Beethoven	48 300,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Olympe de Gouges	42 263,00 €
Les Francas de l'Hérault	6 rue des Bougainvillées, résidence le capitole n°203 34 070 MONTPELLIER	Sun Yat Sen - Callas	8 640,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Richier	12 480,00 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus ;
- d'approuver les subventions en nature mentionnés sur le tableau attributif qui seront portées au Compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée à la Réussite éducative et au quartier Hôpitaux-Facultés, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

### **18. Transformation du site du Conservatoire Candolle en école primaire (quartier Centre)**

Situé dans l'Ecusson face à la cathédrale Saint Pierre, le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier CRR fut créé en lieu et place de l'ancien couvent des « Ursulines de Saint Charles » dont le bâtiment principal fut édifié en 1679 et sa chapelle en 1856.

Son départ vers le bâtiment réhabilité de l'ancienne maternité, donne l'opportunité à la Ville d'aménager dans les locaux de la rue Candolle une école primaire comportant 7 classes.

Cette nouvelle école primaire intégrera :

- 4 classes élémentaires auxquelles seront rajoutés des locaux annexes indispensables ;
- 3 classes maternelles ainsi que tous les locaux annexes ;
- Des espaces communs aux deux sections : salle d'activité/motricité, salle multimédia/BCD, accueil périscolaire, restaurant scolaire et offices de restauration
- Des espaces extérieurs.

Le programme de travaux est axé notamment sur :

- La transformation du bâtiment en école primaire ;
- La prise en compte des éléments patrimoniaux remarquables ;
- Le réaménagement des espaces extérieurs pour la création d'une cour ;
- La mise aux normes selon les dernières réglementations (accessibilité, sécurité incendie thermique, acoustique...)

Pour la réalisation de cette opération, la maîtrise d'œuvre sera confiée à une équipe désignée par le biais d'une procédure d'appel d'offres dans le cadre de la réhabilitation du bâtiment existant.

La conduite de cette opération est confiée à la Direction Architecture et Immobilier de la Ville de Montpellier.

Le coût global de l'opération est estimé à 8,6 millions d'euros TTC (hors acquisition).

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus ;
- De lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 902 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme afférentes.

**M. le Maire :** Nous allons rassembler sur le site du prochain conservatoire les deux lieux d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique qui se trouvent à Sainte-Anne et à Candolle et à proximité de la cathédrale. Nous allons rassembler tout cela dans le nouveau conservatoire.

Au niveau de Candolle, nous avons prévu de créer une école primaire qui comptera 7 classes et qui sera ouverte en 2022 pour les habitants du centre-ville. Le coût de l'opération est estimé à 8,6 millions d'euros. Quand nous avons pris la Ville en 2014, il manquait 11 groupes scolaires. Vous entendez ? Onze groupes scolaires. Ce n'est pas une paille. Onze groupes scolaires. En voici un.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Madame Stéphanie JANNIN et Monsieur Alex LARUE sortent de séance.*

## **19. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique JEUNESSE - Exercice 2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE**:

Code	Structure	Type	Montant
5210	MDA 34 - GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE ET MEDICO SOCIALE MAISON DES ADOLESCENTS DE L'HERAULT	Fonctionnement	30 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 933

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 30 000 €;
- D'approuver la convention spécifique annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Sophia AYACHE :** Bonsoir. Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

Dans le cadre de la thématique jeunesse : pour la Maison des adolescents : subvention de fonctionnement, 30 000 €.

**M. le Maire :** Je vous interromps un peu car il y a des petits commentaires à faire. 30 000 € pour la maison des adolescents qui travaille en partenariat avec qui ?

**Sophia AYACHE :** Le Département de l'Hérault.

**M. le Maire :** Oui avec le Département mais avec qui ?

**Sophia AYACHE :** Avec le centre hospitalier.

**M. le Maire :** Avec la Maison des adolescents de notre ville jumelle de Palerme avec des échanges de jeunes en permanence. Merci à mon ami Léoluca ORLANDO, Maire de Palerme. Poursuivez.

**Sophia AYACHE :** En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 30 000 € ;
- d'approuver la convention spécifique annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0



Abstention : 0

## **20. Bourse Initiatives Jeunes 2018** **Participation de la Ville**

La Ville de Montpellier, grâce à la Bourse Initiatives Jeunes, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des Montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de juillet, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2018 du Service Jeunesse (fonction 933 338, CRB : V51000) la somme 2 115 €, et de la répartir de la manière suivante :

**Clémence DE CLOCK**, étudiante

*« Les femmes et la ville à Stockholm » : étude sur le rapport des femmes à la ville et les politiques municipales visant à lutter contre les inégalités hommes/femmes.*

Destination monde

**Montant proposé : 350 €**

**Marilou CHAZARIN**, étudiante

*« Projet de solidarité internationale en Inde » : accompagnement d'enfants défavorisés, animations et activités créatives et rénovations de classes scolaires.*

Destination monde

**Montant proposé : 200 €**

**Nadia ELRHORFI**, service civique

*« Kids & Sciences » : mise en place d'un atelier scientifique pour des enfants.*

Vivre ensemble à Montpellier

**Montant proposé : 150 €**

**Jennifer RAKOTONIRINA**, service civique

*« M - EMPLOI » : projet expérimental et collaboratif, visant une approche constructive de la recherche d'emploi.*

Vivre ensemble à Montpellier

**Montant proposé : 200 €**

**Darlène BECHTEL**, service civique

« MerMaide » : mise en place d'ateliers scientifiques et sensibilisation sur le milieu marin.

Durable

**Montant proposé : 215 €**

**Léa BERGEROO – CAMPAGNE, étudiante**

« NOÛR » : réalisation d'un EP numérique et projet participatif étudiants.

Production culturelle

**Montant proposé : 1 000 €**

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de 2 115 € ;
- d'attribuer aux différents candidats les aides correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 933 338, nature 65131, CRB V51000, ligne de crédit 1938, budget 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Bernard TRAVIER, avec la procuration de Gérard CASTRE, sort de séance.*

## **21. SKATEPARK DE GRAMMONT QUARTIER PORT MARIANNE**

### **Réhabilitation complète du site dédié aux activités de glisses urbaines Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions**

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sportive, souhaite réhabiliter le Skatepark de Grammont afin de répondre au développement de nouvelles disciplines, aux besoins des associations évoluant sur ce site, et à la création d'un centre d'entraînement pour le Freestyle en vue de la préparation des Jeux Olympiques Paris 2024, afin d'accueillir un pôle national d'entraînement BMX.

Actuellement le Skatepark de 6 500 m<sup>2</sup>, propose un des premiers bowl réalisés en béton en France dans les années 90, et se compose de cinq zones, dont la configuration, l'état et le design ne sont plus adaptés aux pratiques actuelles.

La Ville de Montpellier a souhaité implanter un nouveau skatepark en lieu et place de l'existant, sur une emprise de 13 000 m<sup>2</sup>, en conservant en partie les végétaux, mais en donnant au site une plus grande valeur paysagère qui proposera des zones arborées et ombragées aux pratiquants et accompagnateurs.

Ce nouvel équipement devra répondre à une double demande, d'une part celle de l'accueil des

associations sportives tout en proposant également l'accès libre au grand public et d'autre part, celle de la création d'un espace dédié au haut niveau dans la discipline BMX Freestyle.

Le skatepark comprendra un skatepark, un bowl, un streetpark, un dirt, un pumptrack et des chemins spécifiques en béton permettant de relier les différentes zones par une pratique de glisses urbaines pouvant composer des configurations ludiques.

Afin d'accueillir un pôle France sur la discipline BMX freestyle, une zone dédiée en accès encadré, sera composée d'un BMX Park et d'une zone d'apprentissage des figures (Tricks learning).

Un bâtiment à ossature bois modulable complètera le projet en mettant à disposition des associations et du Pôle France, des vestiaires, salle de réunion et bureaux.

L'enveloppe financière de cette opération est inscrite au budget de la Ville dans le cadre d'une autorisation de programmes, fonction 903, fixée à 5 M€.

Cet équipement qui sera livré en 2020 sera réalisé dans le cadre d'une convention de mandat avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SA3M).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de la réhabilitation du Skatepark de Grammont dans le cadre d'une convention de mandat avec la SA3M ;
- D'autoriser le dépôt du permis de construire ;
- De solliciter des organismes compétents les subventions les plus larges possibles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

**M. le Maire :** Monsieur RIVAS. Je ne prends pas part au vote. Je peux faire des commentaires quand même ? Monsieur RIVAS, expliquez-nous le skatepark de Grammont parce qu'on va s'en payer une petite tranche aussi.

**Patrick RIVAS :** Monsieur le Maire...

**M. le Maire :** C'est dommage, il y en a un qui manque ici mais rien n'est dépeuplé. C'est dommage parce que j'aurais aimé qu'il entende tout ce que l'on fait.

**Patrick RIVAS :** Monsieur le Maire, chers collègues...

**M. le Maire :** Soyez percutant.

**Patrick RIVAS :** Pour répondre au développement de nouvelles disciplines et à la création d'un centre d'entraînement pour le Freestyle en vue de la préparation des Jeux Olympiques de Paris en 2024, la Ville de Montpellier souhaite réhabiliter le skatepark de Grammont afin d'accueillir un pôle national d'entraînement BMX Freestyle.

Elle souhaite implanter un nouveau skatepark en lieu et place de l'existant de 6 500 m<sup>2</sup>, sur une emprise de 13 000 m<sup>2</sup>, en conservant en partie...

**M. le Maire :** Dis-le doucement. Il faut bien qu'ils entendent, qu'ils se pénètrent de ta parole.

**Patrick RIVAS :** Elle souhaite implanter un nouveau skatepark en lieu et place de l'existant de 6 500 m<sup>2</sup>, sur une emprise de 13 000 m<sup>2</sup>.

**M. le Maire :** On fait passer le skatepark de 6 000 à 13 000 m<sup>2</sup>. Vous entendez ? Doucement ! Régule tes ardeurs. La politique doit être entendue par des enfants de CM2. Si on n'arrive pas à cela, on ne peut pas se faire entendre. Il faut y aller doucement. On passe de 6 000 m<sup>2</sup> à 13 000 m<sup>2</sup> ; c'est plus du double. C'est fondamental car cela nous permet, comme vient de le dire avec brio et juste raison, l'adjoint aux sports Patrick RIVAS, de recevoir toute la zone de BMX freestyle pour l'entraînement de la base France pour les Jeux Olympiques. C'est très important.

**Patrick RIVAS :** C'est d'ailleurs une discipline olympique.

*[Propos hors micro]*

**M. le Maire :** Allez-y, Monsieur RIVAS.

**Patrick RIVAS :** Sur une emprise de 13 000 m<sup>2</sup>, en conservant en partie les végétaux et en donnant au site une plus grande valeur paysagère. L'état et le design actuel ne sont plus adaptés aux pratiques actuelles. Ce nouvel équipement permettra de recevoir les associations sportives ainsi que le grand public, d'une part, et, d'autre part, le haut niveau avec la création d'un espace dédié à la discipline de BMX freestyle.

Ce nouveau skatepark comprendra un skatepark, un bowl...

**M. le Maire :** Un snake. Il y a le bowl, c'est le truc rond où on tourne et après, il y a le snake. On aurait pu l'appeler l'anguille, ce skatepark.

**Patrick RIVAS :** ...Un streetpark, un dirt, un pumptrack et des chemins spécifiques en béton permettant de relier les différentes zones pour une pratique de glisses urbaines puis, une zone dédiée en accès encadré au pôle France qui sera composée d'un BMX Park et d'une zone d'apprentissage des figures (Tricks learning).

Un bâtiment à ossature bois modulable complètera le projet ainsi, les associations et le Pôle France pourront disposer de vestiaires, d'une salle de réunion et de bureaux.

Tout cela pour une enveloppe financière de 5 millions d'euros.

**M. le Maire :** Et de toilettes.

**Patrick RIVAS :** Et de toilettes aussi.

**M. le Maire :** Il faut les rajouter car c'est une demande des enfants et des parents. Je vais venir sur la concertation après. Est-ce qu'il y a un paragraphe sur la concertation ?

**Patrick RIVAS :** Non. Cet équipement sera livré en 2020 et sera réalisé dans le cadre d'une convention de mandat avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SA3M).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal : de décider de la réhabilitation du Skatepark

de Grammont dans le cadre d'une convention de mandat avec la SA3M, d'autoriser le dépôt du permis de construire, de solliciter des organismes compétents les subventions les plus larges possible, d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

**M. le Maire :** Merci Monsieur RIVAS. Qui demande la parole ? Je vais en rajouter une couche parce qu'il ne faut pas boudier son plaisir.

*[Propos hors micro]*

**M. le Maire :** C'est le serpent de mer mais nous lui avons tordu le cou. Cela fait 15 ans que l'on promène les gens de Grammont en leur disant que l'on fait un skate park. Aujourd'hui, nous faisons la réhabilitation du skate park. Nous le faisons. Le permis va être déposé et nous l'avons fait en parfaite coordination et concertation avec les acteurs : d'abord, les professionnels qui enseignent, ensuite, les clubs, ensuite les parents des enfants et les architectes car il y a un bureau spécialisé pour faire cela et le FISE. Nous avons déjà fait trois réunions. Cela veut dire qu'à la fin de l'année, le permis pourrait être valide. Voilà.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Évidemment, je me suis tarté trois réunions de deux heures. On ne les compte pas celles-là.

**Jacques DOMERGUE :** Monsieur le Maire, j'ai une question.

**M. le Maire :** Oui, Monsieur DOMERGUE.

**Jacques DOMERGUE :** Vous avez lâché un mot en disant qu'on allait être le centre d'entraînement pour les futurs Jeux olympiques de 2024. C'est un vœu ? C'est une signature ? C'est un projet ? C'est quoi ?

**M. le Maire :** C'est ce que nous avons discuté, avec beaucoup de chance de l'obtenir, avec Tony ESTANGUET quand il est venu pour le FISE et avec Laura FLESSEL, ministre des Sports, qui est venue pour ça.

**Jacques DOMERGUE :** Elle vous a donné des assurances là-dessus ?

**M. le Maire :** Voilà.

**Jacques DOMERGUE :** D'accord.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

*Monsieur Alex LARUE et Monsieur Bernard TRAVIER, avec la procuration de Gérard CASTRE, entrent en séance.*

*Madame Audrey LLEDO, avec la procuration de Robert BEAUFILS, sort définitivement de séance.*

## **22. Cœur de Ville en Lumières 2018- Partenariat avec les écoles professionnelles ESMA, ART FX, ENSAM, E-ARTSUP, ACFA Multimédia et Objectif 3D**

Dans le cadre de l'évènement « Cœur de Ville en Lumières » 2018, la Ville de Montpellier organise des spectacles de vidéo mappings.

Ils seront diffusés les 29 et 30 novembre ainsi que le 1er décembre 2018, entre 18h30 et 22h30.

Cette manifestation se déroule autour de six sites : l'Arc de Triomphe, la Préfecture, l'église St Roch, le Château d'eau du Peyrou, l'Arche située rue Jacques Cœur et le Musée Fabre.

Il est aussi proposé de présenter au public le savoir-faire de différentes écoles d'image de synthèse et/ou de multimédia de Montpellier, au travers de projections de quelques minutes sur cinq sites supplémentaires : la place Notre Dame des Tables, le Porche de la Cathédrale Saint Pierre, la Cour et le Théâtre de l'Agora et l'Hôtel Saint Côme.

Les écoles ESMA, ARTFX, ENSAM, ACFA Multimédia, E-ARTSUP et Objectif 3D seront les partenaires privilégiés de cette action.

Alors que la Ville mettra à disposition les moyens matériels et logistiques, et s'engagera à apporter un accompagnement professionnel sous la forme d'une supervision du projet artistique, les écoles précitées devront fournir gratuitement une œuvre artistique sous forme de vidéo-mapping 2D – 3D et/ou effets spéciaux, jeux vidéo, motion design ou cinéma d'animation, etc. selon un scénario original.

L'école ACFA Multimédia produira également de manière autonome une sculpture lumineuse et sonore installée à titre gracieux sur la Place Notre Dame des Tables.

La convention type avec les six écoles est annexée à la présente délibération.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De valider les termes de la convention avec les écoles ESMA, ARTFX, E-ARTSUP, ACFA Multimédia, ENSAM et Objectif 3D présentée en annexe ;
- D'autoriser l'école ACFA Multimédia à installer sa structure lumineuse et sonore sur la Place Notre Dame des Tables ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint(e) délégué(e) à signer les conventions afférentes ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Madame JANNIN ne prend pas part au vote. Madame GALIANA va nous faire la description très précise du trophée que nous avons obtenu et qu'elle a mis sur son pupitre. Madame GALIANA, vous prenez d'abord votre micro, ensuite, vous appuyez sur le bouton rouge, enfin, vous nous expliquez tout cela.

**Brigitte ROUSSEL-GALIANA :** Monsieur le Président, Monsieur le Maire, je suis chargée de vous remettre, de la part du corps enseignant et des apprentis du centre de formation bâtiment et travaux publics 34 de la Mosson, ce cadeau qui a été édité à l'occasion des 40 ans du CFA pour vous remercier de l'intérêt que vous portez à la formation professionnelle et pour les avoir reçus en Mairie à plusieurs reprises, ici, dans la maison du peuple, et également pour leur avoir permis la

création et la pose d'une mosaïque dans la chapelle des Pénitents bleus, rue des Étuves, dont ils sont particulièrement fiers.

**M. le Maire :** Merci Madame ROUSSEL. Vous allez m'apporter ce trophée. Merci aux enseignants et aux jeunes qui ont fait un travail magnifique. Ils ont refait le parvis en mosaïque de la chapelle des Pénitents bleus dans la rue des Étuves. Merci Madame ROUSSEL et merci pour tout le travail. Regardez comme c'est beau. Merci à eux, parce qu'à plusieurs reprises et chaque année de façon régulière, grâce à Madame ROUSSEL qui, je le rappelle, a été meilleure ouvrière de France – on ne le dit pas assez –, nous avons reçu des élèves du CFA. Nous leur avons fait visiter la Mairie, l'architecture. Nous les avons fait monter sur le toit et je leur ai montré comment fonctionnait la Ville à partir de la Mairie parce qu'on voit très bien du toit et on peut voir les lignes de tramway, la nouvelle urbanisation. Eux qui sont destinés au bâtiment et aux travaux publics ont été très intéressés par cela. Ce n'est rien mais c'est comme cela qu'on change le monde : avec la disponibilité, la liberté, la générosité, l'amour ; ce n'est pas par la critique récurrente, permanente, le pessimisme. Non, c'est vilain ça. On ne gagne pas une finale de Coupe du monde en pleurant sur son sort. On gagne une finale de Coupe du monde en ayant envie de mettre des buts magnifiques, de tuer toutes les araignées qui sont dans les lucarnes. C'est tout simple, il faut avoir envie. Vous savez, un jour, il y a six mois, j'ai rencontré Pierre SOULAGES longtemps avant que le Président de la République aille le voir. Je lui ai demandé : Ça va Pierre, la santé ? Il m'a dit : « Tant que j'ai envie de peindre... ». Ça, il faut le garder ici, comme un viatique, une règle de vie et de conduite. Il faut créer en permanence. Poursuivez Madame ROUSSEL.

**Brigitte ROUSSEL-GALIANA :** J'ajouterai Monsieur le Maire que vous êtes tout à fait dans la lignée puisque la formation à l'heure actuelle, pour les apprentis, est quelque chose d'extrêmement important et nous avons énormément de jeunes dans les quartiers de la Mosson qui sont intéressés par des contrats d'apprentissage. De voir que vous les avez mis à l'honneur comme cela, ils en sont extrêmement fiers et ils vous en remercient ; la preuve.

Concernant Cœur de Ville en Lumières, nous reprenons les habitudes que nous avons maintenant depuis que nous sommes arrivés en 2014 c'est-à-dire, dans le cadre de l'événement Cœur de Ville en Lumières, la Ville de Montpellier organise des spectacles de vidéo et de mapping. Ils seront diffusés les 29 et 30 novembre ainsi que le 1<sup>er</sup> décembre 2018 entre 18 h 30 et 22 h 30. Cette manifestation se déroule autour de six sites : l'Arc de Triomphe, la Préfecture, l'église Saint-Roch, le Château d'eau du Peyrou, l'Arche située rue Jacques-Cœur et le Musée Fabre.

Il est aussi proposé de présenter au public le savoir-faire de différentes écoles d'image de synthèse et/ou de multimédia de Montpellier, au travers de projections de quelques minutes sur cinq sites supplémentaires : la place Notre-Dame des Tables, le Porche de la cathédrale Saint-Pierre, la Cour et le Théâtre de l'Agora et l'Hôtel Saint-Côme.

Les écoles ESMA, ARTFX, ENSAM, ACFA Multimédia, E-ARTSUP et Objectif 3D seront les partenaires privilégiés de cette action.

Alors que la Ville mettra à disposition les moyens matériels et logistiques, et s'engagera à apporter un accompagnement professionnel sous la forme d'une supervision du projet artistique, les écoles précitées devront fournir gratuitement une œuvre artistique sous forme de vidéo-mapping 2D – 3D et/ou effets spéciaux, jeux vidéo, motion design ou cinéma d'animation, etc. selon un scénario original.

L'école ACFA Multimédia produira également de manière autonome une sculpture lumineuse et

sonore installée à titre gracieux sur la place Notre-Dame des Tables.

La convention type avec les six écoles est annexée à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, de valider les termes de la convention avec les écoles ESMA, ARTFX, E-ARTSUP, ACFA Multimédia, ENSAM et Objectif 3D présentée en annexe, d'autoriser l'école ACFA Multimédia à installer sa structure lumineuse et sonore sur la place Notre-Dame des Tables, d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint(e) délégué(e) à signer les conventions afférentes ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Merci Madame ROUSSEL. Je vais donner dans un instant la parole à Madame MARTIN-PRIVAT. J'aimerais qu'elle nous dise comment elle a organisé les choses en la félicitant pour le magnifique feu d'artifice dont elle s'est occupée et qui a été un succès total.

Je voudrais vous donner trois informations importantes qui viennent de tomber sur mon téléscripneur : première information, la piscine de la Mosson est ouverte tout l'été du 8 juillet au 24 août (activités aquatiques, basket, etc). Vous avez un « Eté à la Mosson ». Voilà l'affiche. Elle est à disposition des journalistes. Faire peur aux citoyens, n'est pas bien en politique. Faites le bien, pas le mal.

Deuxième nouvelle sur mon téléscripneur : je voudrais vous donner un aperçu de ce que représentait le manque de 11 groupes scolaires. On considère que la moyenne d'un groupe scolaire est de 300 enfants ; 3 300 enfants qui avaient été oubliés des prévisions. 3 300 enfants.

Troisième information : elle est formidable puisque le classement de Shanghai vient de tomber pour les universités. Nous sommes numéro un en matière d'écologie.

*Applaudissements.*

C'est cité par le Monde. On est devant l'Université d'Oxford. C'est donc l'occasion pour moi, avant de donner la parole à Madame MARTIN-PRIVAT de revenir sur la situation des universités dans le Sud de la France parce qu'à un moment, il faut faire les additions. J'ai toujours râlé, comme Georges Frêche en son temps d'ailleurs, que nous n'ayons pas pu obtenir l'Idex. Toulouse l'avait obtenue sur l'idée et la proposition qu'avaient faites les universités en disant qu'elles allaient fusionner. Énorme mensonge. Grossier. Elles n'ont jamais fusionné. Mais, du personnel avait été embauché pour l'Idex à Toulouse. Il fallait bien lui faire finir la fin de ces contrats puisque le gouvernement arrêta le jury et supprimait l'Idex. Ce sont des mesures compensatoires qui ont été trouvées par la Présidente de Région auprès de Monsieur MONTHUBERT qui, entre-temps, était devenu conseiller au gouvernement.

Aujourd'hui, Toulouse n'a plus l'Idex. Je ne m'en réjouis pas. Montpellier ne l'a pas eu non plus mais a été pragmatique. Philippe AUGÉ et toute l'équipe, Jacques MERCIER, ont obtenu l'I-SITE. Celui-ci nous permet aujourd'hui d'être le pôle universitaire de référence dans la région Occitanie. On peut dire ce que l'on veut mais on ne peut pas changer l'histoire. Je demande donc à chacun d'être attentif à ce qui se passe réellement et de ne pas raconter en permanence des jérémiades : le seul pôle universitaire qui tienne la route en Occitanie c'est Montpellier. Aujourd'hui, ce positionnement, c'est un fiasco au niveau régional. J'ose le dire. Un fiasco au niveau régional. Mais, Montpellier sauve largement l'honneur ; la preuve.

*Applaudissements.*



Merci donc à tous les universitaires qui ont dans leur esprit un peu plus que les petites guerres picrocholines ou partisans.

Madame MARTIN-PRIVAT, expliquez-nous la genèse du projet et comment les jeunes s'y insèrent parce qu'il y a beaucoup d'écoles qui travaillent sur des projets nouveaux et qui testent sur les façades de Montpellier de nouvelles formules et de nouvelles programmations.

**Dominique MARTIN-PRIVAT :** Vous m'avez permis de rebondir déjà sur le feu d'artifice. Quelques chiffres : c'est vrai qu'il est tombé en plein milieu des matches de foot néanmoins, 42 370 personnes ont été filtrées et comptées à l'entrée du site. Tout s'est bien passé. Le spectacle fait par Monsieur COUTURIER a été particulièrement apprécié. Je voulais remercier les pompiers et le service d'ordre qui a été parfait. Tout s'est passé dans une ambiance festive mais très familiale. Aucun problème à signaler.

Concernant les festivités de Cœur de Ville en Lumières...

**M. le Maire :** Attendez, restons deux minutes parce que le feu d'artifice intéresse le Conseil municipal. Dites-moi la hauteur des fusées car on me pose la question.

**Dominique MARTIN-PRIVAT :** La grosse différence cette année par rapport aux années précédentes, indépendamment du fait que nous avons, bien entendu, baissé les budgets dès notre arrivée de 20 %, nous avons mis en concurrence trois sociétés (Couturier, Ruggieri et Pyragric). Nous avons, cette année, fait un feu d'artifice de 19 minutes mais avec une modification. Comme nous sommes sur Grammont et un peu bloqués par toute une série d'arbres, Couturier nous avait proposé un projet sur des nacelles qui nous permettaient de passer au-dessus.

**M. le Maire :** Dites-moi la hauteur des fusées.

**Dominique MARTIN-PRIVAT :** 250 mètres.

**M. le Maire :** 250 mètres. Je vais vous expliquer le truc. Le problème avec les fusées, c'est qu'il faut faire attention à quelle hauteur on les tire. On ne peut pas tirer de toutes les hauteurs et de n'importe où parce qu'il y a plusieurs contraintes qui s'imposent pour les artificiers : d'abord, il y a les contraintes de l'habitat, ensuite il y a les contraintes du vent et de l'humidité puis il y a les contraintes créées par le code d'atterrissage de Fréjorgues. On ne peut donc pas faire n'importe quoi. Les conditions de sécurité se rétrécissent chaque année comme peau de chagrin. Je vais vous donner mon idée – on ne pourra pas le faire cette année et peut-être pas l'an prochain, ni l'année d'après mais, un jour, ou pourra – : c'est de faire un magnifique feu d'artifice mutualisé sur l'Etang de l'Or. Non seulement vous auriez les fusées dans le ciel mais en plus, vous auriez la lumière à la surface de l'eau comme le Pescalune de Lunel qui veut attraper avec son panier d'osier troué les rayons de la lune dans l'eau. Vous auriez cela. Vous auriez du Gaston BAISETTE, du Maurice CHAUVET, du Max ROUQUETTE dans ce feu d'artifice. Je crois que les Villes n'y sont pas opposées sur le principe. Il faudra un peu de temps pour que nous travaillions ensemble. Je vous rappelle que la Métropole a une fonction conservatrice sur l'Etang de l'Or car elle est mitoyenne. Ce serait l'occasion de mettre en lumière un des plus beaux lieux qui existent sur le littoral.

Poursuivez Madame MARTIN-PRIVAT.

**Dominique MARTIN-PRIVAT :** Je suis ravie d'avoir toutes ces informations. Je vous remercie

Monsieur le Maire ; c'est parfait.

**M. le Maire :** Ce ne sont pas des informations mais plutôt des vœux pieux.

**Dominique MARTIN-PRIVAT :** Des autorisations éventuelles.

**M. le Maire :** Exactement. C'est ça.

**Dominique MARTIN-PRIVAT :** Ça me convient très bien.

Pour repasser à Cœur de Ville en Lumières, je vous rappelle quelques dates : 29, 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre. Monsieur LEVITA, vous n'avez pas voulu augmenter notre budget donc je suis vraiment désolée. Nous allons essayer d'avoir un partenariat puisque c'est la Ville qui avance avant que l'on puisse avoir les partenariats et les mécénats. Monsieur LEVITA a donc été obligé de nous bloquer un peu. Nous nous arrêtons, cette année, à 350 000 € que nous allons essayer, comme l'an dernier, de récupérer en grosse partie. L'an dernier, sur un budget similaire, nous avons ramené 276 000 € en partenariats et mécénat.

Nous avons cette année 11 sites :

- 6 sites sont sur appel d'offres de sociétés qui vont intervenir en 2D ou 3D comme vous les avez eues les années précédentes, avec augmentation du nombre de sites sur lesquels Madame GALIANA et moi-même intervenons en recherche de partenaires ;
- 5 sites qui sont effectués de façon « gratuites » mais pas tout à fait puisque la Ville va intervenir sur différents points. Ils sont dédiés aux écoles. Vous les avez, je ne vais donc pas vous les redire.

Toutes ces écoles de prestige sont connues au niveau international aussi bien pour leur dynamisme artistique que pour la qualité de leur formation et pour le travail qu'elles arrivent à donner aux étudiants qui en sortent. Ces écoles nous ont demandés en plus grand nombre – ça augmente, elles sont au nombre de six – d'intervenir. Ce sont des projets qui sont proposés aux étudiants un an avant et qui durent quelques minutes ; cela peut être du vidéo mapping en 3D, des sculptures comme sur la place Notre-Dame des Tables, des projections, des effets spéciaux, des jeux vidéo qui ont beaucoup plu l'an dernier. Des contrats sont passés avec ces écoles simplement parce qu'on leur prête les façades et on les accompagne sur la technique. Cela a un coût. Ce n'est pas zéro pour nous mais cela permet de mettre en avant un patrimoine de formation que nous avons grâce à ces écoles qui sont de plus en plus nombreuses et connues. Je pense vous avoir tout dit.

**M. le Maire :** Merci Madame MARTIN-PRIVAT. Monsieur LEVITA, une précision.

**Max LEVITA :** Juste une précision ma chère collègue. Je rends hommage au travail que vous faites d'autant plus qu'une large partie de ces opérations est financée par le mécénat. La difficulté que nous avons c'est que la dépense totale, quand elle a lieu, même si elle est couverte en partie par le mécénat, figure dans nos dépenses. Monsieur le Maire, l'a indiqué tout à l'heure : on est dans la limite de 1,5. Là, vous avez trouvé des moyens de contourner cette difficulté ; soyez en remerciée ma chère collègue.

*[Propos hors micro]*

**Max LEVITA :** Elle n'aura rien du tout mais comme on peut toujours faire mieux avec moins, elle est arrivée à contourner la difficulté et vous aurez beaucoup plus avec un budget de la Ville qui sera

réduit.

**Dominique MARTIN-PRIVAT** : Croyez-le, c'est vrai. Je me bats avec Monsieur LEVITA mais je n'ai pas plus.

**M. le Maire** : Merci Madame MARTIN-PRIVAT pour toutes ces explications.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Je rajoute, sur l'Université, une petite phrase supplémentaire qui, j'en suis sûr, vous fera plaisir : l'Université de Montpellier est la seule université française numéro un mondial dans une discipline au classement de Shanghai. Ça, c'est gigantesque. Nous poursuivons.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Christophe COUR, avec la procuration de Monsieur Cédric De SAINT JOUAN, sort de séance.*

### **23. Dotation Politique de la Ville 2018 - Convention cadre d'attribution des subventions entre l'Etat, Montpellier méditerranée métropole et la Ville de Montpellier**

Par courrier en date du 19 avril 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2018 (comme en 2017) d'une Dotation Politique de la Ville d'un montant de 4 546 875€.

Ces crédits font l'objet d'une convention pour l'attribution de la dotation, signée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Le tableau ci-dessous récapitule ces projets qui, comme l'exigent la circulaire et la notification de M. le Préfet, s'inscrivent dans les objectifs, axes stratégiques et programmes opérationnels définis et inscrits dans le contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Le périmètre d'intervention des équipements et actions présentés au titre de la DPV est celui de des 12 quartiers politiques de la ville mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

<b>Intitulé du projet</b>	<b>Quartier</b>	<b>Maître d'ouvrage</b>	<b>Coût prév. HT</b>	<b>Part DPV (%)</b>	<b>Date prév. démarrage des travaux</b>	<b>Montant DPV</b>
<b>Proposition de répartition de l'enveloppe DPV 2018</b>						
<b>Opérations à maîtrise d'ouvrage Métropole</b>						
<b><i>Investissement</i></b>						
Médiathèque Jean Jacques Rousseau : accueil, ludothèque, sanitaires et automatisation	Mosson	Métropole	550 000 €	50%	juillet 2018	275 000 €
Réhabilitation de la piscine TARIS	Pompignane	Métropole	2 435 000 €	32.66%	études en 2019	795 271 €

<b><i>Fonctionnement</i></b>						
Démarche expérimentale auprès du projet DEMOS	Hauts de Massane Celleneuve Val de Croze Près d'Arènes	Métropole	55 000 €	100%	septembre 2018	55 000 €
Mobilité des jeunes du Centre de loisirs jeunes de la Police Nationale de la Mosson vers la plage de Villeneuve les Maguelone durant	Mosson	Métropole	15 000 €	100%	été 2018	15 000 €

tout l'été						
<b>Sous total Métropole</b>			3 055 000 €			1 140 271€
<b>Opérations à maîtrise d'ouvrage Ville</b>						
<b>Investissement</b>						
Ecoles Michelet et Delteil : création d'un self et restructuration pour augmenter la capacité d'accueil de la restauration scolaire	Petit Bard	Ville	408 333 €	60%	été 2018 et été 2019	245 000 €
Aménagement d'un plateau sportif partagé entre les écoles Balard Bolivar Neruda Renaud et le quartier	Mosson	Ville	417 000 €	60%	été 2018	250 200 €
Ecole élémentaire Léo Malet : construction de deux nouvelles classes	Celleneuve	Ville	292 000 €	70%	été 2018	204 400 €
Réhabilitation de la Chapelle de la Résurrection dans la Cité Gély pour l'accueil de spectacles principalement de théâtre	Gély	Ville	580 000 €	50%	Juin 2018	290 000 €

Maison Pour Tous Louis Feuillade : équipement d'un studio vidéo, acquisition de matériel	Mosson	Ville/ MPT	61 145 €	60%	Juillet 18	36 687 €
Développement de locaux associatifs et d'activités en lieu et place de commerces	Petit Bard	Ville/S ERM	650 000 €	80%	septembre 2018	520 000 €
Aménagement d'un Tiers lieu numérique rue Draparnaud	Figuerolles	Ville/ CCAS	1 800 000 €	41%	2019	738 000 €
Requalification de l'entrée et du hall de l'EHPAD La Carriera	Hauts de Massane	Ville/ CCAS	50 000 €	50%	2018	25 000 €
Réhabilitation du Palais des sports Pierre de Coubertin ( <i>Cette subvention est constituée d'une part ferme de 896 881€ - 22,70 % - et d'une part conditionnelle de 125 907€ - 3,18% - correspondant à la réserve de délégation de crédits</i> )	Hauts de Massane	Ville	3 950 000 €	25,89 %	Juin 2020	1 022 788 €
Aménagements permettant la mise en accessibilité aux personnes handicapées : gymnase Ostermeyer	Cévennes (Quartier vécu)	Ville	87 200 €	50%	2ème semestre 2018	43 600 €

<b>Fonctionnement</b>						
Création d'un groupe de recherche action axé sur les discriminations	Ensemble des QPV	Ville	30 700 €	100%	Sept 18	30 700 €
<b>Sous total Ville</b>			<b>8 326 378 €</b>			<b>3 406 604 €</b>
<b>Total général</b>			<b>11 381 378 €</b>			<b>4 546 875 €</b>

Le montant total de la dotation est de 4 546 875 € répartis entre 4 420 968 € de crédits disponibles et d'une réserve de 125 907 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le projet de convention d'attribution de subventions au titre de la dotation Politique de la Ville 2018, entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser le Maire à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Qui demande des précisions à Annie YAGUE ? Annie, si vous voulez nous indiquer, parce qu'il s'agit de sommes importantes que nous recevons de l'État pour la troisième année consécutive.

**Annie YAGUE :** Deuxième.

**M. le Maire :** Deuxième année consécutive sur la politique de la Ville. Madame YAGUE.

**Annie YAGUE :** Nous avons, tout à l'heure, parlé des quartiers Politique de la Ville sur lesquels diverses personnes ont fait des remarques par rapport à ce que nous y faisons. C'est vrai que nous faisons beaucoup de choses. C'est vrai aussi que ces quartiers sont en attente de notre aide. Nous la leur devons puisqu'ils concentrent une population en grande précarité. Par un courrier en date du 19 avril 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault nous a informés et Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2018, comme en 2017, d'une dotation Politique de la Ville d'un montant de 4 546 875 €. À nous de choisir ou de proposer à Monsieur le Préfet plusieurs projets qui peuvent être financés soit dans le fonctionnement soit dans l'investissement. Vous avez dans le tableau, qui vous est présenté, un récapitulatif des projets. Je me tiens à votre disposition pour répondre à vos demandes si vous voulez des précisions par rapport aux projets qui ont été choisis et qui répondent aux besoins de nos quartiers Politique de la Ville.

**M. le Maire :** Merci Madame Yague. Qui demande la parole ? Je remercie l'État et le Préfet. C'est pareil mais je différencie les deux. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Tant que l'on est aux affaires sociales, à la santé, je vous donne une information que j'aurais pu fournir tout à l'heure mais je pensais que c'était mieux de le faire en cours de Conseil : j'ai rencontré ce matin Madame la Ministre déléguée au Handicap, Madame Sophie CLUZEL, à Paris en présence de Monsieur FINA. Nous avons échangé longuement sur un certain nombre de projets

et en particulier celui qui concerne le nouveau quartier République qui sera un quartier conçu en amont pour les personnes atteintes de handicap.

Deuxième rendez-vous ce matin – j'en ai eu un troisième mais je le dirai en Conseil de Métropole car je suis sûr qu'il y aura des oreilles attentives à qui cela fera plaisir – : j'ai rencontré très longuement, avec Christian FINA – toujours présent –, Madame Agnès BUZYN, Ministre de la Santé. Je l'ai rencontrée sur quatre sujets : un qui concerne le pacte État-Métropole Santé ; un deuxième sujet sur la volonté de créer une grande manifestation sur le médico-social à la fin de l'année, ici, à Montpellier ; un troisième sujet qui traite de l'enseignement de la médecine dans l'université ; et le quatrième sujet qui est, en termes de puissance de feu, le plus important, c'est l'hôpital avec l'évocation de plusieurs grands projets : le pôle mère et enfant, le pôle tête et cou et le service des urgences. Excellente réunion avec Agnès BUZYN. Franchement, j'aimais bien Marisol TOURAINE mais Agnès BUZYN, c'est la classe.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

## **24. Attribution de subventions à l'association Foot Citoyen**

En 2003, l'association Foot Citoyen a été créée par deux figures importantes du football français, Didier ROUSTAN et Arsène WENGER, avec comme objectif d'utiliser le football comme moyen d'éducation, d'épanouissement et d'apprentissage aux valeurs citoyennes.

Implantés à Montpellier depuis 2012, deux projets phares sont nés autour de l'accompagnement des clubs, des entraîneurs et des joueurs : le parcours du footballeur citoyen et la formation d'entraîneurs. Le parcours du footballeur citoyen permet à partir d'ateliers éducatifs et culturels mais aussi citoyens et civiques d'accompagner les jeunes joueurs dans une démarche de développement personnel. Dans le cadre de ce projet, un stage sportif et culturel à Barcelone sera réalisé pour mettre en pratique les valeurs acquises tout le long de l'année. Des visites culturelles et sportives seront effectuées afin de permettre aux jeunes de développer leur esprit critique et de renforcer leur autonomie. Une rencontre mixte sera organisée afin de sensibiliser les jeunes au football féminin.

Deux équipes seront accompagnées, une équipe masculine et une équipe féminine, afin de favoriser la mixité dans le football et de sensibiliser les jeunes.

Le deuxième projet consiste en la formation et l'accompagnement des entraîneurs dans leurs missions éducatives et de favoriser d'une autre part l'épanouissement citoyen et l'engagement des jeunes par la mobilisation d'outils pédagogiques. Le football est utilisé à travers ces projets comme vecteur d'éducation à la citoyenneté et permettent d'agir dans les quartiers Politique de la Ville sur des enjeux cruciaux et particulièrement au niveau de la mixité.

La Ville de Montpellier propose de financer trois projets : le parcours du footballeur citoyen, le stage éducatif sportif et culturel ainsi que la formation d'entraîneurs à hauteur de 4500 euros.



FINANCEMENTS COHESION SOCIALE				
N°Asso	Association	Intitulé du projet	Quartier principal	Proposé
6595	Foot Citoyen	Formation d'entraîneurs	Mosson	2000
		Stage sportif, éducatif et culturel	Mosson	1000
Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925				

FINANCEMENTS JEUNESSE				
N°Asso	Association	Intitulé du projet	Quartier principal	Proposé
6595	Foot Citoyen	Parcours du footballeur citoyen	Mosson	1500
<b>Les crédits seront prélevés sur la ligne, nature 6574 , chapitre 933</b>				

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de :**

- décider de l'octroi des subventions telles que décrites dans les tableaux ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de la Ville de Montpellier,
- dire que les subventions sont versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution avec chacun des organismes bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Maire de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Annie YAGUE :** Je ne suis pas une fan de foot. Je regarde la Coupe du monde comme tout le monde, je suis heureuse que la France ait gagné et j'ai crié de la même voix. J'ai rencontré cette association et j'ai trouvé que leur manière d'utiliser le foot comme un outil de cohésion sociale était super intéressante car, au travers de la pratique sportive, il y a également la formation des éducateurs, des entraîneurs de foot avec une vision complètement différente c'est-à-dire qu'on ne pousse pas les enfants dans leur retranchement en leur criant dessus et en leur disant qu'ils ont été nuls mais on les valorise. On valorise ce qu'ils font et, en même temps, on les éduque à la citoyenneté à savoir que tout le monde a sa place dans la société, qu'il ne s'agit pas d'être le meilleur mais d'être le meilleur dans ce que l'on sait faire. J'ai trouvé cette approche vraiment formidable et je suis contente qu'on les subventionne.

**M. le Maire :** Merci Madame YAGUE et en plus vous avez cité la chanson de LAVILLIERS « Fais-moi juste ce que tu sais faire » ; c'est excellent.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Mesdames Dominique MARTIN-PRIVAT, avec la procuration de Monsieur Vincent HALUSKA,*

*Samira SALOMON, Véronique PEREZ, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, avec la procuration de Madame Chantal LEVY-RAMEAU, sortent de séance.*

## **25. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

- Solidarité:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3254	SANTE ET SOLIDARITE	Projet	ACHATS DE KITS DE DEPISTAGES	460 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 460 €;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Monsieur Christophe COUR, avec la procuration de Monsieur Cédric De SAINT JOUAN, entre en séance.*

## **26. Réserve de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés Modification de la périodicité de la redevance annuelle**

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a autorisé la réserve de berceaux

d'établissements d'accueil du jeune enfant municipaux au profit de salariés d'organismes publics ou privés. Cette délibération définit également la base de calcul, le montant et la périodicité de révision de la redevance annuelle versée en contrepartie.

Pour mettre en adéquation la clause tarifaire de la convention de réservation de berceaux avec le calendrier d'accueil des enfants courant de septembre à septembre, il convient de modifier la périodicité d'application du montant de la redevance annuelle en correspondance. Ainsi, le montant de la redevance s'élève à 6060 € et s'applique du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 31 août 2019.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la modification de la périodicité de la redevance annuelle du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août de l'année suivante ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Titina DASYLVA :** Monsieur le Maire, il s'agit juste, dans cette délibération, d'avancer le début de la délibération que nous avons actée le 3 avril 2018 concernant la réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes privés ou publics.

**M. le Maire :** Qui veut d'autres précisions ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**27. Convention entre le CGIAR (Groupe consultatif pour la Recherche Agricole  
Internationale) et la Ville de Montpellier  
Réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux  
(Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant)**

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a autorisé la réservation de berceaux au sein d'établissements d'accueil du jeune enfant (E.A.J.E.) municipaux au profit de salariés d'organismes publics ou privés et en contrepartie d'une redevance annuelle.

La réservation de berceaux municipaux présente pour la Ville l'avantage de favoriser la mixité sociale au sein de certains E.A.J.E. municipaux en accueillant des enfants de familles n'étant pas exclusivement issues du quartier. .

Pour répondre à la demande du CGIAR (organisme international de recherche agricole dont le siège est situé 1000 avenue Agropolis à Montpellier) de réserver une place à la crèche Agropolis, il est proposé au Conseil municipal de valider une convention de réservation de berceau. La place réservée donne lieu à une contractualisation de l'accueil conformément au règlement de fonctionnement des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans de la Ville de Montpellier.

La convention jointe en annexe sera conclue à compter du 1er septembre 2018, pour une période initiale d'un an, renouvelable tacitement une fois maximum. Conformément à la délibération du 3 avril 2018, le CGIAR versera à la Ville une redevance, fixée à 6 060 € pour l'année 2018-2019, par berceau réservé dont le montant sera révisé à chaque date anniversaire de reconduction annuelle.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de passer avec le CGIAR une convention de réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux pour une durée initiale d'un an, renouvelable tacitement une fois maximum ;
- d'approuver la perception d'une redevance annuelle pour chaque berceau réservé d'un montant de 6 060 € pour l'année 2018 - 2019 et du montant révisé, par délibération, pour la période suivante ;
- d'autoriser la perception de cette recette au budget de la Ville, chapitre 934 ;
- d'approuver et d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer la convention jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**28. Convention entre le CIRAD et la Ville de Montpellier  
Réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux  
(Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant)**

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a autorisé la réservation de berceaux au sein d'établissements d'accueil du jeune enfant (E.A.J.E.) municipaux au profit de salariés d'organismes publics ou privés et en contrepartie d'une redevance annuelle.

La réservation de berceaux municipaux présente pour la Ville l'avantage de favoriser la mixité sociale au sein de certains E.A.J.E. municipaux en accueillant des enfants de familles n'étant pas exclusivement issues du quartier.

Pour répondre à la demande du CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement) de réserver six places à la crèche Agropolis, il est proposé au Conseil municipal de valider une convention de réservation de berceaux. Les places réservées donnent lieu à une contractualisation de l'accueil conformément au règlement de fonctionnement des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans de la Ville de Montpellier.

La convention jointe en annexe sera conclue à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018, pour une période initiale d'un an, renouvelable tacitement trois fois maximum. Conformément à la délibération du 3 avril 2018, le CIRAD versera à la Ville une redevance, fixée pour l'année 2018-2019 à 6 060 € par berceau réservé, dont le montant sera révisé à chaque date anniversaire de reconduction annuelle.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de passer avec le CIRAD une convention de réservation de berceaux dans les E.A.J.E. municipaux pour une durée initiale de 1 an, renouvelable tacitement trois fois maximum ;
- d'approuver la perception d'une redevance annuelle pour chaque berceau réservé d'un montant de 6 060 € pour l'année 2018 - 2019 et du montant révisé, par délibération, pour les périodes suivantes ;
- d'autoriser la perception de cette recette au budget de la Ville, chapitre 934 ;
- d'approuver et d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée, à signer la convention jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Même chose. Madame DASYLVA nous propose une convention avec le CIRAD pour la réservation de berceaux pour les futurs petits chercheurs qui seront premiers à Shanghai. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Mesdames Stéphanie JANNIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, avec la procuration de Monsieur Vincent HALUSKA, Samira SALOMON, Véronique PEREZ, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, avec la procuration de Madame Chantal LEVY-RAMEAU, entrent en séance.*

## **29. Convention Ville - Montpellier Méditerranée Métropole - Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault- Autorisation de signer**

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier met en œuvre une politique publique volontariste destinée à promouvoir l'artisanat sur le territoire communal. La Ville de Montpellier met en avant les savoir-faire locaux au travers de ses manifestations commerciales qui permettent aux créateurs de se faire connaître auprès du grand public. Afin d'approfondir cette démarche et de favoriser l'implantation de jeunes artisans sur son territoire, la Ville de Montpellier a identifié des locaux en centre-ville pour les proposer à des artisans d'art et à terme créer un véritable circuit de l'artisanat d'art renforçant l'attractivité du centre historique.

Montpellier Méditerranée Métropole met également en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille.

Dans cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une action de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Montpellier Méditerranée Métropole accompagne l'implantation d'entreprises artisanales sur une offre foncière en parc d'activités et une offre immobilière, ateliers et bureaux, adaptée aux besoins. Il s'agit par exemple des villages d'entreprises artisanales et de services ou d'autres dispositifs tels les Ateliers Eco-Artisans au nord de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole a reçu le label Ville et Métiers d'art en juin 2018.

La Ville de Montpellier et la Métropole travaillent en étroite collaboration avec la Chambre syndicale Ateliers d'Art de France afin de dynamiser la filière des métiers d'art sur le territoire. L'implantation d'AAF rue de l'Université ainsi que l'organisation du Salon Ob'Art représentent un

signal fort de ce partenariat et contribuent à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme « Ville Métiers d'Art », en valorisant et en préservant le développement économique des métiers d'art sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé de renforcer le partenariat avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, au travers d'une convention cadre, dans le but de développer l'artisanat et d'assurer la lisibilité des politiques publiques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole auprès des artisans.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault (CMA) est un établissement public administré par des artisans. Elle a pour vocation de représenter les intérêts généraux de l'artisanat auprès des pouvoirs publics. La CMA travaille en étroite collaboration avec les Organisations Professionnelles représentatives de l'Artisanat chargées de la défense des intérêts particuliers des différents métiers.

En outre, l'immatriculation obligatoire au Répertoire des Métiers fait couvrir à la CMA la totalité du monde artisanal. Toute entreprise ayant une activité économique de production, de bâtiment, de services ou relevant des métiers de bouche doit être immatriculée au Répertoire des Métiers qui édite aussi les statistiques du secteur.

De la création à la transmission, en passant par toutes les phases de développement, la CMA a une fonction fondamentale d'appui et de conseil. La CMA procède également à toutes les études liées à la solution des problèmes techniques, économiques et sociaux relatifs au secteur des métiers (PLU, déchets...).

La Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la CMA, souhaitent développer leur partenariat, en mettant en place des actions communes définies dans la présente convention.

Les axes de partenariat portent sur :

- La formation, l'emploi et l'insertion
- La promotion des métiers de l'artisanat et l'implantation des entreprises
- La transition numérique et l'innovation
- L'artisanat d'art et l'attractivité du territoire.

Des conventions d'application thématiques pourront être établies afin de prévoir les modalités de mises en œuvre des actions découlant de la présente convention cadre.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :**

- D'approuver le projet de convention cadre entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambres des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault ;
- D'Autoriser Monsieur le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer la présente convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** C'est la convention que nous allons bientôt signer avec le Président de la Chambre des Métiers. Cela concerne la formation, la promotion des métiers de l'artisanat et de l'implantation des entreprises ainsi que la transition numérique, l'innovation, l'artisanat d'art et l'attractivité du territoire. Madame ROUSSEL.

**Brigitte ROUSSEL GALIANA :** Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier met en œuvre une politique publique volontariste destinée à promouvoir l'artisanat sur le territoire communal. La Ville de Montpellier met en avant les savoir-faire locaux au travers de ses manifestations commerciales qui permettent aux créateurs de se faire connaître auprès du grand public notamment au moment des Estivales, des Hivernales et de certaines manifestations que nous organisons concernant les métiers d'art. La Ville favorise l'implantation de jeunes artisans sur son territoire, par exemple avec la rue du Général Vincent qui est en train de se créer mais également, à titre privé, des personnes ont pensé qu'il valait mieux louer afin de remplacer certains commerces par de l'artisanat d'art et de l'artisanat tout court.

Les objectifs sont de créer de la richesse, de l'emploi – vous venez de le dire – et d'accentuer une dynamique commerciale sur la Ville de Montpellier tout au long de l'année. À Montpellier, on ne voit pas cette sécheresse commerciale que l'on peut observer dans de nombreuses villes au niveau national.

**M. le Maire :** Dites ce que vous avez entendu à Strasbourg ou à Mulhouse. Dites-le.

**Brigitte ROUSSEL GALIANA :** A Metz.

**M. le Maire :** Attendez deux secondes. Répétez mot à mot ce qu'a dit Monsieur le député, absent aujourd'hui, sur le centre-ville de Montpellier au congrès de Metz où vous étiez. Dites-le publiquement.

**Brigitte ROUSSEL GALIANA :** Au congrès de Metz, où j'étais, où je me suis rendue, j'ai trouvé Monsieur le Président des centres-villes de France qui n'est autre que Monsieur le député Patrick VIGNAL.

**M. le Maire :** Qu'est-ce qu'il a dit ?

**Brigitte ROUSSEL GALIANA :** Il a dit que notre politique en termes de stationnement était parfaite.

**M. le Maire :** Qu'il est gentil ! Quand il est à Metz, il dit qu'on est gentil et il ne veut pas le dire ici. Patou, reviens. Il faut que tu te mettes là. Dis-le à nous, ça nous fera plaisir. Merci Madame ROUSSEL.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Madame Sabria BOUALLAGA sort de séance.*

### **30. Culture et Patrimoine**

#### **Attribution de subventions à des associations culturelles**

#### **Exercice 2018**

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, dont l'impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts visuels, la culture scientifique et technique, le pluri discipline ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 8 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 54 500 € au titre de l'exercice 2018.

Code	Nom de la structure	Nature	Montant
	<b>ARTS VISUELS ET MEDIAS</b>		
107	LES AMIS DE JEAN VIGO	Fonctionnement	2 300
	<b>CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE</b>		
1879	ACADEMIE DES SCIENCES ET LES LETTRES DE MONTPELLIER ALSM	Fonctionnement	1 500
	<b>PLURI DISCIPLINES</b>		
4520	LE GARAGE ELECTRIQUE	Fonctionnement	4 000
	<b>SPECTACLE VIVANT / Danse</b>		
4265	ATTITUDE	Fonctionnement	8 700
4265	ATTITUDE	Projet	20 000
	<b>SPECTACLE VIVANT / Théâtre</b>		
231	THEATRE EN FLAMMES CREATEF	Projet	1 500
432	ASSOCIATION DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC	Fonctionnement	5 000
432	ASSOCIATION DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC	Projet	4 000
3471	COMPAGNIE DES NUITS PARTAGEES	Fonctionnement	2 500
5016	LES PERLES DE VERRE	Projet	5 000



		<b>TOTAL</b>	<b>54 500</b>
--	--	--------------	---------------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 933.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 54 500 €;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Isabelle MARSALA – Culture et patrimoine – attribution de subventions. Donnez-nous quelques subventions que vous proposez pour les associations et les artistes.

**Isabelle MARSALA :** Vous me prenez de court. Ce sont quelques subventions qui restaient, qui n'ont pas été traitées en amont au moment des budgets il y a trois mois. On ne peut pas abandonner des associations en cours de route même si leur demande est tardive, même si le dossier est mal ficelé. On récupère ces dossiers en fin d'année et on les retravaille avec les services et les associations ce qui nous permet de vous les représenter. Nous avons là plusieurs dossiers : le Garage électrique est une association qui travaillait jusqu'à présent sur la Friche à Mimi. Maintenant, toutes les personnes qui y travaillaient sont relogées dans le privé. Nous travaillons avec le théâtre de la Vista qui va rouvrir à la Chapelle à partir du mois de janvier. Il se passe quelque chose d'assez énorme et d'intéressant puisqu'on arrive à très bien travailler main dans la main avec la Vista.

**M. le Maire :** Oui et nous investissons 400 000 € pour réhabiliter la Chapelle pour que la Vista puisse s'y installer.

**Isabelle MARSALA :** Je voulais vous citer également les Perles de verre qui travaillent sur un théâtre dans le quartier du Cours Gambetta. C'est quelque chose qui est très important parce que ce sont de petites jauges avec des petits spectacles qui sont travaillés en direct avec le public et des conférences autour du théâtre qui sont présentées. Il était très important de pouvoir retravailler avec ce théâtre qui s'appelle la Baignoire. Ça a, effectivement, la taille d'une salle de bains. On y est très bien. C'est un travail de fond et de fourmi qui est fait sur le territoire. Montpellier, ce n'est pas uniquement les grands festivals, c'est aussi sa scène artistique. Il faut travailler avec cette scène artistique de façon très serrée pour lui permettre de s'épanouir et d'apporter sa note si particulière.

**M. le Maire :** Isabelle, merci beaucoup. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

J'ai oublié tout à l'heure de vous parler de l'artisanat d'art. Comme l'ambiance est bonne ce soir, je vais faire un petit flash-back. Quand nous avons été élus, j'ai rencontré l'ancien président d'Ateliers d'Art de France qui avait passé une convention avec la Ville.

Celle-ci intégrait trois points :

- ils rachetaient la chapelle de la Visitation dans la rue de l'Université et ils la réhabilitaient à leurs frais pour faire la nef qui est aujourd'hui magnifique ;
- nous nous engageons à subventionner le festival Ob'Art au Corum sur les artisans d'art ;
- la Ville s'était également engagée à favoriser les parcours des métiers d'art et l'installation des artisans d'art ; ce que nous faisons comme l'a dit Brigitte ROUSSEL rue du Général Vincent, îlot Péliissier, Figuerolles.

Quelle ne fut pas ma surprise de voir que le contrat n'avait jamais été signé et que les pauvres représentants de l'association Ateliers d'Art de France avaient investi sur la chapelle de la Visitation et n'avaient pas eu en retour les gages de subventionnement du salon Ob'Art et l'engagement de la Ville à créer les échoppes pour les artisans d'art. J'ai donc demandé que le dossier soit réétudié et nous avons enfin régularisé la convention. Sinon, cela pouvait mettre en péril Ateliers d'Art de France. Petit détail au débotté, au tournant de la conversation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### **31. Attributions de subventions dans le cadre des thématiques SANTE et DROITS DES FEMMES - Exercice 2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type	Montant
1763	SOS RETINITE FRANCE	Fonctionnement	1 300 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Dans le cadre de la thématique **DROITS DES FEMMES**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3855	MOUVEMENT CITOYENNES MAINTENANT	Fonctionnement		450 €
3855	MOUVEMENT CITOYENNES MAINTENANT	Projet	EXPOSITION «L'EGALITE FILLE/GARÇON, C'EST BON POUR	500 €

			LES DROITS DE L'ENFANT »	
4703	AMICALE DU NID	Fonctionnement		1 300 €
<b>TOTAL</b>				<b>2 250 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 3 550 €;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Qui demande des précisions à l'adjointe à la prévention, Caroline NAVARRE ? Nous allons pérenniser Octobre rose cette année. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

C'est l'occasion pour moi de remercier Caroline pour le travail qu'elle fait sur la prévention parce que la Ville fait beaucoup de manifestations de sensibilisation des publics.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Messieurs Alex LARUE et Jacques DOMERGUE sortent définitivement de séance.*

## **32. Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Compléments à la délibération V2017-452**

### **I. REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC : MAISON POUR TOUS LOUIS FEUILLADE**

La nouvelle Maison pour tous Louis Feuillade ouvre un théâtre de quartier de 150 places, il accueillera une programmation régulière, des propositions associatives, ainsi qu'un studio vidéo pour accompagner les projets des vidéastes et cinéastes amateurs.

Ces deux espaces pourront être mis à disposition selon les tarifs suivants :

<b>Théâtre</b>	<b>Tarifs 2018</b>
Tarification pour matinée	35 €
Tarification pour après-midi	60 €
Tarification pour journée répétition	85 €

Tarification pour 1/2 journée avec une répétition et/ou montage et une représentation	115 €
Tarification pour représentation à partir du deuxième soir	90 €
Tarification pour 1 journée complète et une représentation	150 €
Tarification pour une représentation à partir du 6ème soir	remise de 25%
Caution location	450 €

Studio vidéo	Tarifs 2018
Tarification / heure	15 €

## II. SERVICES A LA POPULATION

Après avoir consulté les acteurs de la communauté éducative, la Ville de Montpellier et l'Education Nationale ont défini un cadre de mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires pour la rentrée 2018 avec un retour à la semaine de 4 jours. Cette nouvelle organisation impacte les temps d'accueils périscolaires ainsi que les centres de loisirs municipaux qui ouvriront le mercredi en journée complète.

Il convient en conséquence de mettre à jour la délibération des tarifs municipaux afin de tenir compte de ces nouvelles modalités.

Les tarifs appliqués restent quant à eux inchangés.

### 1. LA RESTAURATION SCOLAIRE

La cuisine centrale municipale, titulaire d'un agrément sanitaire européen, fabrique et livre près de 11 000 repas par jour dans les restaurants scolaires des écoles publiques de la Ville de Montpellier.

#### ▪ Modalités de détermination des tarifs

L'application d'un taux d'effort génère une tarification individualisée ce qui garantit aux usagers l'accès à une tarification équitable et permet d'avoir un tarif qui évolue selon le revenu des familles et leur composition. Ce dispositif évolue en fonction des ressources et des capacités contributives des familles.

Le prix des repas réservés sera compris entre 1,75 et 4,95 euros. Il convient de rappeler que le coût global du repas, y compris l'encadrement des enfants, dépasse les 9 euros et que la collectivité intervient pour favoriser l'accès au plus grand nombre d'élèves à une restauration saine et équilibrée.

$\text{Tarif} = \text{Part fixe} + (\text{Taux d'effort} \times \text{Revenu mensuel avant abattement}) \text{ encadré par un plancher et plafond}$
---

Les revenus pris en compte sont :

- **Pour les allocataires de la CAF** qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués

par la CAF (source CDAP à partir du numéro CAF de la famille) ;

- **Pour les autres usagers**, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

La mise à jour des revenus à lieu une fois par an : le 1er août. Le calcul du nouveau tarif de la famille sera applicable à la rentrée scolaire suivante.

▪ **Modalités de réservation des repas et des accueils :**

Pour faciliter la planification des activités et des encadrants nécessaires, les familles doivent réserver les temps d'activités périscolaires et la restauration scolaire pour toute la durée de la période entre deux vacances scolaires ou pour toute l'année scolaire. La période de réservation est ouverte 2 semaines avant le début de chaque vacance scolaire et dure deux semaines. Par exception, en septembre les réservations restent ouvertes jusqu'à la fin de la première semaine de classe.

Quatre modes de réservation sont possibles :

- **Par internet via le site de la ville :** [www.montpellier.fr](http://www.montpellier.fr) (identifiant famille et code PIN communiqués avec « Ma carte / Carte midi ») ;
- **Dans chaque école**, sur rendez-vous avec le responsable d'accueil périscolaire ;
- **Au service Prest'O** à l'Hôtel de Ville ;
- **Dans les mairies de proximité** Tastavin, François Villon, Aubes-Pompignane et Mosson.

Tarifs applicables à partir du 03/09/2018 :

TARIFICATION POUR LES REPAS RESERVES				
Prix par enfant inscrit	Part fixe	Taux d'effort	Tarif mini	Tarif maxi
Famille avec 1 enfant à charge	1,15 €	0,09%	1,75 €	4,95 €
Famille avec 2 enfants à charge	1,04 €	0,08%		
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,92 €	0,07%		
TARIFICATION OCCASIONNELLE				
Pour chaque repas consommé sans réservation préalable selon les modalités prévues par la Ville, une majoration forfaitaire de 1,50 € est appliquée aux tarifs ci-dessus				
TARIFICATIONS SPECIFIQUES				Tarif unitaire
Repas d'urgence sociale (personne dont la situation administrative est en cours de régularisation)				1,75 €
Prise en charge temps méridien sans repas				1,50 €

Repas Adulte	6,60 €
Repas et prise en charge – Enfant sans dispositif « Ma carte / Carte midi »	4,95 €
Remplacement « Ma carte / Carte midi »	10,00 €

## 2. LES ACCUEILS DE LOISIRS ASSOCIES A L'ECOLE (ALAE) :

Les tarifs des accueils périscolaires seront compris entre 0,40 € et 0,80 €.

*Les modalités de calculs, les revenus pris en compte ainsi que les modalités de réservation sont identiques à ceux de la restauration scolaire (cf. 1.2)*

TARIFICATION POUR LES ACCUEILS	Part fixe	Taux d'effort	Tarif mini	Tarif maxi
ACCUEILS MATIN : 7H45-8H30 (ou 8H45 si horaire dérogatoire) ET ACCUEILS SOIRS : 17H30-18H30 ou 17h45-18h30 si horaire dérogatoire (prix par enfant inscrit)				
Famille avec 1 enfant à charge	0,32 €	0,012 %	0,40 €	0,80 €
Famille avec 2 enfants à charge	0,29 €	0,010 %		
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,26 €	0,009 %		
Accueil après la classe ou Etude surveillée 16h30-17h30 (ou 16h45-17h45 si horaire dérogatoire)	GRATUIT			
TARIFICATIONS SPECIFIQUES				Tarif unitaire
Pénalités appliquées à chaque retard à compter du 2 <sup>ème</sup> retard constaté dans l'année scolaire le lundi, mardi, jeudi, vendredi après 18H30				10 €

## 3. LES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT (ALSH) :

Les Accueils de Loisirs municipaux sont des structures de proximité qui accueillent les enfants de 3 à 12 ans les mercredis et les vacances scolaires en leur proposant de nombreuses activités sur la base de thèmes ludiques, sportifs et culturels. 21 centres sont répartis sur la Commune représentant **1 200 places par jour**.

### ▪ Modalités de détermination des tarifs

Le tarif par journée et par enfant est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au revenu mensuel avant abattement de la famille. Un tarif plancher et plafond s'appliquent à l'issue du calcul. Cette tarification permet de lisser l'effort des familles selon leurs revenus.

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas. Le mode de calcul du prix du repas est le même que celui fixé pour les restaurants scolaires.

<b>Tarif journée (sans repas) = Taux d'effort x revenu mensuel avant abattement</b>
---

▪ **Les revenus pris en compte**

**Pour les allocataires de la CAF** qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués par la CAF (source CDAP à partir du numéro CAF de la famille) ;

**Pour les autres usagers**, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

La mise à jour des revenus à lieu une fois par an : le 1er août. Le calcul du nouveau tarif de la famille sera applicable à la rentrée scolaire suivante. Néanmoins, à la demande des familles, une actualisation du calcul des tarifs peut s'opérer en cours d'année.

Tarifs applicables à partir du 03/09/2018 :

Nombre d'enfants	Taux d'effort	Tarif plancher	Tarif plafond
1 enfant	0,587 %	7,00 €	16,10 €
2 enfants	0,536 %	6,50 €	14,60 €
3 enfants	0,485 %	5,50 €	13,90 €
Famille avec enfant handicapé	Application du taux d'effort inférieur		
Demi-journée	60 % du prix de la journée		

A noter que ces tarifs s'appliquent également dans les 5 ALSH ADOS\* municipaux ouverts aux 12-17 ans, les mercredis et vacances scolaires (sauf les jours fériés).

\*Maisons Pour Tous Antoine de Saint-Exupéry ; Boris Vian ; François Villon et l'Escoutaire

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter les tarifs de redevance d'occupation du domaine public relatif à la maison pour tous Louis Feuillade ;
- De préciser qu'ils seront applicables dès que la présente délibération sera exécutoire ;
- D'approuver les modifications liées au retour à la semaine de 4 jours et de préciser qu'elles seront applicables au 03/09/2018

**Michaël DELAFOSSE :** J'espère que vous avez réactualisé le site Internet sur les horaires de piscine puisque c'est 14 h 30 la fermeture pour Neptune.

**M. le Maire :** Il y a des animations l'après-midi.

**Michaël DELAFOSSE :** Mais, c'est fermé au public.

**M. le Maire :** Non, ils s'inscrivent.

*[Échanges hors micro]*

**Jean-Luc COUSQUER :** A l'inauguration de l'opération l'Été à la Mosson, j'ai pu exactement voir quelles étaient les activités proposées au centre Neptune qui est un des points d'appui les plus forts de cette opération où le grand bassin est ouvert pour certains de ces couloirs pendant toute la journée, où le bassin couvert et la pataugeoire sont ouverts toute la journée pour tous les gamins, où les mêmes enfants peuvent, s'ils le veulent, avoir des activités à partir de 17 heures sur le stade Jean Bouin et dans les coursives du stade de la Mosson. Nous avons une opération complète qui prend les enfants de 6 ans à 14 ans et pour lesquels l'accès à Neptune n'est absolument pas restreint.

**M. le Maire :** Monsieur EL KANDOUSSI puis Monsieur LEVITA et Monsieur TRAVIER.

**Abdi EL KANDOUSSI :** Simplement comme information : ce point de l'Été à la Mosson a été voté à la Métropole. C'est peut-être pour cette raison que Monsieur DELAFOSSE a raté cette information. Cela a été voté à l'unanimité et applaudi par l'ensemble des conseillers métropolitains puisque cela permet aux enfants de la Paillade mais également à ceux de Montpellier de venir participer aux animations sur le centre Neptune qui est donc ouvert le matin et qui est également ouvert l'après-midi mais de manière organisée ; c'est pour cela qu'on appelle ça des animations d'été. Tout simplement.

**M. le Maire :** Monsieur LEVITA.

**Max LEVITA :** Je ne vais pas vous parler de la piscine mais du tarif puisque la proposition de Monsieur DELAFOSSE me paraît un peu courte. Il y a plusieurs tarifs et je voudrais savoir sur lequel exactement il vote contre. Premièrement, on vous propose des tarifs pour la Maison pour tous Louis Feuillade. On met en place des tarifs de location qui sont calés sur les autres tarifs des Maisons pour tous. Deuxièmement point, on vous propose des tarifs pour les services de restauration scolaire en précisant comment cela fonctionne. Je voudrais souligner, Monsieur le Maire – car je trouve qu'on ne le souligne jamais assez – que grâce à l'engagement de Madame MARSALA – parce que c'est elle qui l'a voulu et nous l'avons accompagnée –, les tarifs pour la restauration scolaire vont de 1,75 € à 4,95 € et qu'il y a une répartition à peu près égale pour chaque niveau de tarif, ce qui n'était pas le cas précédemment. Précédemment, on avait une tarification dite sociale pour laquelle on n'avait pas de consommateur. C'est le type même de politique hypocrite contre laquelle nous nous sommes élevés et grâce au courage de Madame MARSALA nous avons mis cette solution en place.

Troisième point sur les accueils de loisirs associés à l'école : ces tarifs, du fait de la disparition des TAP, remettent en place le système qui existait auparavant.

Quant au troisième tarif qui est les accueils de loisirs sans hébergement, c'est la reprise intégrale de ce qui existait auparavant sans aucune modification. Monsieur DELAFOSSE, vous votez donc contre ce que vous avez décidé dans les mandats précédents. Je vous remercie.

**Bernard TRAVIER :** Monsieur le Maire, chers collègues, je voudrais dire aussi à Monsieur DELAFOSSE qu'avec Madame YAGUE nous faisons en sorte de permettre l'accès aux activités



sportives et culturelles à ceux qui ne pouvaient pas éventuellement payer l'entrée. Comment fait-on ? En subventionnant l'association Culture et Sport solidaires. Cette association s'est réunie le 28 juin et, à ma grande surprise, aucun représentant du Département n'a jugé utile de venir. La charité, chez certains, est limitée par le Domaine d'O.

**M. le Maire :** Dites-moi, Monsieur TRAVIER, Culture et Sport solidaires est présidée par Monsieur GERMAIN-GERAUD ?

**Bernard TRAVIER :** Oui.

**M. le Maire :** Voilà l'explication. Monsieur GERMAIN-GERAUD est l'ancien directeur du service social du Département de l'Hérault. Cela veut dire que Monsieur GERMAIN-GERAUD qui, à la culture du Département de l'Hérault, avec qui j'ai beaucoup travaillé, nous fait confiance.

**Bernard TRAVIER :** Nous l'avons reçu l'année dernière, c'était plein à craquer. Cette année, à l'auditorium du Musée Fabre, ils ont refusé des participants parmi les éducateurs, les directeurs d'établissement. Je ne sais pas si Monsieur DELAFOSSE entend mais j'ai regretté qu'il n'y ait pas un élu investi dans le social au Département qui participe à cette réunion importante.

**M. le Maire :** Ne dites pas du mal du Département de l'Hérault.

**Bernard TRAVIER :** Ce n'est pas du mal. C'est le regret d'une absence.

**M. le Maire :** Le Département de l'Hérault, c'est ma deuxième famille après la Ville et la Métropole. Ça fait la troisième... D'ailleurs, je vais faire une confidence aux journalistes qui ont le courage de rester jusqu'à la fin et à tous nos collègues : je me suis inscrit à l'Amicale des anciens conseillers généraux de l'Hérault avec André VEZINHET, Loulou CALMELS, mon ami Francis CROS de la Salvetat-sur-Agoût et d'autres. Je vais donc regarder cela un peu plus de l'intérieur même si, dans une Amicale – Monsieur TRAVIER, vous le savez – on est sur un strapontin.

**Michaël DELAFOSSE :** Je vais répondre à la question de Monsieur LEVITA, si vous me le permettez. Je suppose qu'il n'y a pas de vote dissocié. Traditionnellement, vous l'avez toujours refusé. C'est un vote global. Je vous rappelle donc que sur les tarifs de cantine, on est constant sur la position de la réservation de deux mois. Pour le mercredi matin, ce sera difficile pour les familles. C'est notre position et en matière d'hypocrisie, Monsieur LEVITA, vous êtes élu depuis 1983, et beaucoup de références ont été faites à l'ancien mandat : charité bien ordonnée commence par soi-même.

**Max LEVITA :** Je pensais que vous alliez sortir des trucs de cet acabit. Je suis membre de la majorité depuis 1983. Je ne regrette rien. Je n'ai jamais voté contre quelque opération que ce soit de Madame MANDROUX. En ce qui concerne la restauration scolaire, vous savez que c'est un projet que j'ai porté dans l'ancien mandat que je n'ai pas pu faire aboutir, qui n'a pas abouti. Madame MARSALA a accepté d'en prendre le courage politique et nous l'avons mis en place. C'est une très belle opération qui nous fait honneur et c'est pour cela que je la souligne. Quant à me mettre en difficulté, en matière d'hypocrisie, je ne prends pas part aux discussions stupides dans lesquelles vous essayez de nous engager.

**M. le Maire :** Monsieur DELAFOSSE, vous dites souvent : vous êtes là depuis 1995, depuis 1983 mais je vais vous dire, il y a des mecs à 80 ans qui sont verts comme des poireaux et à 40, ils sont mous comme des chiques. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? C'est la vie, c'est comme

ça. On ne peut pas changer le monde. Il y a des gars à 80 ans qui cassent tout et il y en a à 20 ans qui ont peur de tout. Je n'y peux rien. Ce n'est pas juste. C'est vrai. Mais, c'est la réalité

Poursuivons. Qui est contre ? Six. Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 51 voix

Contre : 6 voix (Michaël DELAFOSSE avec la procuration d'Hervé MARTIN, Julie FRÊCHE avec la procuration de Clare HART, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Françoise BONNET)

Abstention : 0

### **33. Diagnostic global d'entrée relatif à l'expérimentation de la certification des comptes - Rapport d'observations définitives - Synthèse à l'assemblée délibérante**

La loi n°2015-991 du 07 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, prévoit que « la Cour des comptes conduit, en liaison avec les chambres régionales des comptes, une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements. Cette expérimentation doit permettre d'établir les conditions préalables et nécessaires à la certification des comptes du secteur public local, qu'il s'agisse de la nature des états financiers, des normes comptables applicables, du déploiement du contrôle interne comptable et financier ou encore des systèmes d'information utilisés. Cette expérimentation est ouverte, trois ans après la promulgation de la présente loi, pour une durée de cinq ans ».

Cette démarche est donc une nouvelle étape dans l'évolution des finances publiques et de leur contrôle.

Après avoir candidaté à l'expérimentation de la certification de ses comptes, la Ville fait partie des 25 collectivités (dont 10 communes) retenues pour engager la démarche de certification garantissant le niveau de qualité de tenue de leurs finances. Sur les 10 communes retenues parmi les 25 lauréats, deux communes seulement comptent plus de 200 000 habitants : Montpellier et Paris.

La Ville de Montpellier, qui souhaite être pionnière de cette nouvelle évolution des finances publiques, s'est engagée dans la démarche d'expérimentation de la certification de ses comptes, dans l'objectif de rationaliser ses procédures internes et d'améliorer la fiabilité de ses états financiers.

Dans le cadre de la convention définissant les modalités de mise en œuvre de l'expérimentation à la certification des comptes de la Ville, et en application de l'article 110 de la loi du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la formation commune à la Cour et aux chambres régionales des comptes a arrêté la synthèse annexée à la présente délibération.

Cette synthèse qui fait suite à la première phase de l'expérimentation, retranscrit les recommandations que la Ville doit mettre en place pour que ses comptes puissent être certifiés. Elle pointe notamment :

- L'actualisation des montants des participations financières détenues: sur ce point, la Ville et son comptable public ont procédé à la régularisation des immobilisations financières inscrites dans le bilan de la collectivité.

- La comptabilisation des opérations de transferts à la Métropole : Sur le dernier semestre, des transferts d'immobilisations immobilières ont été réalisés entre la Ville de Montpellier et la Métropole pour un montant de 210 819 609,37 €. A ce même conseil municipal, des actifs seront transférés à la Métropole en pleine propriété pour un montant de 360 012 458,94 € représentant ainsi au total 570 832 068,30 €.
- La mise en place des inventaires physiques : l'inventaire comptable est à jour au 31/12/2017 mais pour renforcer sa sincérité et l'exhaustivité des biens retranscrits, la Ville a débuté l'élaboration d'une procédure plus formalisée de suivi de l'inventaire physique de la collectivité. Il est noté que cette recommandation concerne 23 collectivités sur les 25 expérimentatrices.

Cette synthèse clôture la phase 1 de l'expérimentation de la certification des comptes des collectivités locales. La phase 2 consistera à mener en accompagnement de la cour des comptes des audits ciblés sur certaines thématiques jusqu'en 2019. La 3<sup>ème</sup> étape sera la certification à blanc par un commissaire aux comptes des comptes de la Ville sur les exercices 2020 à 2022. La certification réelle interviendra sur l'exercice 2023. Chaque phase donnera lieu à une synthèse à soumettre au Conseil Municipal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de la synthèse du diagnostic global d'entrée.**

Le Conseil municipal prend acte.

### **34. Apurement annuel des régies Exercice 2018**

Chaque opération menée par les régisseurs de la Ville fait l'objet d'une vérification quotidienne et de vérifications ponctuelles par les services du comptable.

Au cours de l'année 2017, ces contrôles ont fait apparaître un écart global de 170.00 € concernant 2 régies.

- Régie des Marchés Permanents
- Régie Maison pour Tous Albert Camus

Chaque régisseur doit, lorsqu'un écart apparaît, soit signaler l'erreur matérielle et en expliquer la cause, soit déposer plainte dès lors que le déficit a été causé par un vol.

Les deux régisseurs concernés ont suivi la procédure définie ci-dessus.

Un accord de sursis de paiement a été notifié à chaque régisseur, suite à leur demande écrite et conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu'« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

La Ville a, par la suite, été destinataire des demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par les régisseurs.

La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur. Le déficit de ces deux régies résulte de ces circonstances.

Une remise gracieuse des sommes mises à la charge des régisseurs peut être envisagée, en tenant compte des circonstances d'apparition du déficit.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil municipal est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. Le Trésorier Payeur Général statuera ensuite sur celles-ci.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :**

- Donner un avis favorable, en accord avec la Trésorière Municipale, à ces demandes de remise totale détaillées ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Date du constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis du Trésorier
Marchés Permanents	M. JARRY	20.00 €	10 Novembre 2017	Avis favorable à une remise gracieuse totale
Maison pour tous Albert Camus	Mme MYR	150.00 €	7 Décembre 2017	Avis favorable à une remise gracieuse totale

- De dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2018 aux chapitres 936 et 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à ces demandes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### **35. Admission en non valeur Exercice 2018**

Madame la Trésorière Municipale a transmis à l'ordonnateur l'état des titres qui s'avèrent irrécouvrables. La Ville, après analyse, donne suite à cette demande pour un montant total de 17 540, 79 €.

Ce montant est accepté en non-valeur (la liste des titres est annexée à la présente délibération). Il s'agit des titres correspondant à des créances minimales de 2012 à 2016.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De donner suite à la proposition de la Trésorière Municipale pour un montant de 17 540.79 € pour les admissions en non-valeur, dont la liste est jointe à la présente délibération et le montant prévu au budget 2018 au chapitre 943.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### **36. Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier**

Par délibération n°2013/228 du 6 mai 2013 et conformément à l'article 1<sup>er</sup> du décret n°96-523 du 13 juin 1996 (article R 221-10 du code des communes) pris pour l'application de l'article L 2321-2 du C.G.C.T., qui précise que : « sont tenues d'amortir les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants », la Ville de Montpellier a procédé à la mise à jour de ses durées d'amortissement.

Par délibération n°V2017/333 du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a procédé à une nouvelle mise à jour suite à la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57. Suite à la parution d'un nouveau plan de comptes M57 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2018, il apparaît nécessaire de mettre à jour la délibération du 3 novembre 2017 en rajoutant les nouveaux articles issus de cette nomenclature.

Les autres dispositions restent inchangées.

Ainsi, la Ville de Montpellier amortira ses biens selon les modalités suivantes :

#### **1) L'amortissement linéaire :**

L'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles seront amortissables selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Il est précisé, d'une part, que l'amortissement est calculé à partir du début de l'exercice suivant la date de mise en service et d'autre part, que tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation réforme ...). Enfin le plan

d'amortissement ne pourra être modifié qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien (cette modification faisant l'objet d'une délibération) ;

- 2) Le seuil d'amortissement en dessous duquel les biens sont amortis en un an est fixé à 2 000€.

Est retenu le seuil de 2 000 euros TTC en valeur unitaire pour les biens qui feront l'objet d'un amortissement dérogatoire sur un an.

A l'issue de cette période, la Ville aura également la possibilité de procéder à la sortie comptable des biens de faible valeur sans pour autant que ces derniers soient physiquement réformés, cédés...

- 3) Les biens amortis et les durées d'amortissement.

Est rappelé que la technique de l'amortissement s'applique obligatoirement à l'ensemble des biens incorporels et corporels (entrant dans le champ d'application de l'amortissement) acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996.

Sont retenues, pour chaque catégorie d'immobilisation amortissable, les durées figurant sur le tableau ci-après :

Articles concernés	Libellé	Durées d'amortissement votées
202	Frais plans d'urbanisme	5
2031	Frais d'étude	5
2032	Frais de recherche et de développement	5
2033	Frais d'insertion	5
204111	Subv. Equip. Etat biens et études	5
204112	Subv. Equip. Etat bât et installation	30
204113	Subv. Equip. Etat projet infrastructure d'intérêt national	40
204114	Subv. Equip. Etat voirie	30
204115	Subv. Equip. Etat monuments historiques	30
204121	Subv. Equip. Région biens et études	5
204122	Subv. Equip. Région bât et installation	30
204123	Subv. Equip. Région projet infrastructure d'intérêt national	40
204131	Subv. Equip. Dép. biens et études	5
204132	Subv. Equip. Dép. bât et installation	30
204133	Subv. Equip. Dép. projet infrastructure d'intérêt national	40
2041411	Subv. Equip. Commune GFP biens et études	5
2041412	Subv. Equip. Commune GFP bât et installation	30
2041413	Subv. Equip. Commune GFP projet infrastructure d'intérêt national	40
2041481	Subv. Equip. Autres Communes biens et études	5
2041482	Subv. Equip. Autres Communes bât et installation	30
2041483	Subv. Equip. Autres Communes projet infrastructure d'intérêt national	40
2041581	Subv. Equip. Group. biens et études	5
2041712	Subv. Equip. SNCF bât. ins.	30

2041723	Subv. Equip. RFF infrastructures	40
204181	Subv. Equip. Org. biens et études	5
204182	Subv. Equip. Org. bâtiments et install.	30
204183	Subv. Equip. Org. Infrastructures	40
20421	Subv. Equip. Privé biens et études	5
20422	Subv. Equip. Privé bâtiment et install.	30
20423	Subv. Equip. Privée Infra.	40
204421	Subv. Equip. Nature Biens et études	5
2045	Subv. Equip versées aux tiers (fonds européens)	5
2046	ACI	15
2051	Logiciels	5
2088	Autres immobilisations incorporelles	5
2114	Terrains de gisement	15
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	20
21321	Immeubles de rapport	30
21533	Autres réseaux câblés	20
21534	Réseaux d'électrification	20
21538	Autres réseaux	20
2154	Voies navigables	30
21561	Matériel roulant incendie	7
21568	Matériel et outillage incendie	10
21571	Matériel ferroviaire	20
21572	Matériel technique scolaire	20
215731	Matériel roulant de voirie	20
215738	Autre matériel et outillage de voirie	20
21578	Autres matériels techniques	20
2158	Installations et outillages techniques	20
2181	Installations générales, agencements	7
21821	Matériels de transport ferroviaire	7
21828	Matériels de transport	7
21831	Matériel informatique scolaire	7
21838	Autre Matériel informatique	7
21841	Matériel et mobilier scolaire	7
21848	Autre matériel et mobilier	7
2185	Matériel de téléphonie	7
2186	Cheptel	1
2188	Autres matériels	7
	Biens de faible valeur unitaire inférieure ou égale à 2000 euros TTC	1

La présente délibération abroge et remplace les délibérations relatives aux méthodes et durées d'amortissement du 6 janvier 1997, du 23 février 2000, du 30 mars 2009, du 6 mai 2013 et du 21 décembre 2017.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- Adopter la méthode et les durées d'amortissement proposées ;
- Adopter le principe de la mise en place de ces nouvelles modalités d'amortissement pour les amortissements passés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;
- Autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### **37. Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Ville de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole**

Afin d'assurer une stricte conformité entre l'inventaire de la Ville de et son actif retracé dans le compte de gestion, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis le 1er janvier 2015 et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du CGCT, la Métropole de Montpellier exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, les compétences suivantes :

- Espace public :
  - Voirie ;
  - Eclairage public ;
  - Espaces verts attenants à la voirie ;
  - Réseaux d'eau pluviale, de communications électroniques, d'électrification, de gaz, ...
- Nettoyement ;
- Défense contre l'incendie ;
- Aire d'accueil des gens du voyage ;
- PLU.

Depuis le 1er janvier 2018, et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence « gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations » (GEMAPI).

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier utilisés pour l'exercice de ces compétences sont transférés à la Métropole en pleine propriété.

La présente délibération a pour objectif d'assurer l'ensemble des régularisations comptables nécessaires.

Toutefois une clause de revoyure est prévue au PV comptable annexé, afin de prendre en compte



tout élément juridique qui nécessiterait un nouvel ajustement comptable.

Il est précisé que :

- La valeur nette comptable des biens transférés s'établit à 360 012 458.94 € à la date du transfert ;
- Que le transfert comptable de la ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- Approuver le PV comptable selon le modèle joint annexé à la présente délibération ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut le Premier Adjoint à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### **38. Rapports annuels des délégataires de service public relatifs à l'exercice 2017 - Réception par la collectivité et analyse par la Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public**

Conformément à l'article L1411-3 du code général des Collectivités Territoriales, les délégataires de service public sont tenus de transmettre à l'autorité délégante un rapport retraçant l'activité de l'exercice écoulé dont les modalités de présentation sont définies par le décret n°2016-86 du 01 février 2016.

La collectivité est tenue de procéder à l'examen de ces rapports qui est confié à la Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public et à la Commission de Consultation des Services Publics Locaux.

L'analyse de ces rapports sera par la suite actée en Conseil municipal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'acter la réception des rapports annuels provisoires des délégataires de service public pour l'exercice 2017 dans les délais conformes à la réglementation en vigueur ;
- De confier l'analyse de ces rapports à la Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public, dont l'examen sera présenté en Conseil municipal ;
- D'autoriser la Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- D'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

### **39. Prise en charge des frais de mission et de représentation dans le cadre d'un mandat spécial - Agents et élus - Approbation**

Les seuils de remboursement des élus et des agents lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour la Ville de Montpellier par délibération n°V2017/344 du Conseil municipal du 3 novembre 2017.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire national, les agents et élus sont remboursés à hauteur de :

- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants (petit déjeuner compris) ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris) ;
- Au réel pour les transports (2<sup>ème</sup> classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel),
- De façon forfaitaire à 15.25 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.

Hors de ce cadre individuel, dans le cadre de l'exercice de leurs mandats locaux, les élus du Conseil Municipal ou les représentants de l'administration peuvent être appelés à effectuer, dans le cadre d'un mandat spécial, des déplacements nationaux et internationaux afin de participer à des événements ou des réunions au sein des instances ou organismes où ils représentent la Ville de Montpellier *ès qualités*.

Il vous est donc proposé de définir ainsi le mandat spécial :

- une mission répondant à cette définition et encadrée par une délibération ad hoc ;
- une mission répondant à cette définition et entrant dans la limite d'une enveloppe budgétaire de 25 000 € pour les élus de la Ville et 9 500 € pour les représentants de l'administration, correspondant aux crédits approuvés à cet effet au budget de la Ville),

et de rembourser dans ce cadre les frais induits au réel pour les élus et agents en représentation de la collectivité

En cas de déplacement d'élus ou administratifs non couvert par cette définition du mandat spécial, les règles prévues dans la délibération n°V2017/344 s'appliqueront.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter les modalités et conditions de prise en charge des frais liés à des mandats spéciaux pour les agents et les élus de la Ville de Montpellier, dans les conditions définies ci-dessus ;
- De dire que la prise en charge de ces frais s'effectue dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**40. Pose d'une horloge sur la façade  
de la Maison Pour Tous Marie Curie  
Autorisation de déposer une Déclaration Préalable de travaux**

L'esplanade Léo Malet, située devant la Maison Pour Tous Marie Curie, est un élément fort de centralité du quartier de Celleneuve et un lieu de rencontre intergénérationnel.

Cette fonction de centralité justifie l'installation d'une horloge au fronton de la Maison Pour Tous.

Pour ce faire, le dépôt d'un dossier de déclaration préalable de travaux est nécessaire.

Le montant de l'opération est d'environ 4 500€ TTC.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les travaux de pose de cet équipement sur la façade de la Maison Pour Tous ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer la déclaration préalable de travaux auprès des services compétents ;
- De prélever le montant de la dépense sur le budget primitif de la Ville, chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Ça, c'est mon affaire : pose d'une horloge sur la façade de la Maison pour tous Marie-Curie. Les boulistes, quand ils jouent, ne voient parfois pas passer le temps. Quand on joue aux boules avec la montre, ça gêne. Il faut avoir les mains libres pour bien jouer aux boules. Ils m'ont demandé lors d'une visite exploratoire du quartier Celleneuve de poser une horloge pour qu'ils puissent lire l'heure sur la façade principale de la Maison pour tous. On aurait pu mettre une grosse horloge énorme. On a choisi une horloge comme ça à peu près, toute simple, sur laquelle on voit bien les numéros de loin, qui est peu onéreuse et qui ne demande pas de grands travaux sur la façade pour pouvoir l'implanter. Je me suis engagé à mettre cette horloge avant la fin du mois de juillet. Elle sera posée avant la fin du mois de juillet.

Qui est contre l'horloge ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

#### **41. AFFAIRE RETIREE**

#### **42. Convention d'occupation temporaire du domaine public des locaux 2 place Pétrarque - Université du Tiers Temps - Avenant n°1**

De par la mise à disposition de locaux pour des associations, la Ville de Montpellier poursuit son action auprès des acteurs associatifs de la Ville.

L'université du Tiers Temps sollicite la Ville pour la mise à disposition d'un local supplémentaire pour étendre ses activités pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2018.

Au vu de l'intérêt communal porté à cette structure, une mise à disposition à titre gracieux d'un local de 30 m<sup>2</sup> leur sera proposé. Cette redevance à titre gracieux constituant une subvention en nature, il convient d'approuver la valeur locative annuelle indiquée dans le tableau attributif ci-dessous, dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'Université du Tiers Temps.

<b>Nom de l'association</b>	<b>Adresse</b>	<b>Valeur locative annuelle</b>	<b>Montant de la redevance minoré</b>	<b>Montant subvention</b>
Université du tiers temps	2, place Pétrarque	3 900 €	0 €	3 900 €

Un avenant à la convention actuelle d'occupation temporaire du domaine public de l'Université du Tiers Temps doit être signé.

#### **En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'avenant à la convention d'occupation temporaire du domaine public joint en annexe ;
- D'approuver la gratuité de cette mise à disposition et de porter au compte administratif de la Ville et de l'université du Tiers Temps le montant de l'aide en nature ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Nicole LIZA, Bernard TRAVIER avec la procuration de Gérard CASTRE, Annie YAGUE.)

#### **43. Convention d'occupation précaire et révocable - Copropriété "Les Jardins d'Anne"**

La Ville de Montpellier est propriétaire de deux parcelles à usage de jardins familiaux au sein de la copropriété « Les Jardins d'Anne » située rue Montels Eglise.

Il s'agit des lots n°24 et n°29. La convention d'occupation précaire du lot n°29 est arrivée à échéance le 31 mars 2018. Ce lot est occupé par Madame Eve Lise BROS depuis 1997 qui souhaite renouveler la convention d'occupation.

Il est proposé d'établir une nouvelle convention précaire et révocable d'une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018. Le montant annuel du loyer est évalué au prorata de la surface occupée et sur la base de 1, 03 euro par an et par m².

Il est donc proposé d'approuver le loyer annuel indiqué dans le tableau attributif ci-dessous :

<b>Nom de l'occupant</b>	<b>Numéro du lot et superficie</b>	<b>Valeur locative</b>	<b>Loyer annuel</b>
Mme BROS Eve Lise	Lot n°29 – 221 m²	227, 63 €	227, 63 €

**En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le loyer annuel proposé à Madame BROS et d'inscrire les recettes correspondantes au budget de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

#### **44. Restauration Eglise Sainte-Croix de Celleneuve - Demande de subvention à la DRAC**

Dans le cadre de la mise en valeur de son patrimoine, la Ville de Montpellier a fait réaliser un diagnostic patrimonial de l'église Sainte-Croix de Celleneuve qui a mis en évidence la détérioration des parements extérieurs de l'église.

Les dégradations sont nombreuses et importantes : éclatement et chute du parement sur 1 à 2 cm d'épaisseur, effritement de la pierre, gonflements, fissures et lézardes, pierres hétérogènes. Un examen sanitaire des pierres est donc nécessaire afin d'établir un protocole de restauration respectant la pierre et adapté à chaque pathologie.

Le montant de ce diagnostic s'élève à 33 369 € H.T. La Direction Régionale des Affaires Culturelles

(DRAC) peut attribuer pour effectuer cette restauration, une subvention de 10 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la réalisation de cette opération ;
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville, chapitre 900 ;
- De solliciter auprès de la DRAC une subvention d'un montant de 10 000€ ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Vous savez que l'église de Celleneuve est une petite église romane qui porte le vocable de Sainte-Croix. Elle était hors les murs comme les deux autres paroisses champêtres que sont Montaubérou et Montels Eglise. Cette église romane est très bien conservée mais il y a des travaux à faire notamment dans sa partie supérieure. Nous allons engager les travaux avec l'aide de la DRAC puisque c'est un édifice classé et que l'urbanisme dépend de cet édifice à 500 mètres à la ronde.

Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**45. Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, Et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation et l'attribution d'un marché de service de « Transport de personnes pour les agents en situation de handicap de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. »**

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a entraîné un important transfert de compétences et a renforcé les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, et notamment avec la ville centre, Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé leur gestion des ressources humaines au sein d'un pôle commun Ressources Humaines et Relations Sociales. Cette évolution s'inscrit dans la démarche de convergence des organisations et des services actuellement mise en œuvre entre les deux structures.

Cette évolution de la politique des ressources humaines nécessite de développer une réflexion commune sur le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap et notamment la prise en charge de certaines actions relevant de cette problématique.

Préalablement à cette mutualisation, chaque entité a conclu ses propres marchés de transport de personnel en situation de handicap.

Ces derniers arrivent à échéance le 30/09/2018.

Dans cette optique de mutualisation et de rationalisation, il apparaît opportun de lancer une consultation conjointe pour que le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales n'ait qu'un seul prestataire à faire intervenir dans le cas où le transport d'un agent communal ou métropolitain en situation de handicap serait nécessaire.

Il est donc envisagé de créer un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un appel d'offre (accord cadre à bons de commande) pour assurer le transport de personnes pour les agents en situation de handicap de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce marché est conclu sans minimum ni maximum.

Il sera conclu pour une durée d'un an reconductible 3 fois.

La Ville de Montpellier sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes. Elle sera chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, seront chargées, chacun pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière du marché.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- approuver le principe d'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la passation d'un appel d'offre (accord cadre à bons de commande) pour assurer le transport de personnes pour les agents en situation de handicap de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville au chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer la convention de groupement de commandes et plus tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Monsieur EL KANDOUSSI, dites-nous un mot sur cette affaire parce que c'est important tout de même.

**Abdi EL KANDOUSSI :** Monsieur le Maire, mes chers collègues, c'est une délibération très importante qui permet de mutualiser l'appel d'offres lancé concernant la Métropole et la Ville de Montpellier permettant aux agents de la Ville de bénéficier d'un service de transport pour accéder à leur lieu de travail. Cela existait déjà mais c'était complètement séparé pour les deux collectivités. Nous avons souhaité, pour un souci de performance, associer les deux collectivités et lancer cette consultation. Elle sera effective dès la rentrée et reconductible trois fois. C'est donc tout bénéfice pour les agents de la Ville qui ont un handicap.

**M. le Maire :** Merci Monsieur EL KANDOUSSI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

#### **46. Modification du tableau des effectifs**

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

##### **Créations de postes :**

###### Filière Administrative :

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : Création de vingt-quatre postes

Adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe : Création de seize postes

Rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe : création de quatre postes

Rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de trois postes

Attaché principal : création d'un poste

###### Filière Technique :

Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : création de cent onze postes

Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de trente-cinq postes

Agent de maîtrise : création de douze postes

Agent de maîtrise principal : création de vingt postes

Technicien : création de deux postes

Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe : création de trois postes

Technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de trois postes

Ingénieur hors classe : création d'un poste

###### Filière Sportive :

Opérateur principal des activités physiques et sportives : création de deux postes

###### Filière Animation :

Adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : création de deux postes

Adjoint d'animation principal de 1<sup>ère</sup> classe : création d'un poste

Animateur : création de six postes

Animateur principal de 2<sup>ème</sup> classe : création d'un poste

###### Filière Sociale :

ATSEM principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de trente-six postes

###### Filière Médico-Sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de vingt-sept postes

Puéricultrice hors classe : création d'un poste

Cadre supérieur de santé : création d'un poste



#### Filière Sécurité :

Brigadier-chef principal : création de quatre postes

#### **Suppression de postes (sous réserve de l'avis du Comité Technique du 09 Juillet 2018) :**

#### Filière Administrative :

Adjoint administratif : suppression de vingt-cinq postes

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de seize postes

Rédacteur : suppression de trois postes

Rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de trois postes

Attaché : suppression d'un poste

#### Filière Technique :

Adjoint technique : suppression de cent douze postes

Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de quarante-cinq postes

Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe : suppression d'un poste

Agent de maîtrise : suppression de vingt postes

Agent de maîtrise principal : suppression de deux postes

Technicien : suppression de trois postes

Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de trois postes

Ingénieur principal : suppression d'un poste

#### Filière Sportive :

Opérateur qualifié des activités physiques et sportives : suppression de deux postes

#### Filière Animation :

Adjoint d'animation : suppression de cinq postes

Adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de quatre postes

Animateur : suppression d'un poste

#### Filière Sociale :

ATSEM principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de trente-six postes

#### Filière Médico-Sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression de vingt-sept postes

Puéricultrice de classe supérieure : suppression d'un poste

Cadre de santé de 1<sup>ère</sup> classe : suppression d'un poste

#### Filière Sécurité :

Gardien-Brigadier : suppression de quatre postes

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.**

**Abdi EL KANDOUSSI :** C'est une délibération classique puisqu'elle permet de régulariser les modifications qui ont été apportées au tableau des effectifs. Simplement, cette année, près de 10 % des agents de la Ville ont bénéficié d'un avancement de grade c'est-à-dire près de 400 agents sur les 4 000 ; avec une grande partie de catégories C qui sont les plus petits salaires de la Ville de Montpellier. Petit élément complémentaire, c'était une promesse de campagne, Monsieur le Maire : la refonte du régime indemnitaire que vous aviez proposée fin 2013 - début 2014 dans notre feuille de route que nous avons portée et qui avait été distribuée à l'ensemble des agents de la Ville. Cela a été fait cette année après un travail de près de 12 mois avec l'ensemble des services de la Ville de Montpellier que je tiens d'ailleurs à remercier. Il s'agit des services des ressources humaines, la Direction générale et les organisations syndicales qui se sont énormément impliquées sur ce dossier. Nous avons réussi à mettre en place cette refonte du régime indemnitaire qui permet de rapprocher la filière technique et la filière administrative qui tire vers le haut les petits salaires de la Ville de Montpellier. Nous l'avons fait, Monsieur le Maire ; vous avez souhaité le faire mais nous ne l'avons pas fait 3 mois avant la fin du mandat. Nous l'avons fait plus de 2 ans avant la fin du mandat pour que les agents de la Ville puissent bénéficier de cet avantage qui ne fait que remercier et mettre en avant leur travail. C'est tout. Je voulais absolument en parler.

**M. le Maire :** Vous avez bien fait parce qu'effectivement la refonte du régime indemnitaire était un engagement de campagne. Le fait d'avoir permis en priorité aux agents de catégorie C d'être promu était aussi un engagement de notre part et nous l'avons réalisé en parfaite transparence avec les organisations professionnelles et syndicales.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

#### **47. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe - Convention - Autorisation de signature**

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

La Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées, sur ce fondement, dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

Il est proposé au Conseil de poursuivre cette démarche par la création d'un service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe (DCGE) unique et identifié pour le pilotage des partenaires externes et contrats complexes, constituant ainsi un pôle d'expertise sur l'ensemble de ces champs de mission, en accompagnement des directions opérationnelles.

Cette direction mutualisée s'attachera à effectuer un contrôle et un suivi des relations entre les collectivités territoriales et leurs partenaires extérieurs, dits « satellites ». Elle aura une fonction transversale de conseil, et reste complémentaire aux directions supports existantes.

Le service commun est géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 49% pour la Ville et 51% pour la Métropole.

Les Comités techniques ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'approuver la création du service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe,
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Madame Sabria BOUALLAGA entre en séance.*

**48. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction Organisation Etudes Evaluation - Convention - Autorisation de signature**

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

La Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées, sur ce fondement, dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

Il est proposé au Conseil de poursuivre cette démarche par la création d'un service commun de

Direction Organisation Etudes Evaluation qui reprendra les missions actuelles de la Direction Organisation Evaluation de la Ville et les missions orientées vers l'interne de la Direction du Pilotage et Contrôle de Gestion de la Métropole.

Les 2 unités, contrôle de gestion interne et organisation, composant cette nouvelle direction mutualisée œuvreront ainsi notamment autour des axes de travail suivant :

- La mise en œuvre de la formalisation et de l'évaluation des politiques publiques
- Le développement de la culture de l'innovation notamment à travers le projet d'administration
- Le développement de la culture et des outils du pilotage interne
- L'amélioration et la modernisation de nos fonctionnements grâce au conseil en organisation et à la démarche qualité
- La contribution à la performance, la modernisation et à la transversalité
- L'amélioration de la qualité de la relation usagers

Le service commun est géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 49% pour la Ville et 51% pour la Métropole.

Les Comités techniques ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la création du service commun de Direction Organisation Etudes Evaluation,
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**49. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction des Finances - Modification - Autorisation de signature**

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27

janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

La Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées, sur ce fondement, dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

Par la constitution d'un service commun circonscrit au seul poste de directeur, la Métropole et la Ville ont initié les bases de la mutualisation de leurs directions des Finances.

Par la présente délibération, il est proposé au Conseil une mutualisation aboutie sur l'ensemble des services. Ce service commun de Direction des Finances, constitué de 5 services, répond notamment aux objectifs suivants :

- Un gain de cohérence, de fluidité et de transparence au bénéfice des deux administrations ;
- Une sécurisation accrue des procédures financières ;
- Une recherche des marges de manœuvre nécessaires au bon fonctionnement du service public communal et métropolitain ;
- Des innovations au service des usagers et des services.

Le service commun est géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 48% pour la Ville et 52% pour la Métropole.

Les Comités techniques ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la création du service commun de Direction des Finances,
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**M. le Maire :** C'est la mutualisation du service des finances entre la Ville et la Métropole.

**Abdi EL KANDOUSSI :** Je peux en dire un mot ?

**M. le Maire :** Dites en un mot car nous avons de tellement bons résultats au service des finances ; on a de tellement bons fonctionnaires qui le servent avec fidélité et engagement que ce soit à la

Ville ou à la Métropole ; nous avons de tellement beaux résultats sur la régulation des taux d'imposition, sur la « full démat », sur la certification qui est un travail colossal que vous pouvez le dire Monsieur EL KANDOUSSI.

**Abdi EL KANDOUSSI :** J'en profite puisque ce dossier est passé en instance paritaire. Je me permets, Max, de remercier tes services et en particulier Madame BEREKI et Monsieur DOMEIZEL qui ont fait un travail extraordinaire ces dernières semaines pour justement permettre la mutualisation des deux services Ville et Métropole. Il y a eu des moments peut-être un peu difficiles, des échanges intéressants mais, quoi qu'il en soit, constructifs puisque l'on a réussi à mettre en place le service mutualisé. J'écoutais ce matin Monsieur DOMEIZEL en instance paritaire qui nous disait que l'ensemble de son service était content du résultat final. Il faut quand même laisser un peu de temps au service de fonctionner mais je suis persuadé que nous arriverons à un fonctionnement tout ce qu'il y a de plus normal. Monsieur DOMEIZEL, merci pour le travail que vous faites au quotidien.

*Applaudissements.*

**M. le Maire :** Merci Monsieur EL KANDOUSSI.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**50. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique - Modification - Autorisation de signature**

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

La Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées, sur ce fondement, dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

Par la constitution d'un service commun circonscrit au seul poste de directeur, la Métropole et la Ville ont initié les bases de la mutualisation de leurs directions des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

Par la présente délibération, il est proposé au Conseil une mutualisation aboutie sur l'ensemble des services. Ce service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP) s'appuie notamment sur les 2 fondements suivants :

- Le processus de mutualisation se généralise de plus en plus et les directions concernées sont en attente de pouvoir disposer de procédures et références communes facilitant la compréhension et le fonctionnement des deux entités.

- Au sein même de la DAJCP, la mutualisation permet également de faciliter ce travail d'harmonisation des procédures afin d'éviter au maximum, selon que les agents travaillent pour le compte de la Ville ou de la Métropole de faire face à des procédures trop distinctes leur complexifiant le travail quotidien. Elle permet également de repenser globalement l'organisation de la Direction en termes de missions en profitant de la mise en commun des moyens.

Le service commun est géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 40% pour la Ville et 60% pour la Métropole.

Les Comités techniques ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la création du service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique,
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**M. le Maire :** Chers collègues, je vous remercie pour ce Conseil municipal. Je vous souhaite de passer un bon été. Nous nous retrouverons le 27 septembre pour la prochaine session du Conseil municipal de la Ville et après-demain, à 17 heures, nous aurons le dernier Conseil de Métropole. Merci à tous.

*Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20h45.*